

Le déficit commercial des Etats-Unis ébranle les marchés financiers

Absurdité

Aussi longtemps que les dirigeants de Washington et, avec eux, les Bourses et les marchés des changes auront les yeux fixés sur les résultats de la balance commerciale américaine, les chances de voir la situation s'améliorer tant pour le dollar que pour l'équilibre extérieur américain resteront voisines de zéro. Ce qui peut paraître un paradoxe s'explique par deux raisons. La première est que ce n'est pas parce que le déficit commercial est devenu l'obsession des hommes politiques qu'il constitue pour autant, en soi, un véritable problème. La seconde raison est que, à vouloir résoudre ce faux problème, on prend des mesures dangereuses, propres à détourner l'attention des causes les plus graves du désordre ambiant.

Pour répondre à ses détracteurs démocrates, qui l'accusent d'avoir « déindustrialisé » les Etats-Unis et d'avoir effaibli la « compétitivité » de leurs entreprises, l'administration Reagan se livre chaque mois (au moment de la publication des statistiques) à des analyses aussi subtiles que vaines pour faire dire aux chiffres des choses plus agréables à entendre. Parce que le dollar vaut beaucoup moins qu'il y a un an, le montant des exportations, exprimé en valeur, serait « artificiellement » minoré.

Ces analyses paraissent convaincantes, assurent les experts officiels. Juste les poins d'arguments (dans aucune capitale du monde), masque la très sensible augmentation des ventes à l'étranger. « En volume ». C'est sans doute vrai, mais l'argument ne répond pas à la question. Sauf à revenir à des calculs de troc, dont les pays membres du COMECON décourrent à présent la radicale insuffisance, les échanges se règlent en monnaie, et c'est en monnaie qu'on mesure les déséquilibres.

La vérité est qu'à la faveur de la dévaluation du dollar les entreprises américaines gagnent beaucoup d'argent sur tous les marchés, à commencer par le leur, où les firmes japonaises, entre autres, continuent pourtant à leur faire durement concurrence. La spéculation remonte des profits des entreprises américaines, la reprise remarquée de leurs investissements, l'augmentation plus modeste, mais nette, de leurs effectifs ne seraient-elles pas autant de fortes préconceptions de leur « compétitivité » retrouvée, ou consolidée ? Le déficit extérieur n'est que le signe d'une demande intérieure insatiable. Les entreprises américaines, comme il se doit, sont les premières à en profiter (on cherche moins les clients au-dehors quand on les trouve à sa porte).

Faut-il rappeler que, globalement, un pays ne peut être qu'en équilibre avec l'extérieur. S'il achète plus qu'il ne vend à l'étranger, c'est qu'il bénéficie par ailleurs d'autres entrées de devises, obtenues le plus souvent, c'est le cas pour les Etats-Unis, par voie d'emprunts. Au cours de cette année, ce sont les banques centrales étrangères, la Banque du Japon en tête, qui ont fourni le plus gros de ces capitaux. En achetant massivement des bons du Trésor américains, elles ont, au premier semestre, financé plus des trois quarts du déficit budgétaire des Etats-Unis et la tonalité de leur déficit de balance des paiements en résulte.

L'afflux des capitaux étrangers stimule la demande intérieure et provoque donc indirectement le déficit commercial. Or cet afflux est lui-même lié aux interventions des banques centrales étrangères, pour stabiliser le dollar. Compter sur une nouvelle baisse de celui-ci pour faire disparaître ce déficit ne serait-il pas le comble de l'absurde ?

L'annonce d'un déficit de la balance commerciale des Etats-Unis plus important que prévu (15,7 milliards de dollars en août) a ébranlé les marchés financiers. Les cours ont fortement baissé le 14 octobre, notamment à New-York (-4 %). Sur les marchés monétaires la baisse du dollar a obligé la Banque de

France à intervenir, jeudi, pour soutenir le franc face au deutchemark.

Jeudi, à la Bourse de Paris, la séance du matin s'est clôturée sur une baisse de près de 4 % (2,5 % la veille). Les cotations ont dû être suspendues pendant une heure sur le marché à terme des instruments financiers (MATIF).

Les effets pervers de l'accord du Louvre

Huit mois à peine après sa signature le 22 février 1987, l'accord du Louvre sur la stabilisation des parités monétaires fait l'objet d'une grave interrogation : n'est-il pas intrinsèquement pervers dans la mesure où cette stabilisation a été obtenue au prix d'une flambée non contrôlée des taux d'intérêt, de nature à compromettre la croissance économique dans le monde occidental ?

En février dernier, les représentants des cinq pays les plus industrialisés du monde, réunis à Paris, décidaient de stopper le mouvement de baisse du dollar, amorcé avec quel succès ! — par l'accord du Plaza en septembre 1985. Ce faisant, ils prenaient le

parti d'une réduction rapide de l'énorme déficit commercial des Etats-Unis, que devait, précisément, provoquer cette baisse du billet vert, équivalant à une dévaluation de plus de 50 % vis-à-vis des grandes monnaies occidentales. En même temps, les Cinq convenaient de coordonner si possible leurs politiques économiques et de faire évoluer leur taux d'intérêt de manière divergente : hausse modérée aux Etats-Unis

pour soutenir le dollar et baisse en Allemagne et au Japon pour relancer la croissance.

Or que voit-on aujourd'hui ? Le déficit commercial des Etats-Unis, sur la base des huit premiers mois, pourrait, en 1987, battre son record de 1986, en dépit d'une reprise des exportations (le contraire eût été le comble après une telle dévaluation du dollar).

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 28.)

page 28

EN ARGENTINE

Le gouvernement lance un ambitieux plan de redressement



Le PCF et les expulsions

Des militants du Mouvement de la jeunesse communiste ont empêché, dans la nuit du 13 au 14 octobre, à l'aéroport de Roissy, l'expulsion d'un jeune Africain. Le 24 décembre 1980, la municipalité communiste de Vitry faisait détruire un foyer d'immigrés au bulldozer.
(Lire nos informations page 32.)

L'assaut contre les Tamouls de Sri-Lanka

Les Tigres dans l'étau indien

Décidée à écraser au plus vite la rébellion tamoule à Sri-Lanka, l'armée indienne poursuivait, jeudi 15 octobre, son avance vers le centre de Jaffna, principale ville du nord de l'île. Refusant l'offre de cessez-le-feu faite la veille par le chef des Tigres tamouls, le gouvernement de New-Delhi leur a enjoint de déposer les armes sans conditions. La police de Colombo a annoncé, jeudi, qu'une vingtaine de soldats indiens au moins avaient été tués le même jour par l'explosion d'une mine.

COLOMBO
de notre envoyé spécial

On voit mal maintenant ce qui pourrait empêcher la poursuite de « l'assaut final » des troupes indiennes contre la ville de Jaffna et les quelque deux mille cinq cents combattants tamouls qui y sont retranchés. M. Prabhakaran, le chef des Tigres tamouls, veut arrêter les affrontements ? Eh bien, qu'il se rende lui et ses hommes avec toutes leurs armes et qu'ils acceptent dans son intégralité l'accord de paix ! Tel est en substance la réponse de New-Delhi à la proposition d'une reprise des négociations faite par le chef des rebelles (le Monde du 15 octobre).

Un porte-parole du gouvernement indien a souligné, mercredi 14 octobre à New-Delhi, que le LPTT (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) a en depuis deux mois et demi de multiples occasions

de négocier sincèrement, ajoutant : « Il a seulement utilisé cette période pour poursuivre sa propagande et pour essayer de déclencher une campagne hystérique contre l'Inde, la force indienne de maintien de la paix et l'accord du 29 juillet (...). Son seul objectif a été de saboter celui-ci et d'accaparer l'exclusivité du pouvoir (au détriment des autres factions tamoules) (...). Depuis, il a tué impitoyablement plus de cent Tamouls appartenant à d'autres organisations et plus de deux cents civils cinghalais. »

Bref, l'heure n'est plus aux négociations. A Jaffna, la situation militaire évolue très vite. Après avoir détruit les principales positions des Tigres tamouls dans le reste de la péninsule, l'armée indienne encercle la ville de Jaffna.

LAURENT ZECCHINI.
(Lire la suite page 6.)

FRANZ-OLIVIER GIESBERT

JACQUES CHIRAC

par Franz-Olivier Giesbert

125 F

Editions du Seuil

Ce livre est un régal.
Jean-Marie Colombani
Le Monde

Chirac a-t-il trouvé son Lacouture ?
Pierre Feydel / Le Matin

Une remarquable biographie.
André Pautard / L'Express

On s'égare du ton guilleret, de l'insolence jubilatoire de l'auteur. Jean Clémentin
Le Canard Enchaîné

Prix : +0,1% en septembre

Le taux d'inflation le plus faible depuis six mois.

Commerce extérieur

2,4 milliards de francs de déficit en septembre.

PAGE 32

Nobel de chimie pour un Français

Le professeur Jean-Marie Lehn partage la distinction avec deux Américains.

PAGE 25

La succession de M. Nakasone

Manœuvres byzantines à Tokyo.

PAGE 6

Le Crédit agricole au Sénat

Querelle juridique entre M. François Guillaume et M. Etienne Dailly.

PAGE 9

Michel Polac sur M6

Il animera une émission littéraire, « Champs libres », à partir de fin novembre.

PAGE 32

Le sommaire complet se trouve page 32

LE MONDE DU VIN

A partir de demain (numéro daté samedi 17 octobre), le Monde organise une épreuve de sagacité sur le monde du vin. Quarante-huit questions à propos d'un univers riche et complexe où se mêlent les sols, la plante, l'histoire, la géographie, l'économie, la technique et les aventures gustatives.

Règlement du concours et liste complète des prix page 4.

Après la Foire de Francfort

Les manœuvres de l'édition

Situation paradoxale : au printemps de 1987, l'édition française paraît au plus mal. Les lecteurs désertent les librairies, le chiffre d'affaires global accuse une baisse de près de 2 % sur l'année précédente — ce qui se traduit, dans certaines maisons, par une chute de 10 % à 15 % — les best-sellers eux-mêmes ne tiennent pas leurs promesses et plafonnent à 70 000 ou 80 000 exemplaires, alors qu'on les espérait, au vu des performances précédentes de leurs auteurs, à plus de

100 000 exemplaires. Fait plus grave encore, parce qu'il traduit une détérioration de la machine, le taux des « retours », c'est-à-dire des livres retournés aux éditeurs par les libraires, atteint des sommets catastrophiques : jusqu'à 60 % pour certains titres. On cite des cas où des colis entiers de nouveautés ont été renvoyés sans même avoir été ouverts. Cette fois, on ne parle plus de crise conjoncturelle, et l'on s'interroge sur l'avenir même du livre, dont la part dans le budget loisirs et culture des Français est en nette diminution, face notamment à la télévision, au disque — revivifié par l'apparition du compact — et surtout aux vacances.

Or c'est au moment où se répandent les analyses les plus pessimistes que se développent autour de l'édition des grandes manœuvres financières et industrielles qui risquent de bouleverser le paysage éditorial tout entier.

PIERRE LEPAPE.
(Lire la suite page 17.)

Le Monde DES LIVRES

■ Marcel Proust dans le domaine public : une vague de rééditions et d'essais. Lire le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech. ■ Le Festival du roman et du film noirs à Grenoble. ■ La chronique de Nicole Zand.

Pages 13 à 20

صحة من الالهي

Etranger

RFA : le scandale du Schleswig-Holstein

La mort d'Uwe Barschel serait due à l'absorption de tranquillisants

Uwe Barschel, l'ancien ministre-président du Schleswig-Holstein, retrouvé mort dans la baignoire d'un hôtel de Hambourg dimanche dernier, est décédé des suites de l'absorption de quantités « assez fortes » de tranquillisants.

C'est ce que permettent pour le moment d'affirmer les résultats des expertises ordonnées par le juge d'instruction chargé de l'affaire, M^{me} Claude-Nicole Nardin, qui les a présentées, mercredi 14 octobre, à la presse.

Ces expertises ont permis de déceler dans l'estomac et le sang de la victime les traces de cinq tranquillisants et somnifères. Bien que les analyses quantitatives ne soient pas terminées, le juge a indiqué que les doses semblaient assez fortes pour provoquer la mort. Cette découverte, a-t-elle ajouté, exclut formellement que la mort d'Uwe Barschel puisse être due à des causes naturelles.

Un scandale politique

Les résultats des expertises ont redonné de la crédibilité à la première thèse envisagée, celle du suicide. Empêché dans un scandale politique qui lui avait déjà coûté son poste de ministre-président et menaçait de ruiner définitivement, à quarante-trois ans, sa carrière politique, Uwe Barschel se serait, selon cette hypothèse, senti complètement accablé.

En faveur de cette thèse joue le fait que, selon l'institut médico-légal de Hambourg, aucune trace de violence n'ait été relevée sur le corps de la victime. Il est impossible, selon les experts, que l'on ait pu contraindre l'homme politique ouest-allemand à avaler des médicaments sans qu'aucun indice n'en soit apparu.

Des points obscurs n'en demeurent pas moins. Il semble que personne n'ait retrouvé dans la chambre les emballages des médicaments ni une bouteille de baume à lèvres qu'Uwe Barschel s'était fait livrer le samedi soir, à la veille de sa mort. Le lit du politicien, qui a été retrouvé mort tout habillé dans sa baignoire pleine d'eau, n'était pas défait.

Enfin, ses proches, auxquels il avait téléphoné à plusieurs reprises au cours de la journée de samedi, et qui défendent la thèse de l'assassinat, affirment qu'il ne paraissait pas en état dépressif.

Au Schleswig-Holstein, la commission d'enquête parlementaire, qui devait entendre lundi dernier l'ancien ministre-président, a décidé pour sa part de reprendre son travail sans attendre, comme initialement prévu, les obsèques d'Uwe Barschel.

Ses responsables ont estimé qu'il était préférable, dans les circonstances présentes, de faire la lumière le plus vite possible sur l'affaire qui a provoqué la chute du politicien, accusé d'avoir tenté par des procédés déloyaux de piéger son adversaire social-démocrate lors de la campagne pour les dernières élections régionales.

Cette décision n'est pas étrangère aux accusations portées contre la direction du parti démocrate chrétien local, à laquelle la famille a reproché d'avoir sans preuves « lâché » Uwe Barschel. Celle-ci s'en est défendue, en faisant savoir mercredi qu'elle avait vainement cherché à joindre au cours de la semaine passée l'ancien ministre-président, qui avait laissé une fausse adresse de vacances en Sicile, alors qu'il se trouvait aux Canaries avec sa femme.

H. de B.

SUISSE : les élections du 18 octobre

La campagne pour le renouvellement du Parlement a été placée sous le signe de l'écologie

BERNE
note de notre correspondant

A défaut d'enjeu réel, rare dans le système helvétique, chaque élection fédérale a son thème. Dans les années 70, le débat de la scène était occupé par la question de « la surpopulation étrangère ». Cette année plus que jamais la campagne pour le renouvellement du Parlement suisse a été placée sous le signe de l'écologie.

Faute de préoccupations plus immédiates dans un pays pratiquement épargné par le chômage et l'inflation, la protection de l'environnement est devenue le souci numéro un des Suisses, du moins de la majorité de langue allemande, plus perméable aux influences venues d'outre-Rhin. Les Romands d'expression française se montrent sensiblement plus réticents. Le clivage entre germanophones et francophones était déjà apparu à propos du port obligatoire de la ceinture de sécurité ou de l'introduction de la limitation de vitesse. Contrairement au reste de leurs compatriotes, les francophones donneraient la priorité à une amélioration des prestations sociales plutôt qu'à ce qu'on appelle de nouvelles contraintes tendant à diminuer la pollution, comme celle d'arrêter le moteur de leur voiture au feu rouge.

Malgré ces différences de sensibilité d'une région linguistique à l'autre, l'écologie n'en aura pas moins donné une coloration particulière à ces élections. Alors que, il y a quatre ans, les Verts avaient fait une entrée discrète au Parlement, y envoyant trois députés, ils l'ont cessé de marquer des points depuis lors. D'abord en remportant soixante-dix-sept sièges dans les assemblées régionales ou locales. Ensuite en parvenant à sensibiliser

une part croissante de l'opinion à leurs idées, surtout dans le sillage de la catastrophe de Tchernobyl et de la pollution du Rhin près de Bâle. De la droite nationaliste à l'extrême gauche trotskiste, tous les partis ont fini par être saisis par la vague verte.

La montée des revendications écologistes n'a pourtant pas manqué de susciter des réactions, voire des mouvements contraires, spécialement en Suisse alémanique. Excédés par les restrictions qui leur sont imposées, des conducteurs de véhicules sont allés jusqu'à fonder, il y a deux ans à Zurich, un Parti des automobilistes. Aujourd'hui, cette formation présente des candidats, comme n'importe quel autre parti, dans une dizaine de cantons de langue allemande. Son programme se résume à dénoncer les entraves à la circulation, considérant que « la mobilité est une caractéristique fondamentale des citoyens libres ». Reconnaissant qu'ils sont en partie financés par les importateurs d'automobiles, ses responsables espèrent envoyer quelques représentants à Berne pour défendre leur intégrité civique, s'inquiétant de voir les partis bourgeois se laisser contaminer par « la propagande rouge, verte ».

Une stabilité à toute épreuve

Avec l'entrée en lice de divers groupes de pression marginaux ou plus ou moins folkloriques, jamais autant de listes n'auraient été présentées : deux mille quatre cent six candidats pour les deux cents sièges du Conseil national (Chambre basse), un record absolu par rapport aux précédentes consultations. A travers les nouveaux venus s'expriment les préoccupations les plus diverses. Dans le canton de Berne, des retraités font acte de candidature sous le slogan : « La parole aux retraités ». A Zurich, le mouvement Mères et enfants plaide pour la famille et l'environnement contre la spéculation foncière. Dans le canton de Vaud, un ancien député écologiste, surnommé « le Père la pudeur », qui s'était signalé par ses attaques contre l'émission « Sexy Folies », a créé un mouvement humaniste pour s'opposer « à l'exploitation mercantile de la sexualité ».

Sous l'appellation Légalisons le cannabis, un autre groupuscule a pris pour emblème le chanvre indien. En prison pour trafic de dro-

gue, sa tête de liste dans le canton de Vaud n'a cependant pas reçu de dispense pour participer à la campagne.

S'il ne saurait y avoir de véritable surprise, tous les sondages laissent entrevoir une poussée écologiste au détriment des formations traditionnelles. Mais celle-ci devrait rester dans les limites du système suisse, qui ne se prête guère aux brusques renversements de tendance. S'ajoutant aux habitudes bien ancrées des électeurs et à la structure cantonale de la Confédération, la représentation proportionnelle garantit une stabilité à toute épreuve. « Les élections en Suisse », constate un professeur de droit constitutionnel, lui-même élu sortant, « ne sont pas très importantes : les Parlements se suivent et se ressemblent ». Il y a fort à parier, renchérit de son côté le quotidien *Ving-Quatre Heures* de Lausanne, que le *Parlement fédéral de 1987 ressemblera beaucoup à celui de 1983, qui lui-même était très semblable au précédent*.

Les quatre partis gouvernementaux étant d'ores et déjà assurés d'obtenir plus des trois quarts des sièges dans la nouvelle Assemblée fédérale, personne ne songe sérieusement à remettre en cause la composition actuelle du cabinet : deux radicaux, deux socialistes, deux démocrates-chrétiens et un démocrate du centre. Une « formule magique » qui a fait ses preuves depuis bientôt trente ans. Malgré les aides du moment, la politique suisse reste basée sur la recherche du consensus, les socialistes mettant l'accent sur les questions sociales et leurs collègues du centre et de droite s'efforçant de préserver les grandes lignes du libéralisme.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

URSS

Vladimir Slepak, doyen des « refuzniks » est autorisé à émigrer

Vladimir Slepak, le doyen du mouvement des « refuzniks » soviétiques, a reçu mercredi 14 octobre à Moscou l'autorisation de quitter l'URSS et d'émigrer en Israël. Agé de cinquante-neuf ans, il avait présenté sa première demande de visa en 1970. Cet ancien militant de la défense des droits de l'homme avait purgé une peine de cinq ans en Sibirie.

Au début de cette année, un porte-parole du gouvernement soviétique avait indiqué que Vladimir Slepak et sept autres personnes ne seraient pas autorisées à émigrer en raison des secrets d'Etat qu'ils étaient censés

détenir. Il envisage, avec son épouse Maria, de quitter l'URSS pour Israël dans deux ou trois semaines. Dans la soirée du mercredi 14 octobre, les forces de l'ordre ont mis fin à une manifestation à Moscou d'une trentaine de juifs soviétiques, qui demandaient l'émigration. Plusieurs ont été malmenés au cours d'une intervention « musclée » de très nombreux agents du KGB et de militaires, devant le bâtiment de la télévision. Les protestataires entendaient attirer l'attention sur leur situation à la veille d'une émission télévisée en duplex entre Moscou et Washington sur le thème des droits de l'homme.

ALBANIE

Tirana reste hostile à toute normalisation avec l'URSS

TIRANA
correspondance

M. Mikhail Gorbatchev pourrait prochainement adresser un message solennel à l'Albanie reconnaissant l'entière responsabilité de l'URSS (plus exactement celle de Nikita Khrouchtchev) dans la rupture de 1961 entre les deux pays. Mais, affirme-t-on à Tirana, comme lors des appels traditionnels lancés chaque année à l'occasion de la fête nationale albanaise du 29 novembre en faveur de la reprise des relations diplomatiques, la réaction sera cette fois encore négative. « Les avantages de ne pas avoir de rapports avec Moscou dépassent les inconvénients », nous a en effet confié l'un des dirigeants du nouvel Institut des relations internationales.

Si les attaques de caractère personnel visant M. Gorbatchev ont pratiquement disparu de la presse (alors que longtemps après leur disparition Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev figurent encore parmi les cibles préférées, les Albanais semblent insensibles à la glasnost et à la perestroïka. « Ces sont des inventions de la propagande révisionniste pour masquer la profonde crise dans laquelle s'est enfoncée l'URSS », disent-ils pour expliquer leur opposition.

Curieusement, la place que réservent les journaux aux événements en URSS et dans les pays de l'Est est de légère augmentation. On n'exclut pas le retour des ambassadeurs européens à Tirana, exception faite de l'ambassade de Roumanie, les autres représentations diplomatiques des Etats « révisionnistes » sont dirigées par des chargés d'affaires. Quant au volume des échanges commerciaux (inexistants avec l'URSS) il progresse, en particulier avec la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la RDA.

Malgré la vive polémique sur l'affaire du Kosovo, la volonté persiste de promouvoir les relations avec la Yougoslavie. « S'agissant d'un pays - avons-nous entendu - dont le destin historique est semblable au nôtre et qui n'appartient pas non plus à une alliance militaire dominée par une superpuissance ». Cela dit, nos interlocuteurs se sont montrés préoccupés de l'aggravation de la crise yougoslave, estimant qu'une dissolution de la Fédération profiterait aux Soviétiques et par conséquent menacerait aussi la stabilité de l'Albanie.

Fragments d'écoutes...

Après l'établissement des relations diplomatiques avec la République fédérale d'Allemagne (dont le principal artisan aurait été M. Franz-Josef Strauss) et l'annonce, également toute récente, pour Athènes, de la fin de l'état de guerre « juridique » entre la Grèce et l'Albanie (en vigueur depuis 1940), on s'attend à une « visite historique » de M. Andreas Papandréou. Les Albanais comptent également faire aboutir dans les mois à venir les négociations avec Londres.

Les milieux officiels attachent une grande importance aux affaires internationales. Le quotidien du parti Zeri i Popullit consacre l'une de ses quatre pages aux nouvelles du monde. Depuis un certain temps, la rubrique « étranger » composée des dépêches de l'agence télégraphique ATA comprend aussi des informations rédigées à partir de l'écoute des bulletins de la BBC, de la Deutsche Welle et de Radio-France internationale.

Plus de deux ans après la disparition d'Enver Hoxha et sans que l'on décèle des signes d'une quelconque « libéralisation » politique au sens occidental (ou « gorbatchévien »), le style de son successeur, M. Ramiz Alia, est moins triomphaliste et moins empreint de l'usage systématique de la langue de bois. Nombreux et complexes, les problèmes économiques et sociaux du pays sont abordés avec beaucoup de sérieux.

Bien entendu, le régime se veut toujours « dur » et « pur ». Ainsi par exemple l'interdiction de la religion reste inscrite dans la Constitution : l'Albanie se déclare « laïque » - le premier Etat athée du monde. Mais, est-ce le signe des temps ou l'arrivée des premiers touristes, des cartes postales de belle qualité, actuellement en vente dans les deux hôtels de Tirana, sont illustrées de fragments d'icônes conservés au musée archéologique...

THOMAS SCHREIBER.

POLOGNE

Le gouvernement souhaite développer le secteur privé

M. Witold Mlynarczyk, président du Parti démocratique, a déclaré, mercredi 14 octobre, à Varsovie, que les dirigeants polonais examinaient actuellement un train de mesures susceptibles de garantir la stabilité du secteur privé. Ces mesures entrent dans le cadre des réformes économiques et politiques qui doivent être introduites en Pologne à compter de 1988.

Le Parti démocratique, qui compte près de 120 000 adhérents, dont une majorité d'intellectuels et d'artisans, se situe dans la mouvance du Parti communiste, au pouvoir (POUP).

Le premier ministre polonais, M. Zbigniew Messner, avait récemment assuré devant les députés que le secteur « privé » serait désormais mis sur un plan d'égalité avec les secteurs « public » et « coopératif », notamment en ce qui concerne son approvisionnement en matières premières. Celles-ci lui sont aujourd'hui allouées au compte-gouttes. Le « privé » représente actuellement en Pologne 12 % de la production industrielle et 6 % du produit national brut. Dans les autres pays du bloc communiste, il est, en revanche, interdit ou à peu près inexistant. Selon M. Mlynarczyk, la part de ce secteur devrait être portée à 20 % ou

25 % du PNB. Il a en outre indiqué qu'il fallait « réviser » la législation pour « faciliter » l'implantation en Pologne de petites et moyennes entreprises occidentales par le biais de sociétés communes (joint-ventures).

Pour sa part, M. Lech Walesa, président du syndicat dissous Solidarnosc, a souligné que les réformes proposées par le pouvoir « ne pouvaient être menées à bonne fin sans le retour au pluralisme syndical et politique ». — (AFP).

● ESPAGNE : attentat à l'explosif contre le consulat américain à Barcelone. — Deux organisations séparatistes catalanes ont revendiqué l'attentat à la bombe qui a fait huit blessés, mercredi 14 octobre, dans les locaux du consulat des Etats-Unis à Barcelone. Quelques heures après qu'un correspondant anonyme eut revendiqué l'attentat au nom de « Terra Llura », groupe créé en 1980, une seconde revendication parvenant à l'agence de presse espagnole, au nom de l'Armée rouge catalane de libération, affirmant que le consulat visé était « un important centre de la CIA ». — (AFP, Reuters).

GONCOURT DE LA BIOGRAPHIE

MICHEL SURYA
Georges BATAILLE
LA MORT À L'ŒUVRE



« La meilleure introduction à l'œuvre et à la personnalité de Bataille ».

Guy Dumur

Le Nouvel Observateur

« Un chercheur hors pair ».

Pierre Mertens

Le Soir de Bruxelles

« Une impressionnante biographie à hauteur d'œuvre ».

Francis Marmande

Le Monde

568 pages - 76 illustrations - 180 F.

SÉQUIER

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :

Claude Salen.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$480 per year by the Monde

Spedition, 46-45 39 th street, L.G.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at

L.G.I. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o

Spedition, U.S.A., P.O.C., 46-45 39 th street, L.G.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les sous-propos en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapeur LEMONDE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Etranger

HAÏTI : les candidats en campagne

« Les élections, c'est pour les grands... »

La majorité des formations politiques ont énergiquement condamné, le mercredi 14 octobre, l'assassinat de M. Yves Volat, un avocat et l'un des candidats à l'élection présidentielle du 26 novembre (le Monde du 15 octobre). L'indignation est générale à Port-au-Prince, alors que la campagne elle-même ne suscite pas encore beaucoup d'intérêt dans la population.

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Il est 4 heures. Dans la chaleur du petit matin, la capitale sommeille. Autour d'une quinzaine de Joseph, des militants du MIDH (Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti) s'agitent et distribuent des tracts et font connaître les consignes. Le président du parti et candidat à la présidence, Marc Bazin, se rend, pour une rapide tournée dominicale, à Pétion, un petit bourg de l'est situé à l'écart de la grande route qui relie Port-au-Prince à Cap-Haïtien, sur la côte nord de l'île.

La cérémonie s'annonce et passe sans encombre les barrières gardées par quelques hommes armés, avant les grandes agglomérations de Saint-Marc et de Gonâves. Elle prend ensuite la piste, entrecoupée de profondes rigoles, pour arriver à l'heure de la messe dans Pétion, qui a pris pour l'occasion un air de fête. Après la cérémonie et l'inévitable bain de foule, le leader parcourt à pied et au pas de charge les sentiers de la petite ville, qui s'étirent autour de la rue principale.

D'un balcon dominant le préau de l'école, Marc Bazin est présenté par l'homme fort de la région, qui souhaite « répondre ainsi l'erreur commise en 1957 », date de l'élection à la présidence de François Duvalier, qu'il soutient alors. Les photos du candidat tapissent

des murs également recouverts de celles de son principal rival, Leslie Manigat, venu peu de temps auparavant.

Quelques questions lui sont posées, comme un peu plus tard à Ravine-Trompette au milieu des cafés : dans ce petit hameau, un jeune lui demande s'il est d'accord avec la politique économique du ministre des finances, Leslie Delatour : l'un des membres de l'assistance s'interroge pour savoir s'il s'agit du « président en vrai ». Mais la plus grande partie du public reste silencieuse, malgré les encouragements des supporters. Dans les autres villes, comme à Pétion, l'assistance sera même très clairsemée. Une relative prudence entoure les meetings des politiciens, et pas un seul ne peut se prévaloir d'une audience importante.

Le slogan « Arracher manioc »

Chacun a, bien sûr, sa clientèle, selon les lieux familiaux et les anciennes amitiés. Comme Louis Déjout, dans le Sud, à qui son père a légué une incontestable notoriété. Mais en dehors des bastions acquis aux candidats, la réserve ou l'absence de la population est de rigueur. Un employé de maison de Port-au-Prince exprimait ce sentiment lorsqu'il répondait à la question de savoir s'il voterait : « Les élections, c'est pas pour moi, pas pour nous » (pour les grands, pas pour moi). Un Haïtien qui vit aux États-Unis, M. Boyce Stymant, explique que, pendant la dictature, l'organisation d'un scrutin impliquait « promesses non tenues et dolaires ; aujourd'hui, le plus souvent seules les promesses sont présentées, et le doute subsiste ».

La bataille est récente. Cet été encore, plusieurs organisations avaient suivi le slogan « Arracher

manioc », pour en finir avec le Conseil national de gouvernement. Un mot d'ordre lancé par Mgr Romelus, l'évêque de Jérémie (au sud-ouest de l'île). Il n'était pas question pour la gauche d'élections sous un régime de transition. La mobilisation populaire était à l'ordre du jour. Mais l'échec de cette tentative a contraint l'ensemble de la classe politique à plus de réalisme. L'Eglise catholique vient de publier un message des évêques appelant à une « participation massive aux prochaines élections ».

Ce message passe cependant encore mal à moins de deux mois du scrutin, d'autant plus que le CNG n'a pas lancé de campagne civique. L'organisme chargé par la Constitution de l'organisation des élections, le Conseil électoral provisoire, se trouve un peu seul. Les partis tentent, eux aussi, d'inciter la population à s'inscrire sur les listes, mais celle-ci a d'autres préoccupations.

Bien difficile, dans ces conditions, de prévoir le taux de participation. « Nous aurons des élections, c'est certain », déclare un homme politique, mais quel type d'élections ? Cette situation est compliquée par la multiplication, en quinze jours, des scrutins : élection des conseils d'administration des sections communales, des maires, des députés, des sénateurs et du président de la République. « Beaucoup d'inconnues encore sur les candidats eux-mêmes », déclare Philippe-Jean François, journaliste à Haïti en marche. Le comité de concertation, qui regroupe une partie de la gauche autour du Groupe des 57, n'est pas encore parvenu à un accord sur une candidature unique. Le secteur « progressiste », « démocratique » ou « révolutionnaire », selon les appellations, compte sur les associations de paysans, les syndicats et les communautés religieuses de base pour remporter les élections.

A l'opposé de l'échiquier politique, l'incertitude demeure aussi sur le nom du candidat, officiel ou non, de l'ancien régime. Car, malgré l'interdiction faite par la Constitution aux « zébrés de la dictature », personne n'envisage qu'un tel candidat ne se présente pas d'une manière ou d'une autre. Comme la souligne un observateur, « le problème est de savoir à qui va profiter le réseau des anciens maîtres. Pour le moment en sommeil, il n'attend qu'une impulsion pour se mobiliser ».

Dans ce contexte, les partis du centre tentent d'éviter l'écrasement à qui les menace, selon Marc Bazin. Ils tentent de rallier les démocrates à leur bannière. Leslie Manigat, secrétaire général du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes, et candidat déclaré, estime pourtant que, « si des points noirs subsistent, la situation s'est éclaircie ». Il pense ainsi que des rapprochements pourraient avoir lieu.

Pour l'heure, c'est surtout le climat d'insécurité qui règne dans le pays qui inquiète. En deux mois, plus de cinquante personnes ont trouvé la mort dans des circonstances troubles. Jean-Claude Bajoux, directeur du Centre océanographique des droits de l'homme, estime que les « conditions d'un coup d'État sont réunies ». Mgr Joseph Lafontant, évêque auxiliaire de Port-au-Prince, craint « que la plupart des gens, effrayés, n'aillent pas aux urnes, et que le vote ne soit minoritaire ».

Sur le bord de la route qui ramenait le caravane du MIDH à Port-au-Prince, alors que se terminait un meeting dans un hameau, une voiture s'est arrêtée, et son conducteur a lancé à l'adresse des participants : « On vous a repérés ». Personne n'a pris cela pour un mauvais gag. Dans la capitale, après 23 heures, les rues désertes sont là pour le prouver, même si le calme semble provisoirement revenu.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

Diplomatie

Le plaidoyer européen de M. Bernard Bosson à la veille de rendez-vous « historiques »

MUNSTER
de notre envoyée spéciale

Il ne faut pas laisser passer les rendez-vous « historiques » de 1988 : l'Europe devra progresser de façon décisive dans les mois qui viennent, en particulier dans le domaine de la construction de l'union monétaire et dans celui de la sécurité. Tel était le message de M. Bernard Bosson, le ministre délégué aux affaires européennes, qui s'exprimait devant une assemblée de journalistes de la presse régionale française et allemande, le mercredi 14 octobre, à Munster, où il s'est également entretenu avec le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans Dietrich Genscher.

Ce plaidoyer en faveur d'une accélération dans la construction européenne, M. Bosson l'a dressé sans réserves, sans souci de se démarquer par rapport à tel ou tel autre point de vue, participant au jeu « franco-français » de la cohabitation en période préélectorale auquel se livrent ces temps-ci, notamment sur le sujet des relations franco-allemandes, les différents acteurs de la politique étrangère de la France.

Par-delà la crise conjoncturelle que traverse à nouveau la communauté à propos de la politique agricole commune et du budget, l'année 1988 offre, selon le ministre français une chance exceptionnelle. « Le conseil européen de Hanovre, en

juin 1988, a-t-il dit notamment, doit, à mes yeux, permettre de grandes avancées, lui qui coïncidera avec le début d'une période exceptionnelle de deux années de stabilité gouvernementale pour neuf de nos douze Etats membres. » Ce moment devrait être l'occasion, pour le nouveau président français, quel qu'il soit, et pour la République fédérale qui achèvera alors six mois de présidence de la Communauté avant de passer le flambeau à la Grèce, de prendre des initiatives nouvelles, dans le domaine monétaire notamment.

La défense

« La voie qui me semble devoir être suivie, a précisé M. Bosson, est celle qui consisterait à donner une large autonomie aux banques centrales, comme cela existe en République fédérale, et à créer une autorité monétaire commune où siègeraient leurs gouverneurs, avec pour mission de coordonner les politiques monétaires nationales en ayant un droit de regard sur les variations des masses monétaires des Etats membres, de recevoir une part accrue des réserves, et de gérer l'Ecu en défendant sa parité par rapport aux monnaies participantes et aux grandes monnaies tierces. » Un schéma d'union monétaire qui se heurte pour l'instant, pour des raisons différentes, aux réticences des ministres des finances français et

allemands notamment, mais que M. Bosson ne désespère pas de voir mis en place pour le dixième anniversaire du SME, en 1989.

Autre domaine dans lequel le ministre délégué aux affaires européennes estime qu'il faut aller de l'avant sans tarder : celui de la défense, où la France et la République fédérale sont, une fois encore, les moteurs. « La communauté de destin qu'Allemands et Français ont désormais conscience de former ensemble est en effet la fois la condition et le catalyseur de la Communauté européenne de sécurité à laquelle nous aspirons », a-t-il dit. L'objectif, estime M. Bosson, est avant tout d'ordre philosophique : il s'agit de définir une analyse commune de la menace et de la défense qui devrait y répondre. Dès lors qu'il est atteint, les problèmes techniques — et notamment les relations que la France et la République fédérale entretiennent avec l'OTAN — trouveront leur solution.

Le ministre s'est félicité des progrès accomplis ces derniers temps en ce domaine, dans l'esprit du traité franco-allemand dont on fêtera, en janvier, le vingt-cinquième anniversaire. Non seulement il a salvé sans réserve les initiatives prises ces dernières semaines — brigade franco-allemande, manœuvres communes, idée d'un conseil de défense franco-allemand — mais, qui plus est, il a souhaité que l'anniversaire de jan-

vier prochain soit aussi un rendez-vous important et que Français et Allemands puissent annoncer à ce moment la mise en place effective du conseil de défense.

« Notre ambition pour l'Europe n'est pas l'expression d'une peur, celle de voir la République fédérale se détacher de la Communauté, mais, au contraire, d'une formidable espoir et d'une très grande confiance », a ajouté M. Bosson, devant un auditoire en grande partie composé d'Allemands apparemment heureux de l'entendre. Dans le même ordre d'idées, il a estimé qu'une autre des tâches urgentes était de définir « une véritable Ort-politik de la Communauté » consistant à améliorer les relations économiques et les contacts humains avec l'Europe de l'Est et à développer une approche franco-allemande commune dans les discussions sur la sécurité et le désarmement.

« Je voudrais souligner très fermement qu'il n'y a aucune opposition entre détente (Est-Ouest) et union européenne », a dit M. Bosson, ce qui est également une idée chère à M. Genscher, mais qui ne supprime pas pour autant le fait qu'on porte actuellement, à Paris et à Bonn, des appréciations assez différentes sur les propositions faites par les Soviétiques en matière de désarmement nucléaire en Europe.

CLAIRE TRÉAN.

Surprise à l'UNESCO

Recul de M. M'Bow à l'avant-dernier tour de l'élection directoriale

An quatrième tour de l'élection du directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, mercredi 14 octobre, au sein du conseil exécutif, le dirigeant sortant, M. M'Bow, a perdu au moins deux suffrages par rapport au scrutin précédent (le Monde du 15 octobre), passant de vingt-trois à vingt et une voix.

Son principal rival, le libanais espagnol Federico Mayor, a obtenu dix-neuf suffrages, soit un de plus que la veille. Les trois autres postulants ont eu, respectivement, quatre voix (M. Soedjajanto, Indonésie, et également M. Tudorov, Bulgarie) et une voix (M^{me} Solomon, Trinité-et-Tobago). Le cinquième et, en principe, dernier tour de l'élection est prévu vendredi 16 octobre. Seuls les deux candidats en tête seront présents. Celui qui aura le plus de voix l'emportera.

Il a suffi que M. M'Bow, favori depuis le premier tour et donné gagnant bien avant les élections en cours, y compris par ses adversaires, perde deux voix pour que la tension monte brusquement de plusieurs crans : inquiétude de ses amis africains et arabes, et également des Français, qui, après un détour par le candidat pakistanais et pas mal de rumeurs-mélanges, pensaient avoir choisi le bon cheval ; nervosité des partisans de M. Mayor, titillés par quelques sphères communistes ou socialistes et par « les voix anti-M'Bow gaspillées sur l'Indonésien qui n'a aucune chance », sans parler de M^{me} Solomon, qui continue en sa bonne étoile, vote toute seule pour elle-même depuis le début.

M. Mayor, galant homme, et qui vient d'arriver de Strasbourg (il est député européen), a prié à déjeuner, jeudi, la candidate trinitienne. Il lui rappellera le long passé espagnol de ses fils et, surtout, qu'elle s'est déclarée « favorable à une réforme de l'UNESCO », ce qui figure au programme de l'Espagne.

Une « campagne occidentale » ?

Mais c'est surtout vers l'Est que les « mayoristes » regardent, car le salut, pour eux, pourrait fort bien venir des suffrages de Moscou, de Berlin-Est, de Sofia et d'Oulan-Bator. D'autant plus que, mercredi, un des délégués soviétiques a indiqué que son gouvernement choisirait « le candidat représentant le mieux la reconstruction », idée maintenant en vogue au Kremlin sous le nom de perestroïka. Ajoutons que les relations de M. Mayor avec les notabilités scientifiques soviétiques peuvent en l'occurrence jouer en sa faveur.

Quant à la France, « elle a voté M'Bow au quatrième tour, et le gouvernement va maintenant se prononcer pour le dernier scrutin », a indiqué, mercredi, la représentante française au conseil exécutif, M^{me} Cabana. Paris redoute de se trouver au côté du perdant...

Devant la « dérive » soviétique subodorée, les partisans de M. M'Bow se rassurent, pour leur part, en affirmant que « les Russes ne se déconcentreront pas en lâchant le candidat du tiers-monde ». Quant au porte-parole de l'UNESCO, le Sénégalais Doudou Diène, il a expliqué les défaillances parmi l'électorat de son compatriote « par une campagne diplomatique occidentale sans précédent dans l'histoire du système des Nations unies ».

Trois suffrages perdus

Bien que le scrutin soit secret, on estime généralement que, mercredi, M. M'Bow a perdu en réalité trois suffrages, dont celui du Brésil et peut-être ceux de l'Inde et du Bangladesh ; mais il en aurait gagné un, celui de la Guyane, dont le choix s'était précédemment porté sur M. Mayor. Ce dernier pourrait avoir gagné les Philippines (autre ancienne possession espagnole) et le Brésil. Enfin, un votant facétieux, inconnu dans une assemblée aussi vénérable que le conseil exécutif, a mis un dessin humoristique dans l'urne à la place du nom d'un candidat.

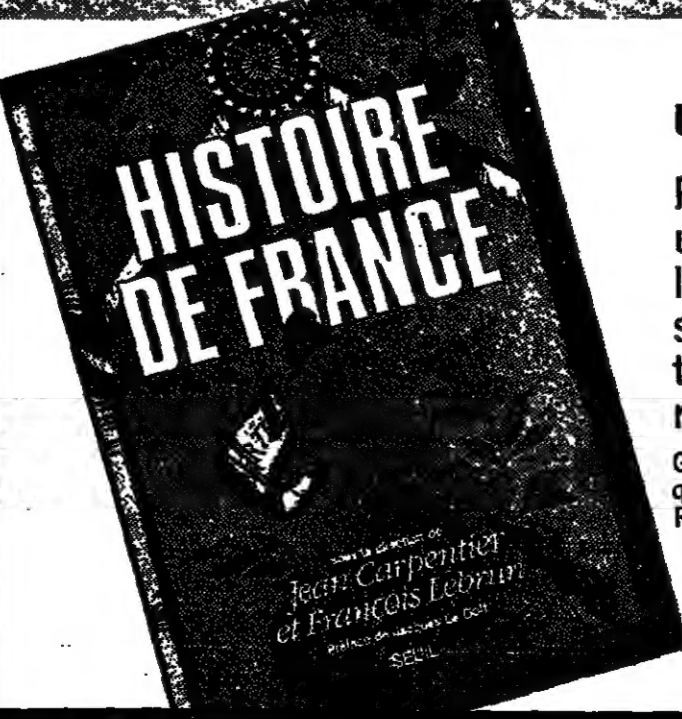
On aura décidément (presque) tout vu dans la grande maison de verre, bois et béton de la place Fontenay...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

● Délai supplémentaire pour la fermeture du bureau de l'OLP à Washington. — Les autorités américaines ont accordé au bureau de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), à Washington, un délai supplémentaire de six semaines pour mettre fin à ses opérations, a annoncé, le mercredi 14 octobre, le département d'Etat. Le bureau d'information de la Palestine a désormais jusqu'au 1^{er} décembre pour fermer ses portes conformément à la décision prise, le 16 septembre, par Washington. La date de sa fermeture avait à l'origine été fixée au mercredi 14 octobre. — (AFP.)

LE LIVRE DE RÉFÉRENCE

Jacques Le Goff



Un seul volume

Pour tous, de la préhistoire à nos jours, un bilan synthétique — à travers l'analyse de chaque période par un spécialiste — qui prend en compte tous les apports des recherches historiques contemporaines.

Glossaire. Généalogie. Chronologie. Cartographie. Statistiques. Bibliographie. Documents. Relié toile sous jaquette 4 couleurs pelliculée. 180 F.

Editions du Seuil



حکومت الاصل

RÉFLECTE
que d

Art. 21. — Le règlement complet du concours, les réponses exactes aux quarante-huit questions et à la première question subsidiaire sont déposés chez Maître Puaux, huissier de justice à

Livraison sous 8 jours



Di San P

RÉFLÉCHISSEZ: peut-on avoir une meilleure idée que de devenir actionnaire de Suez?

Être actionnaire du groupe Suez, c'est participer directement au capital de la première compagnie financière française par ses résultats, 2,4 milliards de francs en 1986.

C'est se donner les meilleures chances de rentabiliser son investissement.

C'est faire confiance à un groupe capable d'offrir à sa clientèle les services

les plus personnalisés, de créer les produits financiers les plus sophistiqués, de concevoir les montages financiers les plus adaptés, de financer les plus grands projets d'avenir.

C'est saisir des opportunités sur les cinq continents parce que le développement international de Suez est le gage de sa réussite.

C'est investir en bon

stratège de l'argent, en diversifiant ses risques dans les différents secteurs de l'économie: banques, assurances, industrie, services, commerce international, immobilier... C'est enfin oser investir dans les créneaux de l'avenir.

Accompagnez-nous dans notre développement comme nous accompagnons la Lyonnaise des Eaux,

l'Abeille ou Accor. Saisissez l'opportunité comme nous la saisissons chaque jour dans notre métier.

Alors, du 5 au 17 octobre, devenez actionnaire de la Compagnie Financière de Suez.

SUEZ
Les Stratèges de l'Argent

TÉLÉPHONEZ AU (16 1) 45 613 613, OU ÉCRIVEZ À SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTORG 75008 PARIS. MINITEL 3615 SUEZ



Du 5 au 17 octobre, devenez actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOTE D'INFORMATION (VISA CDB N° 83-314 DU 01 08 87) EST TENUE GRATUITEMENT À LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS CHARGÉS DE LA VENTE DES ACTIONS

سكنا من الامم

Asie

SRI-LANKA: l'assaut contre les Tamouls

Les Tigres dans l'étau indien

(Suite de la première page.)

Mercredi 14 octobre, des appels ont été lancés par haut-parleurs pour obtenir la reddition des militants séparatistes, mais il ne semble pas que ceux-ci aient la moindre intention de capituler.

Si l'Inde avait besoin d'une nouvelle preuve de la détermination fanatique des rebelles, elle l'a depuis vingt-quatre heures : la mort de trente soldats indiens réputés « manquants » depuis quatre jours est désormais confirmée.

Selon des sources militaires, ils ont été exécutés par les Tigres et leurs corps jetés à la mer. Ce qui porte le chiffre officiel des pertes indiennes à cinquante-sept morts et deux cent vingt-cinq blessés. Dans la seule journée de mercredi, trente soldats de la force de maintien de la paix ont été blessés. D'autre part, selon des estimations partielles, près de trois cents combattants tamouls ont été tués depuis la reprise des combats dans la péninsule.

A l'intérieur de la ville, la situation des assiégés et de la population civile qui se trouve de facto prise en otage est d'ores et déjà intenable. Selon des informations en provenance de Jaffna,

la ville est privée d'électricité depuis quatre jours et le manque de ravitaillement devient critique.

En dépit du mutisme officiel à ce sujet, le bilan des pertes civiles pourrait être extrêmement lourd. Plusieurs centaines de blessés auraient été conduits dans les hôpitaux et centres de soins, mais ceux-ci seraient en rupture de stocks de médicaments. Le porte-parole de l'ambassade indienne à Colombo a cité le chiffre - considérable - de trois cent soixante-quinze mille civils regroupés dans des temples et des écoles. L'armée tente d'approvisionner ces réfugiés mais les diplomates de New-Delhi ont reconnu mercredi qu'il y avait « quelques problèmes de distribution ».

Le sort des réfugiés en Inde

Parallèlement à son offensive militaire contre les extrémistes tamouls, l'Inde ne perd pas de vue le calendrier fixé par l'accord de paix et ses implications politiques. New-Delhi a annoncé mercredi que tous

les Tamouls sri-lankais réfugiés dans l'Etat indien de Tamil-Nadu devront avoir regagné leur pays avant le 31 décembre. Faute de s'être fait connaître à cette date, ils seront considérés comme des étrangers en situation irrégulière.

Après les émeutes anti-Tamouls qui se sont déroulées à Sri-Lanka en 1983, le nombre des réfugiés vivant dans le sud de l'Inde avait atteint cent trente mille personnes. Le gouvernement de l'Etat du Tamil Nadu affirme que vingt-cinq mille Tamouls ont regagné leur pays à la suite de l'accord du 29 juillet dernier, ce qui paraît beaucoup. A Colombo, on avance le chiffre d'un peu plus de cinq mille personnes.

La décision de New-Delhi, quoi qu'elle prévoie par les clauses de l'accord, surprend à première vue, notamment parce que les conditions ne sont pas réunies d'un retour massif à Sri-Lanka sur le plan de la sécurité et de la réinstallation dans les zones tamoules. En effet, une esca-

lade de la violence ethnique ne peut pas être écartée, surtout dans l'hypothèse de l'écrasement de la rébellion à Jaffna. En réalité, les arrière-pensées qui expliquent ce départ forcé sont politiques. Le 31 décembre 1987 est également la date butoir de l'élection des conseils provinciaux indiens des régions du nord et de l'est. L'intérêt des Tamouls est que leur collège électoral soit le plus large possible face aux autres communautés cinghalaise et musulmane.

Un an plus tard, le 31 décembre 1988, la province orientale se prononcera par référendum sur sa fusion avec celle du nord. Or, les autorités sri-lankaises ne cachent pas leur intention de faire campagne contre ce rattachement, craignant que les Cinghalais ne soient marginalisés au sein de la future entité administrative. La décision indienne répond sans doute aussi de façon plus pragmatique au souci d'éliminer toutes les bases potentielles d'un terrorisme tamoul sur son propre sol.

LAURENT ZECCHINI.

JAPON: le choix du prochain premier ministre

Manœuvres byzantines autour d'une succession

Aux alentours du 20 octobre, le Parti libéral-démocrate, au pouvoir au Japon, choisira en son sein un nouveau premier ministre pour succéder à M. Nakasone. L'événement donne lieu à une lutte pour le pouvoir entre les candidats en lice et les clans qui les soutiennent, d'où sont absentes les grands enjeux politiques nationaux.

TOKYO de notre correspondant

« Ils ressemblent à du « kintaro » (le long sucre d'orge dont l'aspect ne varie pas quel que soit l'endroit où on le coupe) : en d'autres termes « blanc bonnet et bonnet blanc ». « Ils sont soit trop courts pour faire une ceinture (obl), soit trop

dans la formulation, est approuvé par beaucoup.

A défaut de commentar des plates-formes politiques, qui se réduisent, au demeurant, à quelques slogans plats et vagues, souligne en le déplorant l'Asahi dans un éditorial, la presse rapporte des anecdotes et fait des scénarios. On apprend par exemple que M. Takeshita, le mieux placé dans la course au pouvoir, a tout juste démenagé dans une plus grande maison en prévision de sa victoire.

En ce qui concerne les scénarios, ils tournent autour de la grande question du moment: le successeur de M. Nakasone sera-t-il choisi par consensus entre les prétendants et les autres chefs de la majorité ou bien élu par les parlementaires du Parti libéral-démocrate ?



longs pour s'en servir de cordons pour relever les manches du kimono. » Le cynisme avec lequel certains commentateurs politiques traitent les candidats à la succession de M. Nakasone reflète les frustrations que suscite un processus de désignation du premier ministre relevant de la pure lutte pour le pouvoir en cercle fermé, et dans laquelle les options politiques sont secondaires, sinon absentes.

L'apparent « byzantinisme » des manœuvres qui se déroulent au sein de la majorité libérale-démocrate ne doit pas tromper sur la substance du débat: on ne négocie pas sur des grands problèmes de société (au demeurant les candidats ont reconnu, en début de semaine, qu'il n'y avait pas de divergences politiques entre eux), mais on procède à des arbitrages d'intérêts de clans (des portefeuilles, des « dédommagements », bref une répartition du pouvoir). Lorsqu'un compromis aura été trouvé, les Japonais auront un nouveau premier ministre sorti d'une pochette-surprise, sans avoir très bien compris celui-ci plutôt que tel autre a été choisi - sinon que le vainqueur était le plus fort au sein du parti.

Le cynisme des commentateurs politiques trouve son écho dans le cirque des politiciens: pour le chef du secrétariat du cabinet, M. Gotoda, aucun des trois prétendants ne présente toutes les qualités requises pour devenir premier ministre: M. Miyazawa en a sans doute la stature mais il est « nul » en tant que chef de la majorité; dans le cas de M. Takeshita, c'est exactement le contraire; quant à M. Abe, c'est « fifty-fifty ». Un commentateur vengeur venant certes d'un membre éminent de l'équipe au pouvoir écrit: mais qui, avec plus de nuances

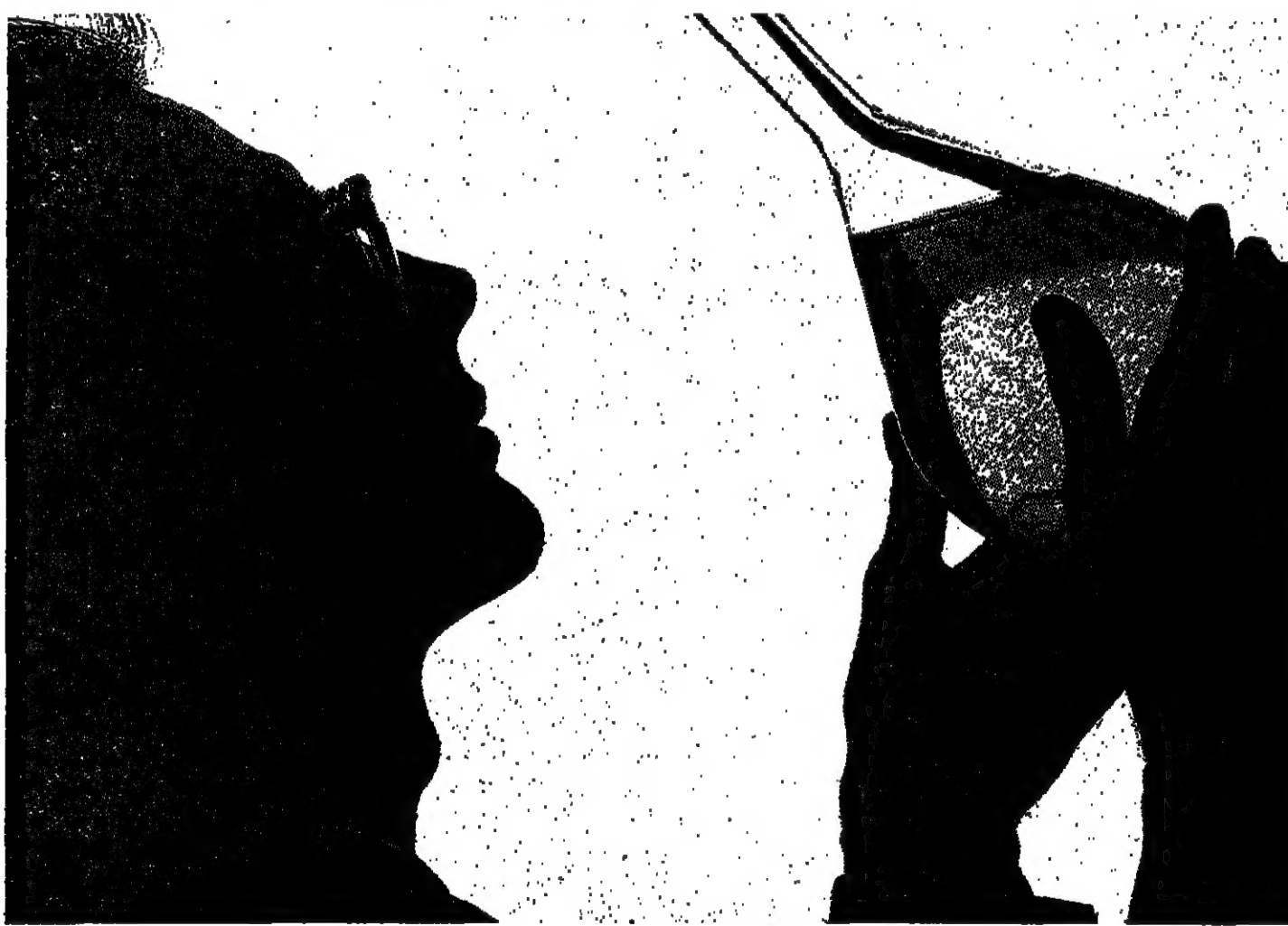
Chaque jour, les trois candidats en lice s'entrevoient de cette question sans aboutir à un accord. Confiant dans la force du nombre, M. Takeshita qui dispose de la plus importante faction (ce qui ne lui garantit cependant pas la victoire sans le soutien d'un ou deux autres clans de force moyenne) est en faveur de l'élection. Ses adversaires, MM. Abe et Miyazawa, préféreraient, eux, le consensus: ce qui fut le cas pour sept sur vingt désignations du président du Parti libéral-démocrate depuis sa fondation en 1955.

Vraisemblablement, il y aura élection (aux alentours du 20 octobre) et tout se jouera entre le premier et le second tour de scrutin: aux termes de l'accord passé entre MM. Abe et Takeshita, le moins bien placé se désistait en faveur de l'autre. Si l'un des candidats a une nette avance sur les autres, les jeux seront faits. Si, en revanche, les trois candidats arrivent dans un mouchoir de poche, il faudra négocier. C'est à ce moment qu'interviendront les factions de force moyenne dont le poids sera déterminant pour faire pencher la balance.

Le clan de M. Nakasone est notamment appelé à jouer un rôle essentiel. Un rôle qu'il assumait déjà en 1972 lors de l'élection de M. Tanaka à la présidence du PLD: changeant inopinément de camp (moyennement de solides compensations financières), la faction Nakasone abandonna M. Fukuda et soutint M. Tanaka. Cette fois, afin de conserver le plus longtemps possible sa position d'arbitre, et de négocier son soutien au mieux de ses intérêts, M. Nakasone ne devra abaisser son jeu qu'au dernier moment.

PHILIPPE PONS.

EniChem. Nous tirons le meilleur parti des ressources naturelles.



Les ressources naturelles sont un bien précieux. Notre priorité consiste à en faire le meilleur usage. Chez EniChem, c'est notre manière d'être.

Du pétrole, joyau de la nature, EniChem tire toute une gamme de produits chimiques et dérivés qui influencent directement notre mode de vie.

Ces produits trouvent leur application dans des domaines tels que la Santé, l'Automobile, l'Habillage, le Bâtiment et l'Agriculture, pour ne citer que les principaux.

Cette liste n'est pas exhaustive, tout comme les contributions d'EniChem à la création de produits nouveaux d'aujourd'hui et de demain. Avec un chiffre d'affaires de 55 milliards, 80 usines et 30 000 employés dans le monde, EniChem figure parmi les groupes chimiques internationaux les plus importants et les plus diversifiés.

EniChem fabrique des produits chimiques de base, des plastiques, des polymères industriels, des caoutchoucs et des latex synthétiques, des fibres, des intermédiaires pour détergence, des produits pour l'Agriculture, des spécialités chimiques et des produits pharmaceutiques.

Questionnez EniChem et tirez, avec nous, le meilleur parti des ressources naturelles.

EniChem

EniChem (France) SA, 11, rue de l'Abreuvoir, F-92411 Courbevoie Cédex
Tél.: (01) 43 34 30 50. Télex: 610 405. Fax: (01) 43 34 02 03
Bureaux régionaux à Lyon et Oyonnax

RELEVEZ LE DÉFI EUROPÉEN AVANT 1992

LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ÉCOLE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT AVEC

L'ESAM Première école française habilitée à préparer un diplôme européen.

UN JOB ASSURÉ: selon les entreprises, 1 recrutement sur 3 va concerner des assistantes de direction trilingues, ayant la responsabilité, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.

UNE FORMATION INTENSIVE: 11 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.

ADMISSION directe en 2^e année: niveau DELF, DUT, BTS...

ESAM

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT
Membre du groupe IGS
et de l'Association Européenne de Secrétaires de Management

Bon à retourner à ESAM, 63, av. de Villiers, 75017 Paris - Tél. 47-86-84-22

Nom: _____ Adresse: _____
Tél.: _____ ☐ souhaite recevoir une documentation

Le Monde de deux des...
L'assaut des relations...
entre l'unité et le...

RUE DE LA...
La capitale...

20%...

Afrique

TUNISIE

Arrestation de deux des « intégristes » condamnés par contumace

TUNIS
de notre correspondant

Le récent procès devant la Cour de sûreté de l'Etat de Tunis des dirigeants du Mouvement de la Renaissance islamique (MTI) n'a pas mis un terme à la chasse aux intégristes.

Les services de police ont poursuivi leurs recherches ces dernières semaines, tant à Tunis et dans sa banlieue que dans l'intérieur du pays, en quête des condamnés par contumace soupçonnés de se trouver encore en Tunisie. Deux d'entre eux ont été récemment arrêtés.

Il s'agit de M. Ali Laaridh, condamné à mort le 27 septembre, et de M. Fadhel El Beldi, condamné aux travaux forcés à perpétuité. Tous deux étaient membres du « conseil de la choura », l'instance dirigeante du MTI se situant juste en dessous du bureau exécutif et faisant office d'organe législatif.

Après la pendaison, le 8 octobre, des deux accusés impliqués dans des attentats terroristes (Le Monde du 9 octobre) et l'arrestation de M. Laaridh, quatre des sept condamnés à la peine capitale restent en fuite. Trois d'entre eux —

comme M. Laaridh — sont des dirigeants politiques du mouvement. Le quatrième, M. Fethi Maadoug, accusé d'avoir posé les bombes le 2 août dans des hôtels touristiques du Sabel, aurait réussi à quitter le pays dès le lendemain des attentats. Sur les quatre-vingt-dix intégristes ayant comparu devant la Cour de sûreté de l'Etat, trente-sept étaient jugés par contumace.

Parallèlement, les services de police poursuivent le démantèlement des réseaux secondaires du MTI encore en place ou qui se sont reconstitués durant ces derniers mois. Au cours de cette opération, plusieurs arrestations, croit-on, auront lieu.

M. D.

● Libérations conditionnelles à Tunis. — A l'occasion de la Fête de l'évacuation, célébrée le jeudi 15 octobre et qui marque le vingt-quatrième anniversaire du départ des dernières troupes françaises de Bizerte, le président Bourguiba a accordé une libération conditionnelle à sept cents détenus condamnés dans des affaires de droit commun. — (Correspondant)

Nouveau pas vers la réconciliation

Rétablissement des relations consulaires entre Tunis et Tripoli

TUNIS
de notre correspondant

Avec la nomination, mercredi 14 octobre, de M. Mohamed Salah al Ouni en tant que consul général de Tunisie à Tripoli, une nouvelle étape vient d'être franchie vers la « normalisation » des rapports tuniso-libyens. Selon un communiqué officiel, c'est à la suite des récentes négociations, au cours desquelles les deux pays « ont manifesté le désir de promouvoir leurs relations sur des bases solides et claires », que M. Bourguiba a donné des instructions pour la réouverture du consulat général de Tunisie à Tripoli, fermé depuis la crise de l'été 1985.

La présence en Libye d'un consul général tunisien et celle, qui, en principe, se suivra, de son homologue libyen en Tunisie devraient permettre d'activer l'application de l'accord conclu à la fin de septembre en vue de l'apurement progressif du contentieux financier. Il se concrétisera par le versement d'une première avance libyenne de 10 millions de dollars, correspondant à l'indemnisation des travailleurs tunisiens expulsés voici deux ans (Le Monde du 2 octobre). C'est seulement lorsque ce contentieux aura été totalement apuré que le rétablissement des relations diplomatiques sera envisagé. Encore faudra-t-il que les Libyens sachent convaincre leurs partenaires qu'ils renouent, une fois pour toutes, à l'interdit dans leurs affaires intérieures et à recevoir à bras ouverts des opposants tunisiens.

Si souvent échaudés par le passé, lors des multiples et éphémères réconciliations qui ont suivi les crises avec leurs difficiles voisins, les dirigeants tunisiens ne paraissent pas décidés cette fois-ci à s'engager

à la légère, même si certains milieux d'affaires, notamment dans le Sud, se montrent impatients de reprendre leurs courants d'échanges traditionnels avec la Libye, dont ils ont toujours tiré largement bénéfice. Et même si les Algériens ont hâte de voir passer cette réconciliation — en faveur de laquelle ils se sont beaucoup employés — afin de pouvoir s'accomplir l'entrée de la Libye dans le « traité de fraternité et de concorde » tuniso-algéro-mauritanien.

MICHEL DEURÉ.

ALGÉRIE

Grève des enseignants français

ALGER
de notre correspondant

A l'appel de la Fédération des enseignants de nationalité française en Algérie (FENFA), section locale de la FEN, les enseignants des établissements français ont observé une journée de grève, mercredi 14 octobre, appliquant le mot d'ordre national lancé pour jeudi 15 octobre en France. Selon les responsables de la FENFA, 60 % des quelque cinq cents enseignants français ont suivi ce mouvement pour faire aboutir les revendications exprimées en France, mais également pour des problèmes spécifiques : « L'inflation est très forte en Algérie, les pénuries de produits de première nécessité sont fréquentes et certains prix ont triplé, votre quintuplé en quelques mois, alors que les salaires ne bougent pas », estiment les responsables syndicaux.

Ceux-ci insistent également sur « l'absence de considération pour les personnels recrutés sur place (70 % des effectifs), qui sont payés au seul barème parisien ». Ils aimeraient aussi voir revaloriser « l'indemnité de résidence allouée aux enseignants nommés par décret ». D'autres revendications portent sur le statut des personnels vacataires ne « bénéficiant pas de couverture sociale ni de congés payés ».

Les enseignants se déclarent en outre inquiets pour l'avenir de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCEFA). Des négociations sont en cours entre les deux gouvernements depuis l'été dernier. Alger a fait connaître sa volonté de récupérer à la fois les trois lycées français (Alger, Oran et Constantine) et les élèves algériens qui y sont scolarisés. Ceux-ci seraient transférés dans des établissements algériens à vocation internationale. La FENFA réclame « la maintien de tous les élèves et la garantie de l'emploi ».

FREDÉRIC FRITSCHER.

(1) En Algérie, le jeudi correspond au premier jour du week-end.

TANZANIE : le congrès du Parti de la révolution

M. Julius Nyerere va-t-il se résoudre à quitter la scène politique ?

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

M. Julius Nyerere va-t-il se résigner à s'effacer définitivement du devant de la scène politique tanzanienne et accepter de se retirer dans la « jolie petite maison » que la Chama Cha Mapinduzi (CCM) — le Parti de la révolution — lui a fait construire dans son village natal de Butiana, près du lac Victoria ? Le *Mwalimu* — le maître d'école — qui, en novembre 1985, avait cédé son fauteuil de chef de l'Etat à M. Ali Hassan Mwinyi, lui confiera-t-il, deux ans plus tard, les rênes du parti dont il avait provisoirement conservé la présidence pour se consacrer à sa réorganisation ?

Ce sera au congrès du CCM, qui ouvre ses assises le vendredi 16 octobre à Dodoma, de se choisir un nouveau « patron » ou de reconduire l'ancien. M. Nyerere, soixante-cinq ans, maintenant, à souhait, le flou sur ses intentions. En juillet, il insistait sur la nécessité de réunir entre de mêmes mains la direction de l'Etat et celle du parti. En septembre, il soulignait que ce cumul des pouvoirs « ne devrait pas être une obligation constitutionnelle ». Allez donc savoir...

Ces derniers mois, en tout cas, le *Mwalimu* a beaucoup fait parler de lui en disant son mot sur tout de telle manière que certains observateurs locaux y ont vu une critique à peine voilée de la gestion de son successeur à la tête de l'Etat. Comme si celui-ci en prenait trop à son aise avec les canons du socialisme tanzanien, inscrits dans la fameuse « déclaration d'Arusha ». Au point d'obliger M. Nyerere à conserver la

présidence du CCM pour « sauver l'héritage » ?

Ainsi, le *Mwalimu* ne décolère pas contre le Fonds monétaire international (FMI), avec lequel son successeur a signé un accord en août 1986, alors que lui-même s'y était toujours refusé. Début septembre, il qualifiait encore le FMI de « sorcière dont les prescriptions sont néfastes au développement économique des pays du tiers-monde ». Une semaine plus tard, M. Mwinyi en appelait à une coopération plus étroite avec ce même FMI, « afin d'accélérer la mise en œuvre du plan triennal de redressement économique ».

« L'ABC du socialisme »

Les multiples tournées qu'il a faites en province depuis un an et demi, dans le cadre d'une réorganisation du CCM, ont conduit M. Nyerere à la triste conclusion que la plupart des membres et des dirigeants du CCM étaient si peu familiers de l'idéologie en cours que, s'ils devaient passer un test, ils seraient ravalés. « Les responsables du parti, leur a-t-il rappelé, doivent connaître l'ABC du socialisme ».

L'ancien chef de l'Etat, qui vient de s'enflammer pour l'idée d'un système d'éducation « autogéré » à la cubaine, n'a jamais vraiment remis en cause le bien fondé du socialisme tanzanien, mais s'en est toujours pris aux hommes chargés de le mettre en pratique. Lorsque, en mai dernier, les parlementaires ont décidé de « coûte à l'Etat » un programme socialiste lorsque, pour ce faire, il n'y a pas de socialisme... »

briannique, le titre d'« honorable », le *Mwalimu* s'en était offensé et avait alors indiqué que les membres du parti continueraient à employer, entre eux, le terme de *ndugu* (camarade). Mais, pour le président du CCM, de s'accrocher, à peu de frais, à son rêve d'une société sans classes.

Quoi qu'il en soit, les caciques du CCM, soucieux de maintenir leurs privilèges sous l'ombre de l'idéologie, mènent activement campagne, en coulisses, en faveur du *Mwalimu*. En revanche, des voix se sont récemment élevées en Tanzanie pour inviter celui-ci à se retirer complètement de la vie politique, sauf à présider la commission de coopération économique Sud-Sud créée en septembre 1986 par le mouvement des non-alignés. Ainsi, fin août, le journal catholique *Kiongozi* soutenait, dans un éditorial, que « pas un seul responsable n'est en droit de prétendre que, sans lui, le pays ne peut survivre ». Il ajoutait, à l'adresse des esprits chagrins : « M. Nyerere pourra toujours être consulté, même s'il n'est qu'un simple membre du parti ».

Au Kenya voisin, allergique à tout ce qui se pare des couleurs du socialisme, les cercles dirigeants se sont réjoui — peut-être un peu trop vite — de la possible, sinon probable, « sortie de scène » de M. Nyerere. Sans nier le souci manifesté par le *Mwalimu* pour le bien-être de son peuple, le quotidien de Nairobi *The Nation* constatait récemment que sa politique « utopique » s'était soldée par un « fiasco ». Et d'en conclure : « Il est suicidaire de vouloir coûte que coûte appliquer un programme socialiste lorsque, pour ce faire, il n'y a pas de socialisme... »

JACQUES DE BARRIN.

Proche-Orient

Pour la première fois en sept ans de guerre

Un pétrolier a été touché dans les eaux koweïtiennes

Pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre entre l'Irak et le Koweït, en septembre 1980, un pétrolier a été touché, le jeudi 15 octobre à l'aube, par un missile irakien dans les eaux territoriales koweïtiennes. Appartenant à la compagnie américaine Ogden Marine Incorp., basée à New-York et battant pavillon libérien, le *Sungari* — 275 932 tonnes de port en lourd — était à moitié plein lorsqu'il a été touché par un missile irakien au terminus du port de Mina-al-Ahmadi, au sud de Koweït, ont indiqué le ministre koweïtien de la défense et des sources maritimes. Les dégâts sont importants.

Rendant l'Irak responsable de cette attaque, le Koweït a appelé « la communauté internationale, notamment les Nations unies, à appliquer rapidement la résolution 598 (adoptée le 20 juillet dernier par le Conseil de sécurité) pour mettre fin à la guerre irakienne et instaurer la sécurité dans la région ».

Réunis à Abou-Dhabi (Emirats arabes unis), les ministres de l'intérieur des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont décidé mercredi de renforcer leur collaboration en matière de sécurité, à la suite de l'intensification des attaques contre le trafic maritime dans la région. L'Irak a, de son côté, revendiqué mercredi la responsabilité d'un raid contre un pétrolier dans les eaux iraniennes et celle de la « recrudescence des dangers et des menaces » pesant sur les pays du CCG. Celui-ci a en outre condamné « les agissements de certains pèlerins iraniens à La Mecque (lors des incidents de juillet dernier) et le recours aux actes de sabotage pour porter atteinte à la sécurité du Koweït ».

A Bagdad, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont réclamé vengeance mercredi, lors des obèques des vingt-neuf enfants tués la veille par un missile irakien qui s'est abattu à proximité d'une école. La presse officielle irakienne, reprenant les menaces proférées par le ministre de la défense, a affirmé que l'aviation de Bagdad n'attendait pour sa part que « les ordres du commandement pour infliger à l'Irak son châtiment ». — (AFP, Reuters.)

● SOUDAN : libération de trois religieux détenus en otage. — Deux missionnaires jésuites, les Pères Salvador Ferrao (Inde) et Joseph Pulicino (Malte), et un prêtre soudanais, le Père Ananiya Lado Deto, retenus en otage depuis plusieurs mois, dans le sud du Soudan par les maquisards de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), ont été relâchés le lundi 12 octobre

A Gaza

Démantèlement d'un réseau intégriste palestinien

Jérusalem (AFP). — Une cinquantaine de Palestiniens de la bande occupée de Gaza ont été arrêtés, ces derniers jours, par les services de sécurité israéliens pour appartenance à un réseau du Djihad islamique à Gaza ou pour lui avoir prêté assistance, a annoncé, le mercredi 14 octobre, la radio militaire israélienne. Ces arrestations sont liées à l'attentat du 6 octobre à Gaza, et son ajout de même source. Quatre todayes, dont deux évadés de prison, avaient été tués au cours de cet accrochage ainsi qu'un agent du Shin Beth, les services de sécurité israéliens.

L'enquête sur le réseau du Djihad islamique aurait permis de découvrir un important stock d'armes dans le quartier de Chujaiah où avait eu lieu l'échange de coups de feu et de faire la lumière sur une série d'attentats anti-israéliens à l'arme blanche. Un troisième évadé palestinien, Mousbah Asouri (trente-cinq ans), avait été tué, rappelle-t-on, cinq jours auparavant au sud de Gaza, avec deux autres résidents de la ville, dans des circonstances encore mal éclaircies. L'armée affirme que la voiture où avaient pris place les trois hommes avait forcé un barrage (sur une route de 4 mètres de large). En revanche, selon leurs proches, les trois victimes avaient été mitraillées à bout portant, dans une embuscade.

La mère de Mousbah Asouri, Haniyeh Asouri (soixante-cinq ans) avait été arrêtée dix jours avant l'incident, apprend-on de source palestinienne, pour avoir prêté assistance à un prisonnier en fuite. Elle n'a pas été autorisée à se rendre aux obsèques de son fils.

et sont arrivés dans la soirée à Nairobi. Les deux missionnaires avaient été enlevés le 13 juillet dernier par les guérilleros du colonel John Garang lors d'un raid de l'APLS contre leur mission de Toré, à environ 130 km à l'est de Juba, la capitale de la province sud-soudanaise de l'Equatoria. Le Père Ananiya Lado Deto avait été pris en otage par les rebelles en avril dernier. — (AFP.)

“Fourastié est à l'économie ce que Hergé a été à la bande dessinée.”

C'est lisible de 7 à 77 ans, ce n'est pas méchant, et ça peut rapporter gros en instruction. Il n'y a pas beaucoup d'ouvrages d'économie qui réunissent autant de qualités ! Philippe Simonnot - L'Express

Jean et Jacqueline
Fourastié
D'une
France
à une autre

Avant et après
les Trente Glorieuses

Fayard

“Une éblouissante
démonstration”

Jean-Pierre Gabriel - La Vie Française

FAYARD

314 pages
89 F

حکذا من الامم

Politique

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

- Les socialistes redoutent une explosion sociale
- Les barristes suggèrent une autre politique

« Politique de classe, politique de caste », a résumé M. Henri Vassier (apparenté PS, Alpes-Maritimes). Les autres orateurs socialistes, plus mesurés dans la forme, ont exposé la même analyse sur le fond. Le projet de budget favorise les titulaires de revenus importants : M. Pierre Bérégovoy (PS, Nièvre) a placé cette critique dans une vision plus globale. Il a d'abord demandé à son successeur « un peu plus d'humilité (...), un peu moins de machisme ». Analysant la situation économique, il a affirmé qu'il y avait « reculé » par rapport au printemps de 1986 pour l'inflation, pour le chômage, pour la croissance. Il a demandé « une pause dans les privatisations », car « de nombreux experts n'écartent pas les risques d'une crise boursière ». Sur le budget lui-même, l'ancien ministre des finances a expliqué qu'en tenant compte du déficit de la Sécurité sociale, le déficit global sera, en 1988, de 181 milliards de francs, contre 140 milliards en 1985 et 160 milliards en 1986. S'il a estimé que « la baisse de la TVA va dans la bonne direction », il a calculé que cent cinquante mille foyers titulaires de hauts revenus « paieront au total 15 milliards de moins d'impôts sur deux ans (...). C'est un beau cadeau mais ce sont les revenus moyens qui l'offrent ». Expliquant qu'il n'y a pas de frontisme entre le budget de la protection sociale et celui de l'Etat, il a affirmé que « les grandes fortunes » allaient profiter de la baisse de l'impôt, alors que « les gens moyens et les personnes âgées » procureraient des économies à la Sécurité sociale. Il a ajouté que « les salaires nets, qui ont augmenté de 1,2 % de 1981 à 1985, baisseront cette année de 1,5 % », et que « cette baisse du pouvoir d'achat porte en germe un risque d'explosion sociale ».

Pour M. Bérégovoy, « mieux aurait valu moins baisser les impôts et faire plus pour les dépenses d'avenir », car « un immense effort d'investissement matériels et immatériels, à la fois public et privé, est indispensable ». Pour cela, il a notamment proposé une diminution de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvelles, une taxe de 40 % de cet impôt sur les bénéfices non distribués, mais de 50 % sur ceux qui le sont, une surtaxation des plus-values financières des entreprises. Après avoir évoqué les « engagements budgétaires et fiscaux non financés », il a lancé un avertissement aux barristes : « Je suis convaincu qu'il existe dans la majorité de cette assemblée des hommes et des femmes qui partagent notre inquiétude. Sauront-ils l'exprimer ? Il est possible que des contributions électorales conduisent à se taire. Ils le prouveront alors de l'autorité morale que requiert le redressement économique du pays ».

Après avoir évoqué les « engagements budgétaires et fiscaux non financés », il a lancé un avertissement aux barristes : « Je suis convaincu qu'il existe dans la majorité de cette assemblée des hommes et des femmes qui partagent notre inquiétude. Sauront-ils l'exprimer ? Il est possible que des contributions électorales conduisent à se taire. Ils le prouveront alors de l'autorité morale que requiert le redressement économique du pays ».

La séance de questions

L'autoréhabilitation de M. Le Pen

Certains, à l'Assemblée nationale, attendaient sans doute de M. Alain Chalonard quelques précisions sur ses placements financiers. Un quart d'heure d'effusions ou d'empoi gnés. Mais c'est M. Jean-Marie Le Pen qui a encore tenu la vedette, mercredi 14 octobre, lors de la séance télévisée des questions au gouvernement. Le garde des sceaux était bien présent, au banc des ministres, à côté de MM. Chirac et Balladur, affaibli, indifférent, au regard des spectateurs du poulailler. Et puis, comme aucune question n'est venue sur l'affaire Chalonard, le matin, avait décidé — sur la suggestion du président de la République — de retirer la demande de réponse préparée par M. Gilbert Bonnemaison, pour ne pas donner l'impression, comme l'expliquait un député du PS, que « l'opposition avait préparé une machine de guerre ». Pour ne pas faire de « cas Chalonard » une réplique à l'affaire Nucci.

Le président du Front national a indirectement profité de cette discrétion de bonne compagnie pour tirer à lui la couverture émotionnelle de cette séance d'actualité. Et comme l'ordre des interventions permettait à son groupe de parler le premier, M. Le Pen a parlé haut et fort, donnant même un parfait exemple du « révisionnisme » dont, il est parfois capable à propos de la relation d'un événement.

Le président du Front national est intervenu pour rappeler le sens, de son point de vue, des incidents de séance lors du débat sur la loi contre le trafic de stupéfiants, vendredi 9 octobre. Comme le bureau de l'Assemblée

Défense et illustration du bilan économique et financier du gouvernement par le RPR, contestation de ce bilan par la gauche et l'extrême droite, présentation d'une autre politique budgétaire par le PS, mais aussi par l'UDF qui a décliné les diverses formes du « oui mais » : la discussion du projet de loi de finances pour 1988 s'est achevée, le mercredi 14 octobre, à l'Assemblée nationale. D'ici à la fin de la semaine, les députés vont examiner les recettes de l'Etat, avant de commencer la longue analyse des budgets des différents ministères, qui permettra à la majorité et à l'opposition de dresser un état des lieux sectoriel par secteur à la veille de l'élection présidentielle.

Les communistes s'en sont pris tout autant à la gestion de l'actuelle majorité qu'à celle des socialistes. Ainsi, M. André Lajoinie a affirmé : « Ce budget s'inscrit pleinement, tout en l'aggravant encore davantage, dans la logique des budgets précédents depuis 1982 », car, depuis 1983, se « dissimule derrière l'objectif des baisses des prélèvements obligatoires une croissance considérable des prélèvements fiscaux et sociaux sur les salariés ».

« L'austérité a fait faillite », a aussi déclaré le candidat du PC à l'élection présidentielle, en expliquant notamment que « depuis 1982 l'emploi total en France a baissé, que la production industrielle n'a pas augmenté depuis sept ans », et donc que « cinq ans d'austérité ont provoqué un affaiblissement du pays ». Après avoir présenté les propositions de son parti, M. Lajoinie a déclaré : « C'est au simple droit de se défendre, au droit de grève lui-même que s'attaquent les patrons et les dirigeants de l'Etat. Il a enfin contesté l'importance du budget militaire « qui atteint, à lui seul, près du cinquième du budget total ».

M. Nucci : un député comme les autres

L'Assemblée nationale a voté l'envoi de M. Christian Nucci devant la Haute Cour ; le Sénat a enclenché la procédure devant conduire à la même décision. L'ancien ministre de la coopération n'en reste pas moins, pour ses amis socialistes, un député comme les autres. Pour bien le montrer, ils ont tenu à ce qu'il intervienne dans la discussion générale du budget. Le mercredi 14 octobre, M. Nucci a donc contesté la politique gouvernementale d'animation du milieu rural et d'aménagement du territoire... dans l'indifférence générale.

Aussi ce professeur d'économie proche de M. Barre propose-t-il une utilisation de la marge de manœuvre fiscale prévue dans le plan triennal exposé par M. Balladur, différente de celle préconisée par le ministre d'Etat. Elle consiste à financer une stratégie de développement économique par la mise en place d'un système fiscal favorable à l'investissement car la baisse de l'impôt sur les sociétés « que

vous privilégiez ne fait qu'accroître l'avantage au profit des placements » par la création d'un crédit d'impôt pour les entreprises investissant dans la formation professionnelle, par le transfert progressif de la charge des allocations familiales des entreprises vers l'Etat, par l'assainissement des comptes sociaux, par l'aide à la création d'entreprises car « l'Etat réglemente encore trop le secteur des services : éducation, communication, santé ».

En revanche, M. Alphonandéry propose que la baisse des taux marginaux de l'impôt sur le revenu soit financée par la suppression d'un certain nombre de déductions et que la diminution de la TVA soit compensée par une augmentation de la taxe sur le tabac.

An RPR : la « révolution tranquille »

Pas question pour les orateurs du RPR de proposer une autre politique que celle du gouvernement. La seule « critique » a été énoncée par MM. Frank Borotra (RPR, Yvelines) et Yves Galem (RPR, Dordogne). Le ministre de l'économie est trop discret dans la présentation de son action, véritable « révolution tranquille », a-t-il déclaré. Tous, à l'image du second, ont repris le ton de M. Balladur : « Il faut que l'action engagée se poursuive ». Seul, M. Michel Debré a émis quelques observations qu'il a lui-même qualifiées de « peu orthodoxes » : « Ce bon budget a le défaut d'être accompagné des finances locales, européennes et sociales qui suivent un chemin opposé au sien. Le ministre des finances doit donc trouver les moyens d'induire les dépenses autres que celles de l'Etat ». « Je ne crois pas, a-t-il aussi l'ancien premier ministre, que la France puisse affronter le marché unique européen ».

Répondant aux orateurs, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, a développé certains points de l'analyse de M. Balladur. Ainsi, à l'égard des finances locales, européennes et sociales qui suivent un chemin opposé au sien, le ministre des finances doit donc trouver les moyens d'induire les dépenses autres que celles de l'Etat. « Je ne crois pas, a-t-il aussi l'ancien premier ministre, que la France puisse affronter le marché unique européen ».

Répondant aux orateurs, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, a développé certains points de l'analyse de M. Balladur. Ainsi, à l'égard des finances locales, européennes et sociales qui suivent un chemin opposé au sien, le ministre des finances doit donc trouver les moyens d'induire les dépenses autres que celles de l'Etat. « Je ne crois pas, a-t-il aussi l'ancien premier ministre, que la France puisse affronter le marché unique européen ».

M. Mazeaud (RPR) devient président de la commission des lois

Un Dalloz et deux piolets

M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a été élu, mercredi 14 octobre, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Sur fond de Dalloz, moucheté d'hermine, deux piolets de montagne en croix : tel pourrait être le blason de Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie. La montagne et le droit, le droit des cols et les arcanes des jurisprudences : deux passions inculquées par son père, Jean Mazeaud, conseiller à la Cour de cassation et alpiniste à ses heures. Son fils Pierre a assouvi sa passion de la montagne, à quarante-neuf ans, en étant le premier Français à se hisser avec son équipe, le 15 mai 1978, sur le toit du monde, l'Eveat (8848 mètres).

A la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale à la place de M. Jacques Toubon — réquisitionné pour la campagne du premier ministre — ce magistrat de formation, issu d'une lignée de gens de robe qui remonte à la Révolution, devrait ainsi trouver matière à satisfaire sa seconde passion. Tout le monde savait à l'Assemblée nationale que Pierre Mazeaud guignait depuis longtemps cette présidence.

Rédu à l'Assemblée nationale le 16 mars 1986, après avoir été député UDR de la deuxième circonscription des Hautes-de-Seine de 1968 à 1973 (il sera ensuite secrétaire d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs), Pierre Mazeaud voit ainsi récompenser une assiduité en commission qui devrait faire pâlir d'envie M. Le Pen, ainsi qu'une compétence juridique qu'il a notamment déve-

loppée au Conseil d'Etat, où il a été nommé en 1976. Le nouveau président entend perpétuer à la tête de sa commission le climat de sérieux et l'absence d'esprit polémique qui y sont depuis longtemps traditionnels. « Il est vrai que le juridique l'emporte presque toujours dans la discussion sur le politique », affirme-t-il, en se félicitant de la sérénité des débats. Toutefois, pour le préserver, il n'est pas impossible que Pierre Mazeaud ait parfois à tempérer son bouillant caractère. Si ses adversaires reconnaissent ses hautes compétences de juriste, ils brocardent à l'occasion ce « fort en gueule », qui ne rate jamais une occasion d'appeler un chat un chat. Mais haute avouée n'est-elle pas à moitié pardonnée ?

Atypique « Je n'ai pas la finesse de certains. C'est vrai que je ne suis pas diplomate. C'est le mauvais côté de mon caractère. Je peux être brutal », confesse-t-il, estimant qu'à cinquante-huit ans « on ne se refait pas ». M. Christine Boutin, députée UDF des Yvelines, en sait quelque chose, elle qui bascule ferme contre M. Mazeaud tout au long du débat sur l'autorité parentale conjointe des parents divorcés, pour faire prévaloir son point de vue.

Pierre Mazeaud, qui rapporteur du projet, avait pratiquement réécrit la copie diphane du secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Mithunet, n'entendait pas que M. Boutin vienne modifier un des points essentiels du dispositif qu'il avait

mis en place, contre l'avis du gouvernement... et avec le soutien du groupe socialiste. Ce sujet ne pouvait, à l'évidence, que le passionner, non seulement pour des raisons personnelles, mais également parce que, étudiant, il a consacré sa thèse de droit romain au « mariage et à la condition de la femme mariée à Rome ».

Fidèle en amitié, esprit volontiers rebelle, il accapote mal l'esprit de discipline. Il lui préfère celui de clocher, dans la mesure où il s'agit de celui de la petite ville de Saint-Julien-en-Genevois (neuf mille habitants), dont il est le maire. L'ancien vainqueur de l'Eveat est un jacobin qui aime juger les hommes sur leurs idées plutôt que sur leur éducation. D'où une réputation parmi les siens de député un peu atypique et difficilement contrôlable.

Le cheveu grisonnant et court, cet homme au physique sportif d'officier en civil, est passionné par les institutions. Plus législateur qu'assistant social, de circonscription, le député de Haute-Savoie souhaiterait que les parlementaires cessent d'être traités entre mille activités.

Sans être partisan de la proportionnelle intégrale, il ne cache pas son penchant pour un système encore à trouver, qui permettrait aux députés de légiférer sereinement, plutôt que de passer leur temps à sauter de bancs républicains en comités agricoles. La loi sur le cumul des mandats lui semble d'ailleurs trop tendre. Une limitation plus stricte améliorerait, selon lui, l'assiduité parlementaire. Un thème d'actualité.

PIERRE SERVANT.

Seuls contre tous

BILAN contre programmes ! Les chiraquiens apparaissent bien isolés dans la discussion du projet de loi de finances face aux supporters de tous les autres candidats à l'élection présidentielle. Image préélectorale de la campagne électorale ?

Que les oppositions de gauche et d'extrême droite critiquent l'action gouvernementale, c'est dans la nature des choses. Que leurs porte-voix affirment que s'ils étaient au pouvoir, ils menaient une autre politique, c'est le jeu démocratique. Mais qu'une partie de la majorité tienne le même langage, ou peu s'en faut, voilà qui confirme que la bataille du premier tour est déjà sérieusement engagée.

Les barristes avaient assuré qu'ils ne profiteraient pas de la discussion budgétaire pour régler leurs comptes avec le gouvernement. Mais ils ont une manière d'apporter leur soutien au ministre de l'économie qui s'apparente plus à la corde passée autour du cou du pendu qu'au tabouret glissé sous ses pieds pour l'empêcher de mourir. Non seulement ils émettent regrets pour le passé, et réserves pour le présent, mais ils détaillent des propositions pour l'avenir bien différentes de celles préconisées par M. Edouard Balladur.

Etre seul contre tous ne fait pas pour eux chiraquisme. D'autant que leurs adversaires se battent entre eux, même si certains arguments du PS, d'autant que le soutien critique des barristes n'est pas une position facile à tenir.

Pourtant la stratégie du ministre d'Etat n'est pas sans risque pour son candidat : affirmer que tout va mieux et que la politique ne changera pas si M. Jacques Chirac entre à l'Elysée, n'est-ce pas désespérer tous ceux qui ont à se plaindre de la situation actuelle ? Clamer que les impôts baissent, n'est-ce pas faire naître des espoirs qui pourraient bien être déçus lorsque surviendront les feuilles d'imposition... à la veille de la présidentielle ?

Th. B.

DOSSIERS STATISTIQUES DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI (D.S.T.E.)

Supplément au B.M.S.T.

Abonnement 290 F

N° DSTE 82 F - N° BMST 24 F

Des études d'actualité :

- Politique de l'emploi
- Travail temporaire
- Formation professionnelle...

Des enquêtes nationales :

- ACEMO
- Structures des emplois
- Participation
- Elections aux comités d'entreprise.

Chaque année :

Le bilan de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion :

MASSON / SPIFF

B.P. 22 - 41353 VINEUIL

M. Dailly fait la loi

Le plus célèbre des députés de la majorité a été élu président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a été élu, mercredi 14 octobre, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Sur fond de Dalloz, moucheté d'hermine, deux piolets de montagne en croix : tel pourrait être le blason de Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie. La montagne et le droit, le droit des cols et les arcanes des jurisprudences : deux passions inculquées par son père, Jean Mazeaud, conseiller à la Cour de cassation et alpiniste à ses heures. Son fils Pierre a assouvi sa passion de la montagne, à quarante-neuf ans, en étant le premier Français à se hisser avec son équipe, le 15 mai 1978, sur le toit du monde, l'Eveat (8848 mètres).

A la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale à la place de M. Jacques Toubon — réquisitionné pour la campagne du premier ministre — ce magistrat de formation, issu d'une lignée de gens de robe qui remonte à la Révolution, devrait ainsi trouver matière à satisfaire sa seconde passion. Tout le monde savait à l'Assemblée nationale que Pierre Mazeaud guignait depuis longtemps cette présidence.

Rédu à l'Assemblée nationale le 16 mars 1986, après avoir été député UDR de la deuxième circonscription des Hautes-de-Seine de 1968 à 1973 (il sera ensuite secrétaire d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs), Pierre Mazeaud voit ainsi récompenser une assiduité en commission qui devrait faire pâlir d'envie M. Le Pen, ainsi qu'une compétence juridique qu'il a notamment déve-

loppée au Conseil d'Etat, où il a été nommé en 1976. Le nouveau président entend perpétuer à la tête de sa commission le climat de sérieux et l'absence d'esprit polémique qui y sont depuis longtemps traditionnels. « Il est vrai que le juridique l'emporte presque toujours dans la discussion sur le politique », affirme-t-il, en se félicitant de la sérénité des débats. Toutefois, pour le préserver, il n'est pas impossible que Pierre Mazeaud ait parfois à tempérer son bouillant caractère. Si ses adversaires reconnaissent ses hautes compétences de juriste, ils brocardent à l'occasion ce « fort en gueule », qui ne rate jamais une occasion d'appeler un chat un chat. Mais haute avouée n'est-elle pas à moitié pardonnée ?

Atypique « Je n'ai pas la finesse de certains. C'est vrai que je ne suis pas diplomate. C'est le mauvais côté de mon caractère. Je peux être brutal », confesse-t-il, estimant qu'à cinquante-huit ans « on ne se refait pas ». M. Christine Boutin, députée UDF des Yvelines, en sait quelque chose, elle qui bascule ferme contre M. Mazeaud tout au long du débat sur l'autorité parentale conjointe des parents divorcés, pour faire prévaloir son point de vue.

Pierre Mazeaud, qui rapporteur du projet, avait pratiquement réécrit la copie diphane du secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Mithunet, n'entendait pas que M. Boutin vienne modifier un des points essentiels du dispositif qu'il avait

mis en place, contre l'avis du gouvernement... et avec le soutien du groupe socialiste. Ce sujet ne pouvait, à l'évidence, que le passionner, non seulement pour des raisons personnelles, mais également parce que, étudiant, il a consacré sa thèse de droit romain au « mariage et à la condition de la femme mariée à Rome ».

Fidèle en amitié, esprit volontiers rebelle, il accapote mal l'esprit de discipline. Il lui préfère celui de clocher, dans la mesure où il s'agit de celui de la petite ville de Saint-Julien-en-Genevois (neuf mille habitants), dont il est le maire. L'ancien vainqueur de l'Eveat est un jacobin qui aime juger les hommes sur leurs idées plutôt que sur leur éducation. D'où une réputation parmi les siens de député un peu atypique et difficilement contrôlable.

Le cheveu grisonnant et court, cet homme au physique sportif d'officier en civil, est passionné par les institutions. Plus législateur qu'assistant social, de circonscription, le député de Haute-Savoie souhaiterait que les parlementaires cessent d'être traités entre mille activités.

Sans être partisan de la proportionnelle intégrale, il ne cache pas son penchant pour un système encore à trouver, qui permettrait aux députés de légiférer sereinement, plutôt que de passer leur temps à sauter de bancs républicains en comités agricoles. La loi sur le cumul des mandats lui semble d'ailleurs trop tendre. Une limitation plus stricte améliorerait, selon lui, l'assiduité parlementaire. Un thème d'actualité.

PIERRE SERVANT.

Politique

La mutualisation du Crédit agricole au Sénat

M. Dailly fait la leçon à M. Guillaume

Le Sénat a commencé, le mercredi 14 octobre, l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale du Crédit agricole. Il est notamment prévu dans ce texte que 75 % des sièges aux conseils d'administration des caisses régionales soient réservés aux agriculteurs. Ces derniers ne détiennent que 20 % des dépôts. Cette disposition, qui n'a pas de rapport direct avec le processus de mutualisation de la Caisse nationale, fait l'objet d'une querelle juridique entre M. Étienne Dailly, vice-président du Sénat, et M. François Guillaume.

Inconcevable, mais vrai : un ministre du gouvernement de la République ne conteste pas que le projet de loi qu'il défend pourrait être en violation de la Constitution. Mieux — ou plutôt pire — il compte en tirer un profit électoral aux dépens de ceux qui auront l'audace d'en appeler au verdict du Conseil constitutionnel.

M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, semble avoir fait sienne la devise « Ce passe ou ça casse ». Ainsi est-ce en force — y compris en recourant à la déclaration d'urgence qui permet au gouvernement de limiter les navettes entre les deux Chambres du Parlement — qu'il entend faire voter la mutualisation de la Caisse nationale du Crédit agricole (CNCA). Les sénateurs de la majorité sont moins pressés. Le peu d'enthousiasme manifesté par la Rue de Rivoli, et par M. Édouard Balladur en particulier (qui, comme l'ont souligné certains orateurs de l'opposition, n'est pas signataire de la loi, pour la réforme de la banque verte mais même venu à point nommé pour retarder, de juin à octobre, le débat parlementaire).

Était-ce, de la part des sénateurs, reculer pour mieux sauter ? Le début de la discussion, commencée le mercredi 14 octobre, incite à une réponse positive : les sénateurs de la majorité se comporteront en... sénateurs de la majorité. Ils voteront un texte parce qu'il est proposé par un

gouvernement qu'ils soutiennent. Reste à savoir quel texte.

En s'en tenant aux propositions de la commission des finances et de celle des lois, M. Guillaume a toutes les chances de voir son projet révisé. Le plus sévère des procureurs du ministère de l'Agriculture a été sans nul doute M. Étienne Dailly (gauche démocratique, Seine-et-Marne). Comme il l'avait encore fait la veille, à huis clos, devant ses collègues de la majorité, le rapporteur de la commission des lois pour avis a dressé un réquisitoire contre la méconnaissance du droit et de la Constitution dont avaient fait montre les auteurs du texte. Dans une cruelle mansuétude, il s'est dit persuadé que, compte tenu de ses multiples occupations, le ministre ne pouvait être rangé parmi ses récalcitrants à qui un « recyclage » juridique serait à utile.

Contraire à la Constitution ?

Il dénonce, tout d'abord, le côté « labyrinthique » ou « bonneteau » d'un système prévoyant que la future société ne sera pas constituée tant que les offres portant sur son capital ne sont pas acceptées... mais précisant aussi que lesdites offres ne pourront être acceptées que si la société est constituée ! Il poursuit par un plaidoyer en faveur de l'extension à tout le personnel du Crédit agricole de la possibilité d'acquiescer les 10 % d'actions réservées dans le texte initial au personnel des caisses régionales (ce qui concerne, non plus 4 500 agents, mais au moins 75 000).

Il enchaîne sur la nécessité de coller de plus près à la loi de privatisation pour la fixation du prix de cession. Il part en guerre contre l'agacement ministériel prévu dans le texte, auquel est soumise la nomination du futur directeur général car, à ses yeux, une fois l'État payé, la Caisse nationale rachetée par les caisses régionales, le nouvel établissement doit être libre et indépendant.

Il explique l'inconstitutionnalité de l'article prévoyant que 75 % des sièges au conseil d'administration

des caisses régionales devront revenir aux agriculteurs. L'avis de M. Dailly est implacable : non seulement une telle disposition remet en cause le principe de l'égalité devant la loi, mais encore aucune autre solution n'est possible. Il condamne du même coup la proposition de M. Roland du Luart (R1, Sarthe), rapporteur de la commission des finances qui a préféré retenir l'idée de majorité absolue.

Si ses collègues de la majorité n'ont pas toujours apprécié le « ton » de M. Dailly (applaudit en revanche avec entrain sur les bancs socialistes et radicaux de gauche), ils n'ont pu que rester perplexes devant telle ou telle affirmation de M. Guillaume. Ainsi, ce dernier n'a pas nié que le Conseil d'État, saisi de l'avant-projet, était hostile à cet article. Amortissant un premier recul, le ministre assure qu'il se contentera « d'autres majorités ». Serait-ce plus constitutionnel ? Il semble en douter puisqu'il lance un défi à ceux qui, en saisissant le Conseil constitutionnel, manifesteraient leur hostilité à la possession du Crédit agricole par les agriculteurs. Les socialistes, par la voix de M. Paul Lécroix (PS, Essonne), ont montré qu'ils sont prêts à relever le gant du recours.

Les sénateurs, en tout cas, sont prévenus : les présidents de la FNSEA et de la CNCA ont écrit aux présidents des groupes sénatoriaux pour prévenir que la non-reconnaissance d'une « majorité substantielle d'agriculteurs », notamment dans les conseils d'administration des caisses régionales, entraînerait « une rupture grave du juste équilibre résultant du projet de loi ».

Les sénateurs se sont, d'autre part, inquiétés de l'affaiblissement des caisses régionales résultant des dépenses qu'elles feraient pour acquiescer la CNCA. M. Guillaume, comme le faisait de son côté, au même moment, à l'Assemblée nationale M. Balladur, en réponse à une question du député socialiste de l'Yonne, M. Henri Nallet, a assuré que des délais de paiement seraient consentis aux caisses régionales.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Au premier tour de l'élection cantonale partielle

Les électeurs de Tourcoing victimes de publicité politique mensongère

LILLE de notre correspondant

Il se confirme que les électeurs appelés à participer le dimanche 11 octobre, au premier tour de l'élection cantonale partielle de Tourcoing-Nord ont été pour le moins victimes de publicité politique mensongère, en particulier ceux qui ont accordé leurs suffrages aux différents candidats d'extrême droite menant campagne contre l'immigration. M. Christian Baekeroot, trésorier du Front national, député, qui avait dénoncé, avant ce scrutin, la présence de « candidatures-fantômes » a annoncé, le 13 octobre, son intention de déposer un recours en annulation (1).

Il y a eu, incontestablement, tromperie sur la « marchandise », car un halo de mystère continue d'entourer aujourd'hui les trois candidats anti-immigrés qui rivalisaient avec le porte-drapeau local du Front national. Deux d'entre eux, M^{me} Claudine Vandamme, qui a recueilli 1 119 voix (5,94 %), et M. Jean-Luc Paignat, qui a obtenu 419 voix (2,22 %), avaient agréé leurs professions de foi de photos... de mannequins étrangers.

Une revendication du PNF

Quant au troisième, M. Daniel Lecocq, qui a recueilli 275 voix (1,46 %) sous une étiquette ambiguë (« Front national, défense de l'identité française »), personne ne l'a vu ni ne le connaît et il demeure depuis le départ introuvable, l'adresse déposée à son sujet à la préfecture s'étant révélée fautive.

Candidate sous l'étiquette « Trop d'immigrés, la France aux Français », M^{me} Vandamme, elle, existe bien. Du moins existe-t-il bien un citoyen de ce nom domicilié à Lille, dont l'adresse a bel et bien été déposée à la préfecture lors des déclarations de candidatures. Mais jusqu'à présent elle est, elle aussi, invisible.

Il paraît toutefois établi que ce n'est pas sa photo qui figurait sur

ses professions de foi, où était représentée une jeune femme au style très BCBG.

En effet, la photo en question était celle... d'un mannequin britannique, Miss Maria Johnson, travaillant pour l'agence Elite, qui a eu la surprise de se reconnaître, à Paris, sur une reproduction de ladite profession de foi parue samedi dernier dans *Libération*. « C'est une vieille photo prise il y a cinq ans pour me constituer un press book dans une agence internationale », a expliqué mardi à Paris cette jeune femme de vingt-quatre ans. « Je débute alors et cette photo n'a jamais été publiée. » Miss Johnson se déclare d'autant plus « scandalisée » qu'elle est politiquement « très éloignée » des thèses anti-immigrés.

Le score obtenu par M^{me} Vandamme à toutes les fois revendiqué, mardi, à Paris, par le Parti nationaliste français, qui a décidé depuis plusieurs mois de concurrencer le Front national dans l'exploitation politique de l'immigration (*Le Monde* du 13 mai) et qui a déjà présenté sous l'étiquette « Trop d'immigrés, la France aux Français » des candidats à diverses élections partielles et notamment aux cantonales de mars dernier dans le Val-d'Oise et le Val-de-Marne.

Au nom de ce groupuscule d'extrême droite, constitué en 1983 par d'anciens militants du Front national, M. Pierre Pauty a protesté, dans un communiqué envoyé au *Monde*, contre la « campagne » tendant à faire croire que ses candidats seraient « des candidats-bidons suscités par le

ministère de l'intérieur aux fins de grignoter les voix du Front national ». « Si nos candidats gênent peut-être ceux du FN, a-t-il souligné, on peut dire que ceux du FN gênent autant ceux du PNF. »

Le mandataire local de M^{me} Vandamme continue pourtant de soutenir que c'est bien la photo de celle-ci qui a été présentée aux électeurs. Or, ce mandataire, M. Michel Lucien, est aussi celui de M. Paignat, qui a été « vendu » aux électeurs sous les traits d'un mannequin de l'agence Diva. M. Howard Weschler, qui a affirmé n'avoir donné aucune suite à une proposition de candidature qui lui avait été faite, plusieurs semaines auparavant, « sur le mode de la plaisanterie », assure-t-il. M. Lucien est également le seul, apparemment, à connaître... l'énigmatique troisième candidat-fantôme, M. Lecocq.

De là à penser que toute la manœuvre remonte au PNF... il n'y a qu'un pas, que ne franchit pas, pour l'instant, M. Baekeroot. Le trésorier du FN met en cause, pour sa part, le député non inscrit du Nord, M. Bruno Chauvière, démissionnaire naguère du groupe du Front national, qui soutenait officiellement le candidat du RPR et qui qualifie cette accusation de provocatrice...

JEAN-RENÉ LORE.

(1) M. Baekeroot a recueilli 1 953 voix, soit 10,37 % des suffrages exprimés, mais seulement 5,42 % par rapport au nombre des électeurs inscrits, c'est-à-dire pas assez pour participer au second tour de scrutin.

DU 1^{er} OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88

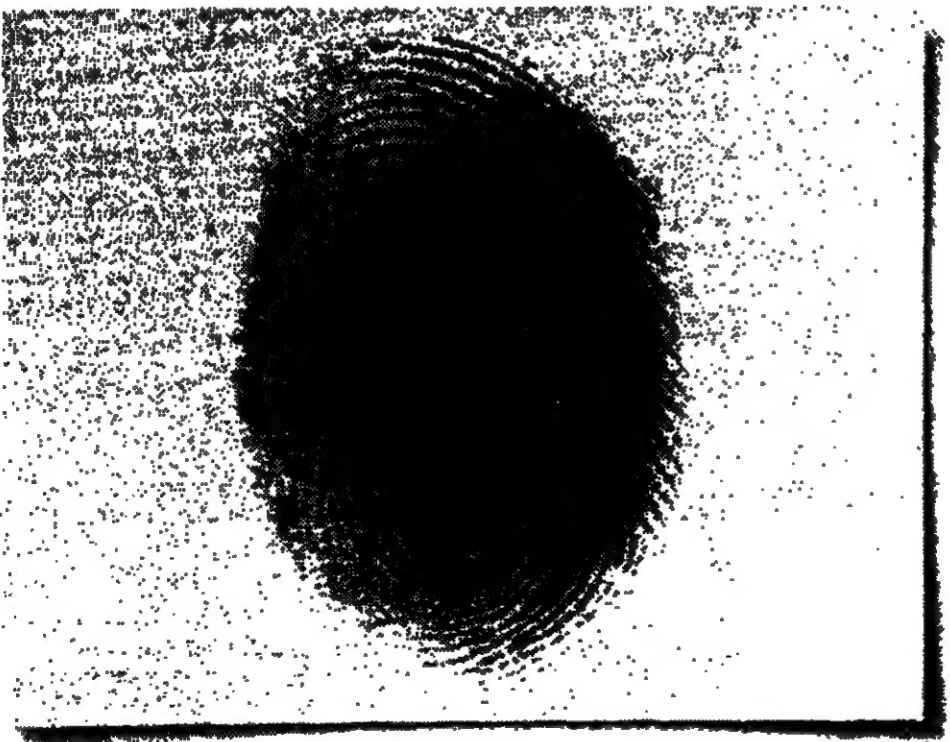
LONDRES GRATUIT

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 63 25

Pour les moins de 16 ans

1 "bonnet de 10 ans" gratuit pour 1 adulte payant



Comment identifier un copieur Océ.

Quand vous vous demandez si votre document est un original ou une copie, il y a de fortes chances pour qu'il s'agisse d'une copie Océ.

Nos copieurs moyen et haut volume possèdent un remarquable sens du détail, grâce à leur système optique fixe et à leur bande photoconductrice à l'oxyde de zinc, un procédé exclusif Océ.

L'image étant exposée par flash, et non balayée par un faisceau lumineux, une copie Océ est toujours nette, sans zone d'ombre.

Elle peut même restituer tous les détails d'une empreinte digitale, comme sur la photo de droite.

Vous avez de plus l'assurance d'une copie impeccable : les particules extra-fines du toner monocomposant permettent une définition très précise. Le système de transfert/fixation à basse température évite l'excès d'électricité statique et la dispersion des particules de toner. La copie n'est jamais maculée. Vous obtenez ainsi des reproductions parfaites, aussi bien sur papier ordinaire que sur papier adhésif, cartonné ou sur

film transparent. La certitude d'obtenir des copies de qualité constante : voilà l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les copieurs Océ sont réputés en FRANCE, et dans 89 autres pays.

Pour en savoir plus, retournez dès aujourd'hui le coupon réponse, ou téléphonez au (1) 46.57.12.24 (Service marketing - demandez Béatrice).



La Performance Constante

A retourner à : Océ France S.A. - Service marketing, Division copieurs, BP-191 avenue Fernand Bessière - 92120 Montrouge

☐ J'aimerais savoir ce que peuvent m'apporter les copieurs Océ. Veuillez m'adresser votre brochure "Chefs d'œuvre hollandais".

☐ Je souhaite qu'un Attaché Commercial Océ prenne rapidement contact avec moi.

Nom : _____

Fonction : _____

Société : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

هكذا من الاجل

Politique

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 14 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a publié un communiqué, dont voici quelques extraits :

CLUBS SPORTIFS PROFESSIONNELS

Le secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports a présenté un projet de loi modifiant les dispositions concernant le régime juridique des clubs sportifs professionnels, contenues

dans la loi du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives. Cette loi imposait aux clubs sportifs qui gèrent une section professionnelle de constituer à cette fin une société anonyme.

Désormais, les clubs sportifs professionnels auront la possibilité de demeurer dans le cadre associatif.

L'ADMINISTRATION AU QUOTIDIEN

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre délégué, chargé des rapatriés et de la réforme administrative ont présenté une communication sur le thème « L'administration au quotidien : l'exigence de qualité ».

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a décidé, dans ce domaine, de nombreuses simplifications.

Des formalités inutiles ou trop lourdes ont été supprimées ; à titre d'exemple, le contribuable qui change de domicile n'aura plus à signaler, lors du règlement du solde de son impôt sur le revenu, que ses acomptes provisionnels ont été versés à la perception de son ancien domicile.

Le ministre délégué chargé des rapatriés et de la réforme administrative s'est, pour sa part, attaché à réduire le temps que les chefs d'entreprise doivent consacrer aux formalités administratives :

- A compter de 1988, l'imprimé de déclaration annuelle des données sociales sera considérablement simplifié pour les six cent mille employeurs ayant trois salariés ou moins, soit pour un employeur sur deux environ ;

- Seront uniformisés les modes de calcul et les dates de déclaration des sommes servant de base aux contributions assises sur les salaires qui sont dues par les entreprises (...).

- Les formalités de création d'une entreprise seront simplifiées. Les délais d'instruction nécessaires seront réduits à une semaine et à quarante-huit heures lorsque le dossier est complet ;

- Pour les entrepreneurs individuels, au nombre de un million trois cent mille, la formule d'une déclaration unique de leurs revenus aux services et organismes sociaux sera expérimentée en 1988 dans plusieurs régions ;

- Sera lancée une expérience de guichet unique permettant aux entreprises de s'acquitter en un seul lieu des formalités et versement en matière sociale.

CONTROLEURS DE LA CIRCULATION AERIENNE

Le ministre délégué chargé des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne. Ce projet de loi redéfinit les missions de ce corps, en permettant de confier aux officiers contrôleurs des fonctions d'encadrement opérationnel, afin d'améliorer encore la sécurité et la régularité des vols sur le territoire national.

Mesures d'ordre individuel

Sur proposition du premier ministre, le conseil des ministres a nommé, le mercredi 14 octobre, M. Jacques Vincent-Carrefour, ingénieur général des télécommunications, délégué interministériel à la sécurité des systèmes d'information ; M. Jean-François Saglio, directeur général de l'industrie, membre du comité de l'énergie atomique.

Sur proposition du garde des sceaux, il a nommé M. René Elard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, délégué pour la réhabilitation d'établissements pénitentiaires ; M. Gilbert Guilleme, conseiller d'Etat, juge à la Cour internationale de justice.

Sur proposition du ministre des affaires étrangères, il a nommé M. Jean-Pierre Puissechot, conseiller d'Etat, directeur des affaires juridiques.

Sur proposition du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, il a nommé M. Jean Périé, président du conseil d'administration des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; M. Jean Brenus, président du conseil d'administration des houillères du bassin de Lorraine ; M. Paul Bourrier, président du conseil d'administration des houillères du bassin du Centre et du Midi.

Un mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 14 octobre, le mouvement préfectoral suivant :

LOIRE-ET-CHER

M. Michel Brizard.

M. Michel Brizard, préfet, commissaire de la République de la Loire, est nommé commissaire de la République de Loire-et-Cher en remplacement de M. Bernard Mongin, nommé hors cadre (M. Mongin sera nommé conseiller auprès du premier ministre et pourrait être chargé des affaires politiques).

[Né le 24 février 1936 à Paris, M. Brizard a commencé sa carrière comme inspecteur des PTT avant d'entrer à l'ENA puis, en qualité d'administrateur civil, d'être nommé sous-préfet, en poste successivement dans le Gers et dans le Lot.

Affecté en 1976 au ministère de l'Intérieur, il a été chef du bureau des répartitions financières à la sous-direction des finances locales et sous-direction de l'équipement et du développement économique, avant de devenir, en mai 1982, sous-directeur des finances locales et de l'action économique à la direction générale des collectivités locales. Il était commissaire de la République de la Loire depuis le 31 juillet 1985.]

LOT-ET-GARONNE

M. Serge Thirion.

M. Serge Thirion, préfet, commissaire de la République du Territoire de Belfort, est nommé commissaire de la République de Lot-et-Garonne en remplacement de M. Bernard Courtois, nommé hors cadre et placé en position de service détaché (M. Courtois remplacera M. Perrot à la direction de l'administration à la préfecture de Paris).

[Né le 18 mars 1932 à Gien (Loiret), M. Serge Thirion est docteur en droit, licencié en lettres, diplômé de l'Ecole normale supérieure de Paris.

Nommé commissaire de police de la sûreté nationale en avril 1958, il devient, en mai 1959, chef de cabinet du préfet d'Orléansville. Sous-préfet de Saint-Marcel-Bathémy (1963), de Wissembourg (1965), chargé de mission auprès du préfet du Pas-de-Calais (1969), sous-préfet de Villefranche-de-Rouergue (1972-1976), il est chargé de mission auprès du préfet de la région Picardie, puis secrétaire général de la Charente et de Maine-et-Loire. Il était commissaire de la République du Territoire de Belfort depuis le 6 mars 1985.]

LOZÈRE : M. Hubert Perrot.

M. Hubert Perrot, sous-préfet, directeur de l'administration à la préfecture de Paris, est nommé préfet, commissaire de la République de la Lozère en remplacement de M. Michel Brizard.

[Né le 3 novembre 1934 à Lyon (Rhône), M. Hubert Perrot, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, est chef de cabinet du préfet des Landes de 1962 à 1964. Chef puis directeur de cabinet du préfet de l'Ain jusqu'en 1966, il devient chef du service d'information des maires au ministère de l'Intérieur.

Nommé directeur de cabinet du préfet du Pas-de-Calais en 1968, il est appelé auprès de M. Yves Bourges, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères, en tant que chef de cabinet, en 1969. En janvier 1971, il devient chargé de mission auprès de M. Robert Foulquier, ministre de l'Environnement, avant d'être nommé secrétaire général de la préfecture de l'Ain en 1972.

Chef de cabinet de Vincent Auzanet, ministre du commerce et de l'artisanat, de juin 1974 à mai 1976, il est secrétaire général du Gard jusqu'en 1978. Chef du service de sécurité au secrétariat général de la défense nationale jusqu'en 1980, il est nommé sous-préfet de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), avant de devenir directeur de l'administration à la préfecture de Paris en 1984.]

TERRITOIRE DE BELFORT : M. Cyrille Schott.

M. Cyrille Schott, administrateur civil, conseiller technique à la présidence de la République, est nommé préfet du Territoire de Belfort en remplacement de M. Serge Thirion.

[Né le 27 octobre 1950 à Drouha (Bas-Rhin), M. Cyrille Schott, ancien élève de l'ENA, est nommé directeur de cabinet du préfet de la Charente en 1976. Après avoir occupé les mêmes fonctions auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne, préfet de la Martinique à partir de 1978, il devient secrétaire général de la Nièvre en 1980. Il est appelé au cabinet du président de la République, en tant que conseiller technique, en 1982.]

En outre, M. Jacques Perillat, préfet, directeur général de l'administration, est nommé hors cadre. Sont nommés préfets : MM. Rémy Chardon, administrateur civil, conseiller technique au cabinet du premier ministre, et Philippe Masson, contrôleur général de la police nationale, directeur central des renseignements généraux.

La querelle au sein du CNI

MM. Malaud et Briant au tribunal

M. Yvon Briant, député (non inscrit) du Val-d'Oise, a assigné en référé, le mercredi 14 octobre, M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans (CNI), en demandant à M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, de déclarer illicite la décision de M. Malaud, datée du 8 octobre, de le démettre de ses fonctions de secrétaire général du CNI.

M. Georges Bénéli, défenseur de M. Briant, a accusé le président du CNI d'avoir opté pour « la solution du coup de force », commettant là « une véritable violation de fait », en ne soumettant pas cette révocation au comité directeur, « seul organe dirigeant » du parti.

M. Guy Boudriot, défenseur de M. Malaud, a insisté, pour sa part, sur le caractère « provisoire » de la décision prise par son client, en indiquant que celle-ci sera inscrite à l'ordre du jour du prochain comité directeur. Jugement le 16 octobre.

Rectificatif

M. Baudis et le Front national

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 15 octobre, le Front national n'est pas « membre de l'exécutif » du conseil régional de Midi-Pyrénées, que préside M. Dominique Baudis. En effet, au terme de la loi de décentralisation créant les régions, l'exécutif est détenu par le seul président de l'assemblée régionale, qui peut donner délégation à certains membres du bureau. Les conseillers du Front national membres du bureau du conseil régional de Midi-Pyrénées n'ont pas de délégation.

M. Baudis nous a précisé sa position vis-à-vis du Front national :

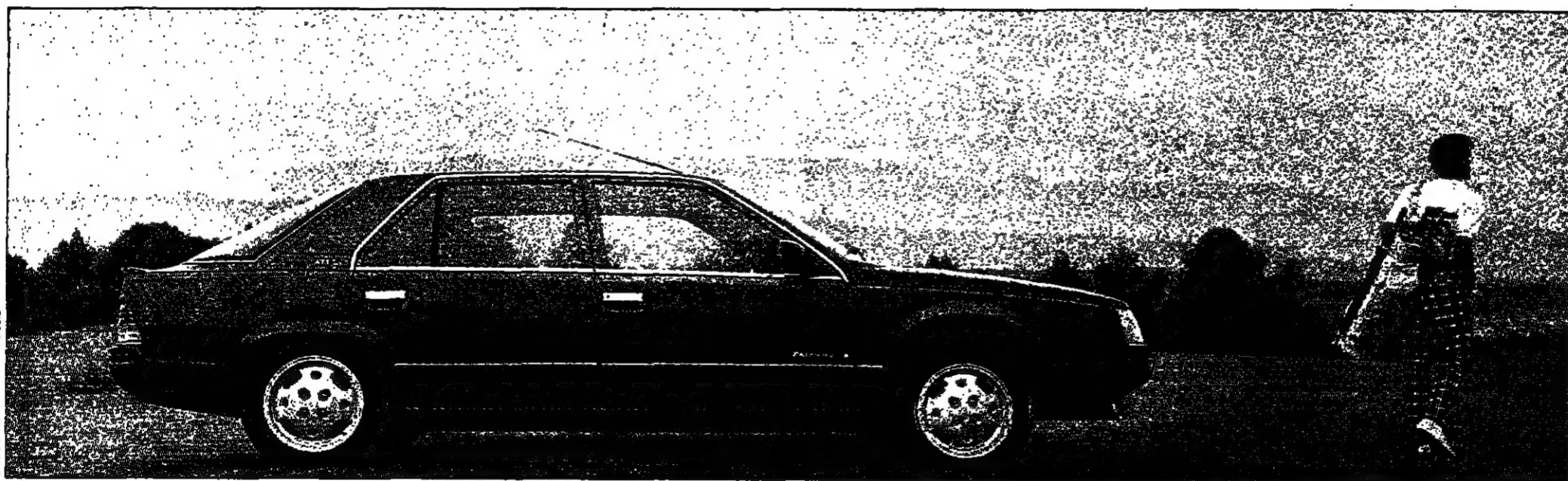
« 1) Dès 1984, j'ai clairement déclaré que j'étais en désaccord avec les options du mouvement de M. Le Pen, et que j'excusais tout accord avec le Front national. Depuis, ma position n'a pas varié.

« 2) Je n'ai jamais négocié avec le Front national. Je n'ai donc pas d'accord avec le Front national. Au conseil régional de Midi-Pyrénées, le Front national ne fait partie ni de l'exécutif ni de la majorité. Dans la plupart des votes importants (budget, plan routier), les élus du Front national votent « contre », avec les élus du Parti socialiste.

« 3) Les positions de deux élus du Front national (un sénateur, une présidente de commission) font partie des fonctions délibératives laissées aux élus de l'opposition dans toutes les assemblées démocratiques. Les mêmes dispositions ont été ouvertes à tous les groupes de la minorité (FN, PS, PC, MRG). »

L'ANGLAIS...

UN PROBLÈME ?
Pour moins de 250 F
vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec
LES COURS DE LA BBC
Deux cassettes et un livre
avec explications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)
8, rue de Béri, 75008 Paris
Tél. (1) 43-59-80-05



PREMIER SUR LE FAIRWAY

SELLERIE CUIR EN SÉRIE

PREMIER SUR LE FAIRWAY, J'INAUGURE MON PLUS BEAU PARCOURS. JE SUIS EN RENAULT 25 FAIRWAY, NOUVELLE SÉRIE LIMITÉE. SIGNES DE RECONNAISSANCE : SELLERIE CUIR EN SÉRIE, PEINTURE MÉTALLISÉE BLEU DE PRUSSE, VITRES TEINTÉES, PROTECTIONS LATÉRALES, JANTES EN ALLIAGE, VOLANT GAINÉ CUIR, 2 RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS... LA RENAULT 25 FAIRWAY C'EST AUCUN, POUR LA PLUS BELLE DES PERFORMANCES, 3 MOTORISATIONS À INJECTION ÉLECTRONIQUE, INTÉGRALE : TX, GTX, ET LA NOUVELLE MOTORISATION 6 CYLINDRES 2.8 L.

AVEC VILEBREQUIN À MANÈGES DÉCALÉS, PLÉNITUDE, PUISSANCE ET PRÉCISION, LA RENAULT 25 FAIRWAY, C'EST TOUT L'ESPRIT DU GOLF. À PARTIR DE 123 168 F, RENAULT 25 FAIRWAY : SÉRIE LIMITÉE EN 3 VERSIONS, DONT LA TOUTE NOUVELLE MOTORISATION V6-2.8 L. MODÈLE PRÉSENTÉ RENAULT 25 FAIRWAY GTX. PRIX CLÉS EN MAIN 127 392 F AU 17/09/87 MILLÈSIME 88. GARANTIE ANTI-CORROSION RENAULT 5 ANS. DIAC. VOTRE FINANCEMENT.

RENAULT 25 FAIRWAY SÉRIE LIMITÉE

RENAULT 25 - LE FABULEUX VAISSEAU



Patrick J...
Etre marié aujourd'hui

Le premier mariage renouvelé

ABONNEMENT SPÉCIAL
LE MONDE DU V

Le Monde Du Vin

Le Monde Du Vin

Le Monde Du Vin

Le Monde Du Vin

Le Monde Du Vin

12 Le Monde • Vendredi 16 octobre 1987 ...

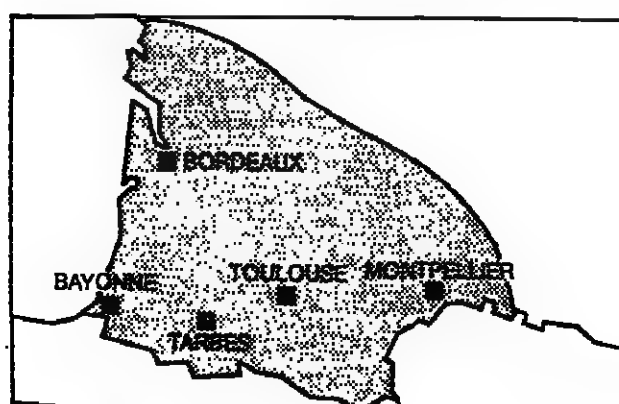
SECRET

« elixir de vie »

grand pour un winter all-terrain
de Porsche qui fait de l'acier
pour un winter.

[illegible]

THE

[illegible]

TOULOUSE
4, pl. Alfonse-Jourdain
31071 Toulouse Cedex
Tél. : 6163 20 20

TARBES
9, rue des Pyrénées
65000 Tarbes
Tél. : 62 93 48 00

BORDEAUX
29, c. de l'Intendance
33000 Bordeaux
Tél. : 56 44 43 90

BAYONNE
B.P. 149
64100 Bayonne
Tél. : 59 59 10 08

MONTPELLIER
13, pl. de la Comédie
34000 Montpellier
Tél. : 67 92 12 70

PARIS
15-17, rue St-Augustin
75002 Paris
Tél. : (16 1) 40 60 05 81

**INFORMATION
ET PUBLICITE
REGISSEUR
EXCLUSIF**
11, r. des Collines
75008 Paris
(01) 40 75 60 50
A Toulouse
61210606

O.M. : 366 M/819 kHz

F.M.: 102

103.2

103.9

1047

1051

France	Europe	Monde
Gers,	Pyénées-	Pyénées-
Hautes-Pyrénées,	Orientales,	Atlantiques,
Haute-Garonne,	Hérault,	Landes,
Lot-et-Garonne.		Bassin d'Arcachon

Tarn-et-Garonne,
Tarn, Aude,
Aveyron,
Ardèche.

Toulouse,
Montpellier
Lot,
Perpignan.

103,3
Bordeaux
Bordeaux.

SUD 
LA RADIO... C'EST SUD,
BIEN ENTENDU!

Le Monde DES LIVRES

Paul Nizon, un « élixir de vie »

Un grand écrivain suisse-allemand
exilé à Paris qui a fait de l'écriture
un risque existentiel.

En somme, j'ai beaucoup de chance. Proust et Céline, je ne les ai pas connus, et je ne suis pas sûr que j'aurais aimé les rencontrer, bien que la Recherche et Voyage au bout de la nuit soient de ces livres « qui vous entraînent sous la peau », comme la Nausée, comme Stiller. Mais Sartre et Frisch, dans la vie, ne m'ont pas déçu. Maintenant Paul Nizon. Lorsque j'ai lu l'Année de l'amour (1), il y a deux ans, j'ai eu tout de suite ce qu'il était un de ces livres. Le nom m'était familier : un compatriote, célèbre en Suisse, et en Allemagne aussi. Totalement inconnu ici, sauf des germanistes. C'est Jean-Louis de Rambures, infatigable découvreur, qui a persuadé Hubert Nyssen de le publier et qui a traduit aussi le roman précédent, Stolz, qui date de 1975 et paraît à présent en France (2).

Quand je parlais de l'Année de l'amour autour de moi, les gens riaient : « Paul Nizon ! Evidemment, pour un sartrien... » Et quand je leur disais qu'il est suisse, exilé ici depuis 1977, ils riaient encore : « Oui, oui ! La mafia suisse de Paris ! » Après l'avoir lu, s'ils riaient, c'était de bonheur et de connivence : l'Année de l'amour est sans doute l'un des plus beaux livres que l'on ait écrits sur Paris, et sur bien d'autres choses, notamment ce saut dans le vide qu'est l'écriture.

Nous avons fait connaissance au printemps dernier, à Saint-Louis, Missouri. Il était, pour un trimestre, « écrivain invité » du département d'allemand à l'université Washington. Je donnais une conférence, il est venu en voisin, en compatriote, en compagnon d'exil. Ça m'a fait autant plaisir que si John Garfield ou Humphrey Bogart étaient entrés dans la salle. C'est vrai, il a ce « look » des années 40 ; il m'a semblé que son costume de laine grise et son chapeau étaient ceux de Dashiell Hammett.

En 1977, Paul Nizon vivait à Zurich, romancier renommé, critique d'art de grande réputation



Paul Nizon vu par Irmling Jung.

(il a écrit une thèse sur Van Gogh). Au cours d'une tournée de lecture de son roman Stolz à l'étranger, il a été victime d'une « intoxication amoureuse ». Au retour, lui et son épouse ont passé des nuits et des nuits « au chevet de leur amour sacré ». Il a décidé de tout quitter, femme, amis, situation, pour aller vivre à Paris, dans un minuscule deux

pièces dont il venait d'hériter de sa vieille tante, dans le dix-huitième arrondissement. Il approchait de la cinquantaine, c'était maintenant ou jamais pour tenter de s'exhumer et vivre à neuf, par l'écriture, et l'écriture seule.

MICHEL CONTAT.
(Lire la suite page 20.)

Jacques Roubaud retrouve Hortense

Le second roman d'un poète
qui s'amuse, d'un mathématicien
qui goûte le divertissement raffiné.

COMMENT résister à un roman qui s'ouvre sur ces mots : « Il faisait beau et chaud, mais on n'était pas en Belgique » ? Comment donc résister à l'Enlèvement d'Hortense, de Jacques Roubaud ? Impossible, surtout lorsqu'on a lu, en 1985, son premier roman, la Belle Hortense (1). Cette histoire est, tout autant que la première, « un vrai roman policier, mais dans une version peu orthodoxe », comme le disait Jacques Roubaud (2). Du « Canada Dry », peut-être (du reste, un des inspecteurs de police ne cesse d'en boire)... La couleur du polar, le goût du polar, mais...

Avoir lu quelques livres aidant, sans doute, à comprendre pourquoi M^{me} Eusèbe, au départ de son chat Alexandre, est restée « si inconsolée ténébreuse (quoique pas veuve) », ou à reconnaître « l'Impérial Sentier qui bifurque » et autres Philibert Orselli (Soliers), Odilon Joyaux (le même) ou D.H. Flowbert. Enfin, il n'est pas interdit de savoir un peu d'anglais pour mieux goûter le groupe rock « Dew-Pon Dew-Val » et comprendre pourquoi « il y a toujours des chauves-souris dans le beffroi »...

« Il n'y a pas de hasard »

Les tribulations d'Hortense sont d'abord un hommage à Raymond Queneau, père de l'Oulipo, auquel appartient Roubaud (3) : la chapelle polémique de l'Unipark de Pierrot mon ami est au cœur du quartier — un morceau du Marais, à Paris, sans doute — où habitent Hortense et ses amis, où circule l'autobus T, cousin de l'autobus S d'Exercices de style.

Malgré l'agilité d'esprit qu'il requiert, ce jeu cultivé, très brillant, vous reposera de tous ces romans où l'on ne sait plus que faire avec le langage, sinon inonder les pages de style mou et de psychologie sirupeuse et polisseuse. Plus encore que dans la Belle Hortense, Jacques Roubaud se prend ici à son propre jeu et s'amuse à se faire rire lui-même. Aux dépens du lecteur, parfois, qui ne peut pas toujours tirer au clair les subtiles variations sur les chiffres, décrypter le secret des « sextuplés » poldèves... sans parler de l'érudition, des allusions à l'histoire des mathématiques ou aux formes poétiques du troubadour Arnaut Daniel.

Lecteurs, n'ayez pas peur ! Tout cela est fait avec tant d'habileté et de légèreté que vous ne vous sentirez pas « largué » et que vous trouverez toujours votre miel dans l'Enlèvement d'Hortense. A quelques conditions tout de même : que vous ayez de la vivacité, que vous préfériez le vrai-ment compliqué au faussement simple. Il serait bon d'aimer aussi les jeux, non seulement sur les chiffres mais encore sur les noms (on trouvera ainsi plus de saveur à découvrir que le médecin légiste s'appelle le docteur Petiot).

JOSYANE SAVIGNEAU.

* L'ENLEVEMENT D'HORTENSE, de Jacques Roubaud. Ramsay, 290 p., 95 F.

(1) Ramsay.
(2) Voir le portrait de Jacques Roubaud dans « Le Monde des livres » du 31 mai 1985.

(3) L'Oulipo, Ouvroir de littérature potentielle, a été créé par Raymond Queneau et François Le Lionnais. Jacques Roubaud fait aussi partie du groupe ALAMO, qui pratique l'écriture par ordinateur et préconise la « lecture interactive ».

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Proust, rééditions et essais

A la recherche du lecteur perdu



« Les variantes,
les corrections,
les meilleures
éditions n'ont pas
tant d'importance. »

Marcel Proust
(Contre Sainte-Beuve,
édition Folio, p. 298).

NOUS savons que nous « pourrions » tomber de bien des façons, dans bien des endroits, tomber amoureux, enceinte, dans un escalier, sur un téléscripteur ou en emmerdeur, d'un excès dans l'autre... mais « dans le domaine public », pour beaucoup, c'est une découverte. Proust n'en serait pas revenu, de ce tintamarre. Déjà, on l'imaginait mal rôdant sur ses chers Champs-Élysées lors du film tiré d'Un amour de Swann, et entendant annoncer par le caissier, d'une voix de camelot : « Swann, plus que des premiers rangs ! ». Au fond, il aurait été ravi, comme aujourd'hui de sa... chute dans le domaine public. N'est-il pas le seul, de tous les écrivains morts en 1922, sur qui les éditeurs se soient précipités, comme des moineaux sur le croûton tiède. Son snobisme et son idéal de selut par l'art y auraient trouvé leur compte.

Il faut s'y faire : la vie des livres, que la sagesse voudrait réglée sur l'éternel, suit désormais la loi de l'actualité la plus éphémère, et de la précipitation pour cause de concurrence. Entre les journaux, c'est à qui parlera le premier des ouvrages, avant publication, sous peine de sembler en retard. Certains des titres dont il va être question ici ne seront en librairie que dans quelques jours. Pourvu que les premiers arrivés n'aient pas déjà disparu des « comptoirs », au train où se pécinne l'impressionnisme !

En une semaine, j'ai reçu une douzaine de livres de ou sur Proust, rééditions ou essais. Dans le style de surenchère commerciale qu'on croyait réservé aux « marques de lessive », chaque réédition insiste sur les révélations de son propre texte, puisé à des sources nouvelles, comme si les versions précédentes et voisines fourmillaient d'erreurs ou de trahisons... Un autre souci domine le marché : par

des notes nombreuses, aider le public, cet ignare paresseux, à se croire érudit et à pénétrer une masse de lecture réputée indigeste, lui mâcher la besogne. A la recherche du lecteur perdu !...

Comme si le bonheur pris à la Recherche, ce n'était pas, d'abord, le temps passé à s'y perdre, éperdument ! Comme si la meilleure édition n'était pas forcément, tout appareil critique à part, celle où l'on a découvert Proust, où on l'aura découvert !

Pour toute une génération, l'expérience — car c'en est une, comme le service militaire, la lecture de Joyce, Cohen, Marquez ou Musil, une épreuve à laquelle les gens se reconnaissent, se rattachent, — la traversée de l'océan Proust est liée au papier bible et à la reliure souple de « la

Pièrre ». Cette édition due à P. Clarac et A. Ferré, qui a servi aux reprises en « Folio » de 1985, remonte déjà à plus de trente ans (1954). Des révélations sont survenues entre-temps, c'est vrai, et c'était prévisible, s'agissant de manuscrits aussi constamment retravaillés que ceux de Proust. Il a donc fallu mettre à jour textes et notes. Le soin en a été confié à Jean-Yves Tadié, qui signe la nouvelle introduction. Celle-ci ainsi que les chronologies et les variantes se tiennent dans une heureuse moyenne entre l'érudition pour spécialistes et l'initiation pour l'honnête homme — si l'expression a gardé un sens.

L'accent est mis sur l'histoire de l'œuvre, et sur les rapports, qui retiennent l'attention de la plupart des commentateurs, entre théorie et sensation, abstraction et poésie, le secret de l'art de

Proust tenant à la force des images plus qu'à tous les raisonnements. Et à la coulée de ces images, non à telle page ou telle métaphore isolée ! Aux glorieux qui croient pouvoir ouvrir et refermer la Recherche n'importe où, Proust a répondu par avance, à propos de Balzac, en disant que ce dernier forme « un bloc dont on ne peut rien distraire ».

Les esquisses, réunies en fin de volume, avaient toutes leur nécessité par rapport à l'ensemble en expansion. Ainsi, le projet de la Recherche est-il déjà contenu dans le Contre Sainte-Beuve, repris ces jours-ci en « Folio » avec l'avant-propos de Bernard de Fallois. La préface emploie toute son intelligence à défendre les préjugés de Proust contre... l'intelligence. Les significations que nous donnons aux mots sont souvent des contresens, à ceci près, observe Proust, que « dans les beaux livres, tous les contresens sont beaux ». En marge de cette remarque, Proust ajoutait la phrase mise en exergue de cette chronique, comme s'il pressentait, et voulait décourager, l'actuel déferlement d'éditions annu-

L'Albertine disparue, que publie Grasset, est la seule variante considérable des repubblications de cet automne. Jusqu'ici, nous avions disposé de l'édition originale établie en 1925 par Robert Proust, Jacques Rivière et Jean Paulhan ; de « la Pièrre » de 1954, où André Ferré, d'après les cahiers manuscrits, avait remplacé le texte dans la Recherche (tome III) sous le titre la Fugitive ; et de la version de Jean Milly chez Flammarion, toujours selon les mêmes sources.

(Lire la suite page 18.)

SUD
LA RADIO... C'EST SOUS
BIEN ENTENDU !

حکذا من الاصل

Des professionnels
de l'écriture
à votre service pour
rédiger, remanier,
enregistrer
le livre que vous
portez en vous.

S.O.S. Manuscrits
11, rue Boyer Barrot
75014 PARIS

LE CHATEAU EN FRANCE

sous la direction de J.P. BABELON

Co-édition : Collège National
des Monuments Historiques et Sites
le château, architecture et société

21 x 30 cm - 440 p. - 350 F. 680 F.

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

Le voyage d'une jeune nomade en enfer.

Mariella Mehr

Âge de pierre



Mariella Mehr
apporte un violent
témoignage sur la
sort tragique de
l'enfant tzigane
qu'elle fut.

Aubier

Aubier

Marie NIMIER



La girafe

roman

"Si vous vous sentez menacé d'engourdissements par l'automne subit et glacé, on peut vous prescrire un bon médicament : *La girafe*."

Josyane Savigneau/Le Monde

GALLIMARD *nrf*

GRANDE HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

de Georges Soria

L'épopée de la Liberté



Georges Soria, historien des révolutions, nous entraîne dans le gigantesque tourbillon de la Révolution française. Jamais œuvre plus complète, vivante, passionnée, n'a été conçue à ce jour sur l'histoire de la Révolution. Une exceptionnelle documentation, une multitude de détails, une incomparable richesse iconographique nous transportent et nous plongent au cœur de la vie de l'époque. La clarté du récit et la force de l'écriture permettent de comprendre les personnages et les conjonctures, de s'interroger sur la problématique révolutionnaire. Par le pouvoir de cette œuvre, le lecteur se sent véritablement concerné, animé, comme s'il participait lui-même à ce formidable événement de l'Histoire de France, comme s'il vivait cette prodigieuse épopée de la Liberté.

3 volumes format 18 x 26 cm
vol. 1 : L'imbrication, 592 pages.
Parution : novembre 1987
vol. 2 : Les paroxysmes, 592 pages.
Parution : mars 1988
vol. 3 : L'irréversible, 592 pages.
Parution : mai 1988
850 documents dont 500 en couleurs. 480 F
le volume... soit 1440 F les 3 volumes.

Bordas Ce qui vous restera quand vous aurez tout oublié.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ROMANS

La chronique

amoureuse

et guerrière

de Jean-Marie Rouart

Nous voici plongés dans un roman qui semble jouer à cache-cache avec l'histoire. La documentation nécessaire apparaît fort peu, seulement en quelques fragments de tableaux académiques, tels les portraits et les morts des champs de bataille dont Napoléon truffe l'Europe. Pour le reste, l'écriture reste fort discrète, ce qui n'empêche pas Jean-Marie Rouart d'évoquer habilement le début du dix-neuvième siècle, du faubourg Saint-Germain à Vienne ou à Varsovie. Choix intéressant que ces temps de concurrence amoureuse et guerrière, avec ce qu'ils supposent de cruauté, voire d'inconscience.

Au-delà des faits et des gestes d'une époque, Rouart en retrouve le sens. *Le Cavalier blessé* est, pourriez-vous dire, un roman intimiste historique. La belle et infidèle Julie de Berchény, qui cache un superbe tumulte sado-masochiste sous des dehors de mère aimante et de femme du monde nourrie de protocoles, règne sur cette chronique impériale, et particulièrement sur trois hommes : son mari, Henri, qui, sachant ce que ce corps de pouliche, dûment cravaché, peut offrir à d'autres, a suivi le cours de sa jeunesse, renonçant à la carrière préfectorale pour se perdre dans la guerre sous un nom d'emprunt ; son beau-frère Philippe, officier de carrière, amant efficace et volage ; et le capitaine Tony Reissert, soldat dont la brutalité n'a pu que faire vibrer l'insatiable Julie.

Jean-Marie Rouart maîtrise parfaitement sa chronique d'amour et de guerres. S'il ne recule pas devant les blessures, la gangrène, les viols, il reste très réservé sur les scènes érotiques. Concernant Julie, il choisit souvent l'ellipse, au point que vous ne cheminez que pas à pas, au travers des autres personnages, dans la découverte de cette femme. Rouart a sagement limité sa galerie de personnages, comme la longueur de son roman. Cela lui vaut de frapper juste et fort, sans s'attarder. Au rythme des victoires fulgurantes et sanglantes des débuts de l'Empire, quelques pauses vous permettent de mesurer la conquête de l'Europe. Mais les héros, eux, semblent davantage portés par eux-mêmes que par l'histoire. Jeunesse, désirs, ambitions et regrets se bousculent ou se consomment dans l'étrange allégresse, à la tonalité triste, d'un romantisme cher à l'auteur.

FRANTZ-ANDRÉ BURQUET.
★ *LE CAVALIER BLESSÉ*, de Jean-Marie Rouart, Grasset, 230 p., 84 F. J.-M. Rouart a reçu le prix Interallié pour *LES FEUX DU POUVOIR* (1977) et le prix Renaudot pour *AVANT-GUERRE* (1983).

Un miroir peut

en cacher un autre

Le hameau des Ribières, en Provence, est bizarrement peuplé de personnages essouffés. Loisinger, artiste éthéromane « incompris », est passionné par la putréfaction et les écorchés de cire du musée de la Spéciale à Florence. Séraphin Poudgou, son unique voisin, garde-champêtre éthylique et zoophile, n'existe, semble-t-il, que pour assurer le double garde d'un château manifestement hanté d'un garçon de treize ans (« son fils, si on peut dire »), aveugle et muet, les membres disjointes. Un « poisson vague », comme le surnomme Loisinger... Un ange en enfer.

Le récit, violent par les thèmes qu'il aborde, fortement baroque, est comme un labyrinthe de miroirs où la vérité, pudique et cachée, ne s'entend aperçoit que de biais (excepté la mort, impudique ambiante, toujours vue de face). Ces jeux de glaces auxquelles se livre l'auteur avec amusement sont autant de butoirs sur lesquels viennent s'échouer les personnages, pris au piège. Quel est donc le tain qui réfléchira le sens intelligible des graves abstractions de Loisinger ? Quel est celui qui mettra au jour les rapports troubles qui lient le « vieux » Séraphin à l'ex-maîtresse du château hanté ?

Dans ce premier roman (1), Jean-Marie Blas de Roblès est comme un poison dans l'eau. Melin, il a observé ses congénères : le baliste, « poisson arbalète », n'attaque pas le reflet de son image lorsqu'on place un miroir inquiet dans son territoire. Il contourne l'obstacle et finit par l'atteindre. Le miroir, lui, fonce. « Les humains, explique-t-il, sont comme la baliste. Ils préfèrent enterrer les miroirs, plutôt que d'en affronter les reflets. »

Cette sociologie aquatique nous enseigne là les deux attitudes opposées que l'on adopte face à la vérité voilée, face à la pudeur des choses : la pratique de la « politique de l'autruche » (ne pas chercher plus loin que le simple reflet de la vérité) ou la lutte don-qui-chétasque contre les miroirs de la réalité, au risque de briser celui qui fait face pour en découvrir inéluctablement un autre, derrière.

Contrairement à son héros qui note abstraitement les phrases incongrues, vides de sens, sorties sans lien de son esprit, Jean-Marie Blas de Roblès sait parfaitement manier

autour de la culture, et donc, en un sens, plus profond et plus redoutable.

La question cruciale pourrait se formuler ainsi (et elle évoque un



BERENICE CLEVE.

une écriture riche et minutieuse. Elle peut être en temps voulu celle du rêve qui obsède, du surréalisme qui ronge ou de la pensée qui sombre dans les abysses. Si vraie que, à le lire, on se sent aussi pris au piège.

JEAN-MICHEL DUMAY.

★ *L'IMPUDEUR DES CÉSOIRES*, de Jean-Marie Blas de Roblès, Seuil, 192 p., 79 F.

(1) En 1982, Jean-Marie Blas de Roblès avait publié son premier livre, *Mémoire de riz* et autres contes (Seuil), prix de la nouvelle de l'Académie française.

RELIGIONS

L'africanisation

de l'Eglise

Un peu caricaturalement, on pourrait dire que le conflit entre l'Eglise d'Afrique latine et Rome est d'ordre politique, qu'entre l'Afrique (ainsi que l'Asie) et Rome, il est

conflit des plus anciens temps entre Pierre et Paul : faut-il en passer, pour être catholique, par la « circoncision romaine », ou dans le cas des autres continents, par l'Occident ? Dans toutes les réalités de la vie de l'Eglise — sacraments, mission, liturgie, vie des communautés, conception du prêtre, reprise de la culture traditionnelle —, cette question revient de façon lancinante, aggravée, en Afrique, par le regard condescendant que l'on jette sur l'ancien colonisé « mal parti », éternel adolescent qui a besoin d'être protégé et contenu. Encore faut-il éviter de simplifier : l'africanisation de l'Eglise comporte des dangers réels, y compris de régression.

Le mérite de R. Lunsau, dominicain, chercheur au CNRS et inlassable voyageur en Afrique, est de ne rien cacher de cette complexité, tout en plaçant, avec de nombreux exemples concrets à l'appui, pour une Eglise africaine de plein vent, à côté des modèles à reproduire.

JEAN-LOUIS SCHLEGEL.

★ *ÉGLISE AFRICAINE AU-DELÀ DES MODÈLES*, de René Lunsau, Éditions Karthala, 193 p., 85 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

★ *BERNARD OUDIN : Aristide Briand. La paix : une idée neuve en Europe. De 1902 à sa mort en 1932, du Parlement aux différents cabinets de la III^e République — il en présida onze. — Aristide Briand a tenté de faire triompher une certaine idée de la politique. Une grosse biographie de celui que les saignées de la première guerre mondiale convertirent en « pèlerin de la paix », et dont Claudé résumait ainsi le destin : « Quand l'Europe a pris congé du bon sens, Briand a pris congé de la vie. » (Robert Laffont, 612 p., 140 F.)*

CRITIQUE LITTÉRAIRE

★ *MARIE-CHRISTINE VINSON : L'éducation des petites filles chez la comtesse de Ségur. « Le texte de la comtesse n'est pas innocent : son art est de feindre l'innocence. Il dissimule une idéologie ; mais il ne dissimule pas qu'il prétend éduquer », écrit Roger Bellet dans la préface de cette étude qui prend pour objet trois romans de l'écrivain les *Malheurs de Sophie*, les *Petites Filles modèles* et les *Vacances*. (Presses universitaires de Lyon, 322 p., 110 F.)*

★ *OUVRAGE COLLECTIF : Henri Bosco. Mystère et spiritualité. La troisième Colloque internationale Henri-Bosco, réunie à Nice en mai 1986, avait abordé les différents aspects de la spiritualité de Bosco. Les auteurs des contributions présentées lors de cette réunion ont suivi l'auteur du *Mas Théotime* sur « le mystérieux chemin, dont parle Novales, qui mène à l'intérieur ». Introduction de Claude Girault, président l'Amitié Henri-Bosco. (Léonard, 290 p., 140 F.)*

ÉCRITS INTIMES

★ *ROLAND JACCARD : L'ombre d'une frange. C'est posément, avec application et sans concession, que Roland Jaccard, dont les lecteurs du « Monde des livres » connaissent la signature, se livre à sa passion du provisoire, de l'éphémère, du fragmentaire. Son désenchantement artiste, il le promène entre Sits-Maria et la piscine Deligny. (Grasset, 190 p., 68 F.)*

HISTOIRE

★ *GABRIEL DARDAUD : Trente ans au bord du Nil (Un journaliste dans l'Égypte des derniers rois). Ancien correspondant de l'Agence France-Presse au Caire, l'auteur a puisé dans ses carnets inédits les petits et les grands côtés du roi Farouk, d'André Malraux, de de Gaulle ou de Churchill en Égypte, sans oublier l'histoire du bureau officiel du Caire ou celle des « amours » de Hitler avec la pharaonne Nefertiti... La petite histoire éclaire souvent l'histoire. (L'Élu commun, collection « Islam », 216 p., 95 F.)*

★ *CHRISTOPHE CHARLE : Les Elites de la République, 1880-1900. Le recrutement, les trajectoires sociales, la reproduction de ces « quelques milliers de personnes qui détenaient l'essentiel des leviers de commande de la société*

française et élaboraient les tendances de la culture de l'époque » (Fayard, 556 p., 190 F.)

★ *GILLES LAPOUGE : Les Pirates. « Forbans, flibustiers, boucaniers et autres gueux de mer », passèrent sans transition de l'histoire à la mythologie. Gilles Lapouge, dans ce livre publié pour la première fois en 1989, restitue avec passion et érudition la figure de ces grands révoltés qui ont alimenté beaucoup de nos rêves... (Phébus, 236 p., 92 F.)* Sur le même sujet, à l'usage des jeunes lecteurs, Jean Olivier présente un album, *Alex Oumellin, l'âge d'or de la flibuste*. Chirurgien, aventurier et écrivain Oumellin a laissé un précieux témoignage sur les campagnes maritimes des flibustiers à la fin du dix-septième siècle. (Moussidor/La Farandole, 124 p., ouvrage relié et illustré, 115 F.)

ROMANS ET NOUVELLES

★ *CLIVE BARKER : Livre de sang et JAMES HERBERT : Pierre de lune. Albin Michel inaugure avec ces deux livres une nouvelle collection consacrée à la littérature fantastique et de terreur. Le sang est l'élément évidemment obligé du roman de James Herbert (ne pas confondre avec son homonyme, Frank Herbert, l'auteur de *Dune*) et des six récits de Clive Barker. Traduit de l'anglais, par Evelyn Châtelain (*Pierre de lune* et par Jean-Daniel Brèque (*Livre de sang*). (Albin Michel, 272 p. et 324 p., 79 F. chaque volume.)*

SCIENCES

★ *MARGARET CHENEY : Tesla. La passion d'inventer. Inventeur de la génératrice à champ tournant, d'une méthode d'utilisation du courant alternatif, de la lampe à arc et de quelques autres appareils électriques, Nikola Tesla fait partie des grandes figures méconnues par la « 6^e Électricité ». Né en Croatie en 1856 et mort aux États-Unis en 1943, Tesla eut, en outre, une vie mouvementée que raconte ici Margaret Cheney. Traduit de l'anglais par Michel Biezunski. (Belfin, 350 p., 85 F.)*

★ *JEAN-PIERRE LUMINET : Les Trous noirs. Une exploration de ces « trous noirs » où l'imagination se perd. Entre science et fiction, raison et poésie, l'auteur fait pénétrer son lecteur dans un univers où les mondes entrent en collision, où l'espace et le temps ne se distinguent plus. (Belfin, 332 p., 98 F.)*

SOCIOLOGIE

★ *ANNE SAUVAGEOT : Figures de la publicité. Figures du monde. Enseignante de sociologie à l'université de Toulouse, l'auteur étudie l'imagerie publicitaire, ses symboles et ses archétypes. Privilegiant « le subjectif, l'analogique et l'imaginal », et suivant une démarche proche de celle de Bachelard, elle propose une interprétation des représentations de la publicité et des significations qu'elles mettent en scène. (PUF, 200 p., 110 F.)*



LA VIE LITTÉRAIRE

EN POCHÉ

La collection « Plural » chez Hachette reprend une traduction ancienne, due à Henri Albert, d'Aurore de Nietzsche, avec une préface de Philippe Raynaud (n° 8509).

De Nietzsche également, en « Folio », sont reprises deux traductions de l'édition Coll-Montmarini des œuvres du philosophe : en deux volumes *Humain, trop humain* (n° 77 et 78), un livre que Nietzsche destinait aux « esprits libres », et *Par-delà bien et mal* (n° 70).

Toujours en « Folio », Michel Le Guern présente les *Provinciales* de Pascal (n° 1860) et Jean Varloot, la *Lettre à d'Alembert* de Rousseau, précédé du *Discours sur les sciences et les arts* (n° 1874).

Dans un tout autre genre, celui du best-seller d'espionnage, un pur espion de John Le Carré, paru l'an dernier chez Laffont, est réédité par le « Livre de poche » (n° 6371).

Michael K, sa vie, son temps, de l'écrivain sud-africain J.M. Coetzee, avait été récompensé, en Grande-Bretagne par le Booker Prize et, en France, par le Fémina étranger. « *Métaphore historique de la violence* », ce roman a pu être interprété comme une transposition de la réalité sud-africaine. Traduit de l'anglais par Sophie Mayoux (Pointe-Seul, n° R 292).

Egalement dans le domaine étranger, les *Récits d'un jeune médecin*, un court récit du grand écrivain russe Mikhaïl Boulgakov, traduit du russe par Hélène Gibert (Point-Seul, n° R 230).

Dernier titre en « Points », les *Années Lulu*, de Rezvani, vibrante célébration de la femme et de l'amour. Version définitive revue par l'auteur (n° R 281).

Dans la collection « La Monde... » de MA-Editions, qui présente sous forme de lecture les notions essentielles relevant d'un domaine donné, paraissent deux nouveaux titres : *Les Droits de l'homme*, par Yves Madet, et *La Protection sociale*, par Alain Coulomb (n° 44).

La collection « Biblo-Essais » persiste dans son heureuse initiative de reprendre les anciens Cahiers de l'Harmattan. Après Heidegger et Becker, voici le Gracq qui fut publié en 1972 sous la direction de Jean-Louis Leutrat (n° 4069).

Trois nouveaux titres dans la collection des éditions de La Manufacture, « Qui êtes-vous ? » : André Breton (n° 31), par Alain et Odette Vigneux ; René Char (n° 28), de Serge Velay, enfin un volumineux *Philippe Soupault* dû à Bernard Morino, comprenant en particulier plusieurs articles écrits par le poète avant la guerre (n° 28).

EN BREF

Des Rencontres sur le thème « Les Cahiers du Sud. Regards sur les cultures » auront lieu les 16, 17 et 18 octobre à Carcassonne. Le sujet du colloque sera la place qu'a tenue la revue dans le paysage intellectuel de ce siècle. (Secrétariat des Rencontres : GARET, 91, rue Jean-Sébastien, 13000 Carcassonne. Tél. : 66-71-29-69.)

L'Institutionnalisation de la philosophie au Chili : deux modèles de perception de la philosophie sera le thème d'une conférence donnée par Cecilia Sanchez, chercheuse au CERC de Santiago du Chili, le 18 octobre à 18 heures au Collège international de philosophie (1, rue Descartes, 75005 Paris, salle B).

Le deuxième prix Paul-Léautaud, doté d'un montant de 80 000 F, a été attribué à Georges Walter pour son roman, *Chronique de trois pâles faimants*, publié chez Grasset (voir « le Monde des Livres » du 17 avril). Yves Amiot pour *Violence* (José Corti) et Raoul Mille pour *Les Amants du Paradis* (Grasset) ont également obtenu des votes. Enfin, il a été

Le premier Festival européen des écrivains

Le premier Festival européen des écrivains se tient à Strasbourg du 16 au 19 octobre, avec la participation de plus de cent soixante-dix écrivains de dix-sept pays.

Sont attendus notamment Friedrich Dürrenmatt, Alberto Moravia, Anthony Burgess, Ismaïl Kadare, Tahar Ben Jelloun, Pierre Mertens, André Glucksmann, Edgar Morin.

Pendant quatre jours, le Festival, qui est organisé par l'Association européenne pour le livre et les écrivains, proposera au public des rencontres auteurs-lecteurs, des conférences, des lectures de textes par des comédiens, des hommages, en leur présence, à trois grands noms de la littérature (Burgess, Moravia, Dürrenmatt), des dîners en ville avec l'auteur de son choix, l'ouverture d'un café littéraire, et des jeux littéraires non-stop.

De nombreux prix seront proposés, dont le plus important sera décerné lors de la Nuit européenne de l'écrivain par quinze libraires et autant de critiques littéraires à l'Écrivain européen de l'année (choix parmi Thomas Bernhard, Milan Kundera, Leonardo Sciascia et Marguerite Yourcenar).

Pivot

dans tous ses effets

C'est la force centrifuge qui domine dans le raïon littéraire parisien. Un seul espace — le plateau d'Apostrophes — assure une sélection presque exclusive : hors de ce centre, les écrivains errant dans le royaume de l'incertain, de l'attente...

Dans une enquête très complète qui paraît cette semaine chez Ramsay, un jeune journaliste, Edouard Brasey, tente d'analyser l'Effet Pivot, en posant le risque d'en être la victime, puisque Pivot a assuré qu'il ne l'inviterait pas dans son émission. L'auteur a eu le sésame de ne pas tomber dans le livre-spectacle. Le travail de démontage auquel il s'est livré, sans apporter de révélations fracassantes, rassemble des éléments jusqu'ici dispersés : listes d'auteurs invités le plus fréquemment (Max Gallo et Jean d'Ormesson en tête), statistiques par éditeur (hors d'un avantage à Grasset, les autres maisons sont traitées équitablement) et par genre (l'histoire et surtout les documents sont largement préférés ; la bande dessinée, la science-fiction et la poésie, en revanche, ne sort guère à l'honneur). Enfin, les taux d'écoute confirment le tassement de l'émission depuis 1984, après la période faste 1981-1984.

Généralement mesuré dans l'ironie et l'irrévérence, Brasey aurait dû

le rester en parlant des absents d'Apostrophes, taxés de passés : Michaux ou Becker, Char ou Blanchot (un absent omis) défendant ou ont défendu en fait bien autre chose qu'une conception révolue. Leur dédain à l'égard d'un jeu médiatique dans lequel la littérature n'est qu'une mise parmi d'autres mérite plus de respect.

PATRICK KECHICHIAN.
★ L'EFFET PIVOT, d'Edouard Brasey, Ramsay, 372 p., 99 F.

La deuxième sélection Goncourt

Le jury Goncourt vient de publier sa deuxième liste de sélectionnés. Dix titres restent en compétition, parmi lesquels *Le Girafe*, de Marie Nijm, qui fait ainsi son apparition au milieu des appels.

Christiane Baroque : *L'Hiver de beauté* (Gallimard) ; Tahar Ben Jelloun : *La Nuit sacrée* (Le Seuil) ; Marie Cardinal : *Les Grands Désordres* (Grasset) ; Guy Hocquenghem : *Eve* (Albin Michel) ; Marie Nijm : *Le Girafe* (Gallimard) ; Angelo Rinaldi : *Les Roses de Plaine* (Gallimard) ; Jean-Marie Rouart : *Le Cavalier blessé* (Grasset) ; Nicolas Sautrey : *Chevalerie du soir* (Le Seuil) ; Denis Tillinac : *Maisons de famille* (Robert Laffont) ; Ya Ding : *Le Sorgho rouge* (Stock).

Jean-Loup Bemanos
Luc Balbont



Bemanos aujourd'hui

Après la
Palme d'Or à Cannes
du film
« Sous le Soleil de Satan »
et pour le centenaire de
BERNANOS,
le journal d'une vie
qui ne cesse de se donner.

180 p. 98 F

nouvelle cité, paris

LETTRE INTERNATIONALE n° 14 EN KIOSQUES

14-15, rue des Petits Hôtels, 75010 Paris, Tel. (1) 42 73 63 43 - FRANCE

Rébus de la Renaissance

Des images qui parlent

Vol. 1 Histoire du Rébus par Jean-Claude MARGOLIN
Vol. 2 Rébus de Picardie par Jean CEARD
Deux volumes 20 x 21 totalisant 848 pages, nombreuses illustrations 810 FF.

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur.

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

LA VIE DU LIVRE

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE
HISPANIQUE ET LATINO-AMÉRICAINE
Centre Toulousain
A VENDRE
C.A. : 180 000 F/50 m²
Prix : 150 000 F
(+ stock à négocier)
Possibilité logement
Ecrire « Le Monde »
publicité n° 10240, 5, rue de
Montessuy, 75007 Paris, qui
transmettra

VENDEZ TOUTE L'ANNÉE
LIVRES, DISQUES
SACELP, société d'achat
de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'Ecole-de-Médecine
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris
M° Odéon - RER Luxembourg

Geneviève BRISAC



Les filles


roman

Avec des phrases rapides, Brisac a su percer l'impenétrable coquille des douleurs, des vengances, et des fantasmes enfantins.

Jérôme Garcin / L'Événement du jeudi

GALLIMARD. nrf

TAHAR BEN JELLOUN



TAHAR BEN JELLOUN
La nuit sacrée
ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

79 F

C'est un roman d'initiation grave et tendre, un beau chant de grâce aussi en l'honneur de la femme.
Pierre Lepape / Le Monde

Un fabuleux poème d'ombre et de lumière.
Michèle Gazier / Télérama

Toute la beauté, toute la puissance envoûtante du roman est là : un hymne à la nuit intérieure.
André Clavel / L'Événement du jeudi

La poésie méticuleuse de Ben Jelloun a toujours quelque chose de magique et son imagination sans bornes est ordonnée comme les vieux mythes.
Dominique Durand / Le Canard enchaîné

Décidément, chaque livre de Ben Jelloun semble approfondir tous les précédents. C'est le propre d'une œuvre.
A. Brincourt / Le Figaro

Un grand roman.
Michel Caffier / L'Est républicain

... Sa prodigieuse habileté à jouer de tous les registres et de tous les tons, à passer du rêve à la réalité.
Pierre Démeron / Marie Claire

Un hymne à l'amour. Bouleversant.
J. Vignes / Jeune Afrique

Ce livre-poème, étrange, nous fait songer et frémir, oublier et craindre à la fois le monde qui nous entoure.
Nicole Casanova / Le Quotidien de Paris

Editions du Seuil

هكذا من الراحل

ROMANS POLICIERS

Grenoble en noir

Durant une semaine, la ville olympique accueille le 9^e Festival du roman et du film noirs.

DEPUIS le lundi 12 octobre, Grenoble, le temps d'un festival, est devenue « la capitale du crime ». La ville, son maire Alain Carignon en tête, jusqu'au dimanche 18 octobre, le 9^e Festival international du roman et du film noirs, prenant la succession de Reims où s'étaient déroulées les huit précédentes éditions. Points d'orgue, ce week-end, de la manifestation : l'arrivée, vendredi, d'un train « noir » spécial amenant de Paris les invités, et l'ouverture officielle, dans un Palais des sports entièrement aménagé pour la circonstance (des décors de théâtre recréant « Une ville, la nuit », avec ses rues, ses quartiers, ses immeubles), du plus vaste salon du livre policier français et étranger jamais organisé.

Grenoble en noir, c'est la présence d'une quarantaine d'éditeurs — de Gallimard à l'allemand Rowohlt, des Presses de la cité à l'italien Mondadori, d'une cinquantaine d'auteurs français — Daeninckx, Magnan, Amila, Réouven, Belletto, mais aussi Daniel Pennac et François Guérif dont on lira les portraits ci-dessous —, d'une trentaine d'auteurs étrangers — de l'Espagnol Montalban à l'Américain Charyn, de l'Ecosais McIlvanney au Japonais Matsumoto, du Soviétique Semionov à l'Allemand-ky, d'une vingtaine d'auteurs de bandes dessinées — de Tardi à Loustal, de Claeys à Giardino. Même l'inspecteur Hutch — sans Starkey — et l'inspecteur Derrick, vedettes de télévision, seront, en chair et en os, de la fête.

Grenoble en noir, c'est aussi une impressionnante série de débats qui permettront de faire un panorama des littératures policières allemande, italienne,

anglaise, américaine, suédoise, soviétique, japonaise. On débatera encore des problèmes de traduction, du polar pour la jeunesse ou de la signification du fait divers en présence d'avocats, de journalistes, de magistrats. Même René La Canne, le célèbre ex-truand, en sera.

Grenoble en noir, c'est enfin des animations permanentes qui toucheront tous les arts : expositions photos de Raymond Depardon et Peter Marlow ; projections TV et vidéo ; cinéma, avec une avant-première du dernier Chabrol, *Le Cri du hibou* ; théâtre, musique, bande dessinée. Même la mode sera représentée, les lauréats d'un concours de créateurs habillant les quarante hôtes du Festival...

Au total, après avoir engagé un budget de plus de 3 millions de francs — dont un tiers est supporté par la ville et un quart par des sponsors, une marque de whisky — stéréotype du genre oblige ! — en tête, les organisateurs attendent un minimum de trente mille visiteurs.



Centre de la Série noire : Pory, Cook, Daninckx et Pennac. Ils seront tous à Grenoble.

UN AUTEUR

Daniel Pennac entre les fées et les flics

VEUT-ON une preuve de la capacité du roman policier à intégrer, en dépit des contraintes qui lui sont propres, d'innombrables variations ? On pourrait citer Chester Himes et son Harlem de légendes, Donald Westlake et son humour trépidant, le Charles Williams de *Fantasia chez les ploucs* ou encore la poésie de Jérôme Charyn.

En France, un petit cousin leur est né, voici à peine deux ans : Daniel Pennac. Un style qui mêle le baroque aux rigueurs de l'action classique, une atmosphère criminelle et poétique, un héros — Benjamin Malaussène — qui combine solitude et famille nombreuse délaissée : en deux romans seulement — *Au bonheur des ogres* (« Série noire » n° 2004) et *La Fée carabine* (« Série noire » n° 2095) — Pennac a fait irruption, de singulière façon, dans le gotha des auteurs français de romans noirs. Son dernier-né vient d'obtenir un prix aux Vingt-quatre heures du livre du Mans, a raté d'un cheveu le Grand Prix de littérature policière 1987, est en course pour les Trophées 813 et fait l'objet d'une adaptation télévisée par le réalisateur Yves Boisset. Mais pour en arriver là, il a fallu à Pennac bien des détours.

« Le polar, c'est un amour d'adolescence ? »

Daniel Pennac. — Pas du tout. J'ai presque honte de l'avouer, mais je n'ai découvert le genre que très tardivement, à trente-cinq ans passés. Pas vraiment le style Chandler-Hammett des biberons, donc. En fait, sorti de fac, je voulais, d'abord, comme tout bon intellectuel, « faire du sens ». J'ai donc commis un essai sur le service militaire au Seuil, puis deux romans chez Grasset et Lattès. Un vrai succès d'estime, comme on dit : l'un d'entre eux, tiré à 12 000 exemplaires, a dû se vendre aux environs de 300... Ce n'est qu'en 1979, lors d'un voyage au Brésil, qu'en panne de lecture je suis, par hasard, tombé sur un vieux « Série noire » qui traitait. Un nommé Louis Beretti. Un vrai choc : il y avait là un bouquet d'images justes, fortes, denses, efficaces. Qu'un ami me fasse ensuite connaître Chester Himes — un grand Noir court dans la rue, la scène se resserre comme par l'effet d'une caméra et l'on découvre qu'il a un couteau planté à travers la tête — ou les premiers Chases — un bras qui, soudain, jaillit de sous un lit et s'empare de la cheville de l'infamie, — et c'était décidé : moi aussi, je voulais être un producteur d'images.

— C'est le virage vers le polar...

— Doucement, doucement. J'avais un métier à apprendre : raconter des histoires. Et pour ça, rien ne vaut la littérature enfantine. Parce qu'il n'y a pas plus exigeant qu'un gosse comme lecteur. Ou tu l'intéresses immédiatement, ou il ferme le bouquin, c'est fini, il est passé à autre chose. J'ai donc écrit pour les enfants. Avant qu'un pari... enfantin, du genre « T'es pas cap », ne me fasse naturellement passer au roman policier.

— Pourquoi « naturellement » ?

— Au risque de faire hurler certains amateurs, je crois qu'il y a une grande fraternité entre le conte enfantin et le polar. La solitude du héros, la menace, la peur, le décor même : la forêt du Petit Poucet, c'est la ville que, dans le roman noir, on appelle d'ailleurs la jungle. Ajoutons-y la dimension métaphorique — les bottes de sept lieues, c'est comme Lemmy Caution, le héros de Peter Cheney, échantonnant des litres de whisky sans jamais en ressentir les effets — et d'abord, et surtout, la magie. Le conte pratique une magie explicite : une fée arrive et, toc, transforme un type en crocodile. Le polar, lui, pratique une magie implicite qui consiste à mettre un gars dans une situation impossible et à trouver une porte de sortie qui ait l'air plausible. Au lieu d'une fée, ce sont les flics qui arrivent à temps...

— Au bonheur des ogres et la Fée carabine sont des romans pétillants de santé, de fantaisie. Les contraintes obligées du genre n'ont donc pas fonctionné comme des obstacles ?

— Au contraire. Ces nécessités, qu'elles soient thématiques — la mort, — narratives — l'enquête, — psychologiques — une certaine solitude du héros, — c'est la grande force du polar. Pour parodier Sartre, je ne me suis jamais senti aussi libre que dans un genre où les contraintes sont si nombreuses. Le polar confine à la poésie, où ce sont les contraintes qui créent la liberté, l'exaltation. Il y a un grand plaisir à manifester de la liberté, de l'invention, en dépit, à cause des obligations. Elles sont le garde-fou qui évite de sombrer dans la fantaisie pour la fantaisie, ou dans l'introspection nombrilique.

Le rapport est le même entre l'histoire et le style. Si je veux m'intéresser à ce que je raconte, il faut qu'il y ait du style, sinon, ça

m'ennuie. Mais ce n'est pas parce qu'il y a du style que je peux me permettre de négliger l'histoire. Risquons une formule : l'histoire, c'est la politesse du style...

Ainsi va Daniel Pennac, le paradoxe en bandoulière. Pudique et intarissable, la pipe sérieuse et l'œil malicieux, gamin farceur et prof de français dans une institution religieuse. Pennac qui résume le snobisme anti-roman noir, mais tout autant « l'élitisme à rebours de ces romanciers noirs qui se prennent pour les seuls sociologues de notre temps ». Pennac qui a toujours pensé que « ce qui se passait de pire dans le monde, c'était un cauchemar d'enfant », et qui aime par-dessus tout la *Conjuration des imbeciles*, de John Kennedy Toole, « parce qu'il y a là une hilarité monstrueuse qui sent la mort ».

Propos recueillis par BERTRAND AUDUSSE.

Matsumoto, cet inconnu

« Samedi, 18 h 30 : conférence de presse de Seichō Matsumoto, avec réception sous l'égide de l'ambassade du Japon. » Au détour du programme du Festival de Grenoble, l'annonce intrigue. Il n'est pas si courant qu'un auteur de romans policiers mobilise la représentation officielle de son pays. C'est que Matsumoto n'est pas n'importe qui. Du haut d'une œuvre riche de plus d'une centaine de titres, celui que l'on a rapidement surnommé « le Simonon japonais » est, depuis les années 60, une véritable institution pour ses compatriotes.

Jusqu'à cette semaine, Matsumoto demeurait pourtant, pour le lecteur français, un quasi-inconnu. Seul un de ses ouvrages, *Points et lignes*, était paru — traduit de l'anglais — aux éditions du Masque sous le titre *Le Rapide de Tokyo* (1). Saluons donc l'initiative des éditions Picquier, qui publient, aujourd'hui, le *Vase de sable*, avant d'éditer prochainement *Evangeliste noir* et le *Point zéro*.

C'est peu de dire que Matsumoto surprendra ceux pour qui la littérature japonaise est synonyme d'ornithisme flamboyant ou d'intimisme psychologique raffiné. Phrases courtes, sèches, dialogues prosaïques, style minimaliste — que la traduction respecte, semble-t-il, à l'extrême, — voilà le *Vase de sable*, un beau titre pour une enquête qui longtemps semble s'enliser et va entraîner l'inspecteur Eitaro Imanishi aux quatre coins du Japon, à la recherche de l'assassin d'un viell

homme sans histoire. Muni de rares indices — un homme avec un drôle d'accoutrement fait dans un bar en compagnie de la victime quelques heures avant le meurtre, une servante s'entend un mot mystérieux « Kameda », — Imanishi déroule patiemment le mince fil que le hasard lui a accordé, accumulant, peu à peu, les indices jusqu'à confondre le coupable dans une grande scène d'explication finale.

Le lecteur friand de mystère se sentira donc en terrain connu, celui du roman d'énigme, assorti d'une — légère — critique sociale. Le lecteur friand d'exotisme aura droit à quelques instantanés sur un Japon moderne, mais encore marqué par la guerre — le roman date de 1961, — où se côtoient, an s'ignorant, jeunes artistes d'avant-garde, volontiers abscons, et paysans pauvres. Le dépaysement sera pourtant limité : le style dépouillé de Matsumoto, son refus obstiné de tout effet le conduit à gommer largement odeurs, sensations, couleurs, au risque que le détachement de l'auteur suscite chez le lecteur — occidental ? — un sentiment de malaise devant tant d'apparente froideur. Les fleurs, il est vrai, ne poussent pas dans les vases de sable...

★ LE VASE DE SABLE, de Seichō Matsumoto, traduit du japonais par Rose-Marie Fayolle, éditions Picquier, 224 p., 80 F.

(1) Le Masque, n° 1695.

UNE COLLECTION

La croisade de François Guérif

IMPOSSIBLE, si l'on est amateur de romans ou de films noirs, de ne pas avoir entendu parler un jour ou l'autre, de François Guérif. Auteur de biographies d'acteurs et de sommes spécialisées comme *Le Film noir américain* ou *Le Cinéma policier français* (1), traducteur, libraire, directeur de collections, animateur de feu la revue *Polar* (2), cet homme-là est un passionné, un vrai. De ceux qui n'hésitent pas à se transformer en détective, en entomologiste, pour faire découvrir les œuvres méconnues. De ceux qui, pour l'amour du genre, ne comptent ni leur temps ni — souvent — leur argent. De ceux, en somme, qui ne vivent pas « du » polar, mais « pour » le polar.

Depuis avril 1986, François Guérif est directeur de la collection « Rivages/noir », qu'il a créée aux éditions Rivages. En dix-huit mois, il en a fait l'une des toutes meilleures sur le marché, et vient d'ailleurs d'obtenir le Grand Prix de littérature policière — catégorie étranger — pour *Là où dansent les morts*, de Tony Hillerman. Une distinction qui récompense aussi une sacrée persévérance.

Car Guérif revient de loin. Avant « Rivages/noir », il a dirigé ou codirigé « Red Label », « Fayard/noir », « Engrénage international ». Autant de collections qui sont, aujourd'hui, mortes et enterrées au grand cimetière de l'édition policière. S'il n'en a pas conçu trop d'amertume, Guérif dresse un constat : « Les éditeurs sont trop impatient. Il faut du temps pour constituer une bonne collection, dans le policier comme ailleurs. Ce n'est que passé un certain cap, vers le vingt-cinquième ou trentième bouquin, que chaque nouveau livre tire les précédents et que tous les titres peuvent continuer leur vie. Et puis, un directeur de collection a besoin d'être soutenu,

encouragé, il veut que ses choix soient discutés. Or je crois que c'est la première fois, chez « Rivages/noir », que l'éditeur lit les livres que je lui propose... »

Guérif dénonce également le « suivisme », le refus de prendre des risques. Un livre comme le *Polar français* (1), traducteur, libraire, directeur de collections, animateur de feu la revue *Polar* (2), cet homme-là est un passionné, un vrai. De ceux qui n'hésitent pas à se transformer en détective, en entomologiste, pour faire découvrir les œuvres méconnues. De ceux qui, pour l'amour du genre, ne comptent ni leur temps ni — souvent — leur argent. De ceux, en somme, qui ne vivent pas « du » polar, mais « pour » le polar.

Comme les vainqueurs de western

Guérif a ainsi calculé que vingt-trois des vingt-cinq titres de la « Red Label » avaient été réédités ailleurs. Et il se souvient aussi que « le soir, on pressait, de la mort d'Engrénage international », les agents se battaient au téléphone pour acheter les droits des *Watering, Thompson*, etc. Ils se partageaient le cadavre encore chaud comme les vainqueurs de western ! ». Exemple inverse, mais tout aussi significatif : « J'avais fait traduire la Lune dans le caniveau, de Goodis, pour « Red Label » ; mais l'éditeur a disparu avant que le livre ne soit publié. Pendant six mois, j'ai fait le tour des maisons d'édition ; personne n'en voulait. J'ai vraiment vu le moment où j'allais payer le traducteur de ma poche ! »

Autre oblique guérifienne : la standardisation. Lui qui prêche pour un absolu respect de l'œuvre et de l'auteur à un jour découvert, par hasard, en feuilletant un lot que lui apportait un client de sa librairie, que pour *Midi sonné*, de John D. MacDonald, la traduction française commençait directement au deuxième chapitre !

Des anecdotes de ce genre, Guérif en a à revendre. Elles l'ont, en tout cas, encouragé à prendre l'exact contrepied de ces mœurs. Parmi la trentaine de titres qui figurent aujourd'hui au catalogue de « Rivages/noir », les deux tiers sont des inédits, en traduction intégrale. Au prix, parfois, d'un labeur de bénédictin, doublé de la ruse d'un Sioux. Faute d'exemplaires originaux — même l'éditeur américain n'en disposait pas — la plupart des Goodis traduits par François Guérif l'ont été sur photocopies. Et les admirateurs de Jim Thompson ne doivent à la traduction d'*Obsession* qu'à quelque GI impécunieux revendant aux puces un exemplaire qui portait encore le tampon de sa garnison en Europe !

N'importe. « Rivages/noir » et Guérif sont bien décidés à poursuivre dans la voie qu'ils se sont fixée. Et les prochaines livraisons ont de quoi faire rêver plus d'un festivalier : encore un recueil goodisien, hélas ! sans doute le dernier — des nouvelles rassemblées sous le titre de *Beauté bleue*, — trois William Burnett, deux Joseph Hansen, deux James Ellroy et, last but not least, un Peter Corris, qu'on surnomme, paraît-il, aux antipodes, « le Chandler australien ». Et dire, soupire Guérif, un brin goguenard, qu'il est des éditeurs pour se plaindre de ne savoir quoi publier...

B. A.

(1) Editions Henry Veyrier.
(2) Qui d'ailleurs, François Guérif dit, ramène de ses courses dans les premiers mois de l'année prochaine.

Une invitation contestée...

Au printemps dernier, alors que le festival commençait à prendre tournure, Jean-François Vilar, écrivain, président de l'Association des amis de la littérature policière — alias 813, — était officiellement présenté comme le vice-président de la manifestation. A l'automne, si l'association 813 est bien toujours là, soit Vilar, qui ne figure plus sur aucun document. C'est que, entre-temps, il y a eu, entre autres critiques sur l'organisation du festival, l'affaire ADG.

ADG, pseudonyme d'Alain Fournier, c'est, pour les amateurs, un auteur de polars connus, qui a signé plusieurs ouvrages dans la Série noire. Mais ADG, c'est aussi, de notoriété publique, un militant d'extrême droite, ex-chroniqueur à *Minute*, qui n'a jamais caché ses sympathies pour les amis de Jean-Marie Le Pen. La fiction, dans le cas d'ADG, rejoint d'ailleurs la réalité : dans son dernier roman, *Joujou sur un caillou* (Série noire n° 2 089), il prend pour prétexte d'une intrigue policière l'assassinat, en 1981, du leader de l'Union calédonienne — indépendantiste, — Pierre Declercq et démarque, pour l'expliquer, les thèses des caloches les plus ultras.

Quand Jean-François Vilar a appris que Grenoble-Polar envisageait d'inviter officiellement ADG pour le festival, il s'y est immédiatement opposé, considérant que, « si les amis de la littérature policière n'avaient pas vocation à faire de la politique, ils avaient, comme les médecins ou les historiens dans leurs associations, à faire barrage aux incursions de la droite la plus extrême » et que, « au regard d'un débat général tout à fait actuel », il était évident pour lui que « l'amour du noir s'arrête là où commence... le brun ».

Réponse de Grenoble-Polar : « Pour les invitations au festival, nous n'avons pas suivi d'autre critère que littéraire. Nous n'avons pas à tenir compte de l'appartenance politique de tel ou tel. » L'invitation officielle faite à ADG a été maintenue. Jean-François Vilar a démissionné de la présidence de 813. Un point de détail ?

B. A.

● ENQUÊTE

Les grandes manœuvres de l'édition

Le choc des géants : Hachette, les Presses de la Cité et Larousse se partagent désormais 80 % du chiffre d'affaires du livre

(Suite de la première page.)

Certes, le phénomène des concentrations n'est pas nouveau dans le secteur de l'édition. Il y a longtemps déjà qu'autour d'Hachette et des Presses de la Cité se sont regroupées des maisons souvent anciennes et prestigieuses. Mais désormais trois groupes, qui sont eux-mêmes contrôlés par des sociétés pour qui l'édition n'est qu'une branche d'activité financièrement secondaire, réalisent 80 % du chiffre d'affaires de l'édition française. Avec ses 2,9 milliards de chiffre d'affaires, le géant Hachette-Livre ne passe qu'un cinquième du groupe de Jean-Luc Lagardère. La Générale occidentale, qui contrôle notamment les Presses de la Cité (2,5 milliards de chiffre d'affaires), est la propriété, depuis le mois de juillet dernier, de la Compagnie générale d'électronique (30,9 milliards de chiffre d'affaires). Quant au groupe Larousse-Nathan (1,9 milliard de chiffre d'affaires), il appartient à CEP-Communication, groupe de presse et d'édition contrôlé par l'agence Havas (11,5 milliards de chiffre d'affaires).

Quand on sait qu'un éditeur français moyen passe financièrement autant qu'un supermarché ordinaire, on comprend qu'une mutation est en train de se produire dont on ne mesure pas encore tous les effets sur l'industrie du livre et sur notre culture. D'autant qu'aucun des membres de la « bande des trois » n'a l'intention de limiter ses ambitions à ses frontières actuelles. Le récent passage de Gérard de Villiers — créateur de SAS et fleuron doré des éditions Plon (Presses de la Cité) — dans le giron d'Hachette n'est sans doute que le premier épisode d'une bataille sauvage dont les éditeurs moins fortunés risquent de faire les frais.

Le groupe des Presses de la Cité, ceinture pour l'instant le devant de la scène. Créées en 1942 par Sven Nielsen, les Presses ont vécu jusqu'à ces dernières années à l'abri des soubresauts. Plon, Julliard, Perrin, GP Rougemont et Or, Christian Bourgois, 10/18, Le Rocher, Garnier, le groupe Bords, sont venus, au fil des ans, grossir les rangs de la maison de la rue Garancière, qui doit néanmoins l'essentiel de sa prospérité (178 millions de francs de bénéfice net consolidé en 1986) à Franco-Loisirs, le club de vente de livres par correspondance détenu à 50 % par les Presses, l'autre moitié appartenant au géant allemand Bertelsmann. Franco-Loisirs a réalisé 2,3 milliards de chiffre d'affaires, l'an dernier, et dégagé un bénéfice net de près de 300 millions de francs.

L'image d'un ogre

Il était fatal qu'à la longue cette richesse tranquille suscite des convoitises. D'autant que toutes les potentialités du groupe ne paraissent pas épuisées et qu'il semblait possible de réactiver certains secteurs éditoriaux passablement ensommeillés. C'est M. De Benedetti qui a déclenché l'offensive boursière en 1986, avant d'être coiffé sur le poteau par Sir James Goldsmith et la Générale occidentale, qui rachetaient 58,72 % du capital des Presses, la Cerus de De Benedetti et le groupe Pechelbronn, Worms et Cie en obtenant chacun 11,25 %. Enfin, le 28 juillet dernier, M. Goldsmith annonçait qu'il avait vendu la majorité des parts de la Générale occidentale à la CGE, le groupe de presse L'Express entrant désormais dans le groupe des Presses de la Cité.

Ces rapides modifications du capital se sont accompagnées d'un changement des dirigeants. M. Ambroise Roux, ancien président de la CGE, prendra en novembre prochain la présidence de la Générale occidentale. A la tête des Presses de la Cité, M. Bruno Rohmer, venu d'Havas et de CEP-Communication, remplace M. Christian Nielson, le fils du fondateur des Presses. M. Jean-Manuel Bourgois, jusqu'à présent président-directeur général des éditions Bords, a été nommé directeur général du groupe éditorial.

Celui-ci a été immédiatement réorganisé, et les Presses ont affiché sans plus attendre leurs nouvelles ambitions, en rachetant les

éditions Olivier Orban et en se portant acquéreur, à parité avec leur partenaire privilégié Bertelsmann, de deux clubs de livres britanniques, Book Club Association (1,8 million d'adhérents) et Leisure Circle. Cette acquisition est d'ailleurs actuellement bloquée pour examen par la Commission des monopoles britanniques, qui s'inquiète surtout, semble-t-il, du rôle grandissant joué par Bertelsmann dans le commerce du livre au Royaume-Uni.

Mais les dirigeants des Presses ne comptent pas seulement sur le développement international pour montrer leur nouveau dynamisme. D'entrée, ils ont clamé haut et fort qu'il allait falloir désormais compter avec eux et qu'ils étaient décidés à « jouer dans la cour des grands ». Un peu trop haut et un peu trop fort, peut-être : l'image s'est vite répandue dans le petit monde de l'édition d'un ogre des Presses venant, le carnet de chèques entre les dents, faire monter les enchères et raffer les plus beaux morceaux à la table des marchandages internationaux.

La réalité est plus modeste, heureusement. Au grand marché de Francfort, lieu de rendez-vous

duit également par quelques « coups » qui introduisent dans la littérature des habitudes que l'on croyait jusqu'à présent réservées au football et à la télévision privatisée. Avec pour objectif, fort loisible, de montrer que sa maison d'édition pouvait désormais rivaliser avec les plus grands dans le domaine de la littérature française vivante, Christian Bourgois a pris sous contrat François Sagan... pour 4 millions de francs, au moins. Même opération de transfert pour Yann Queffelec, ancien, lui aussi, de l'Écureuil Gallimard, en direction de Julliard cette fois, destiné, dans le groupe, à devenir le pôle de littérature grand public. Bourgois occupant le créneau du plus haut de gamme. Montant du contrat : 2 millions de francs. Et les dirigeants des Presses n'ont pas l'intention d'en rester là, dans leur désir de relever l'image de marque de leurs différentes maisons.

Mais qui peut suivre de telles offres ? Actuellement, les à-valoir versés par les éditeurs à leurs auteurs littéraires les mieux vendus se situent, en général, dans une fourchette comprise entre 200 000 francs et 500 000 francs. Si le syndrome Sagan atteint

200 millions de dollars. Objectif avoué : l'acquisition de maisons d'édition dans les pays anglophones et hispanophones. Hachette a déjà été candidat au rachat de Doubleday et de Harper & Row et désire tripler dans les trois ans son chiffre d'affaires à l'étranger pour qu'il atteigne 30 % du chiffre du groupe « livre ».

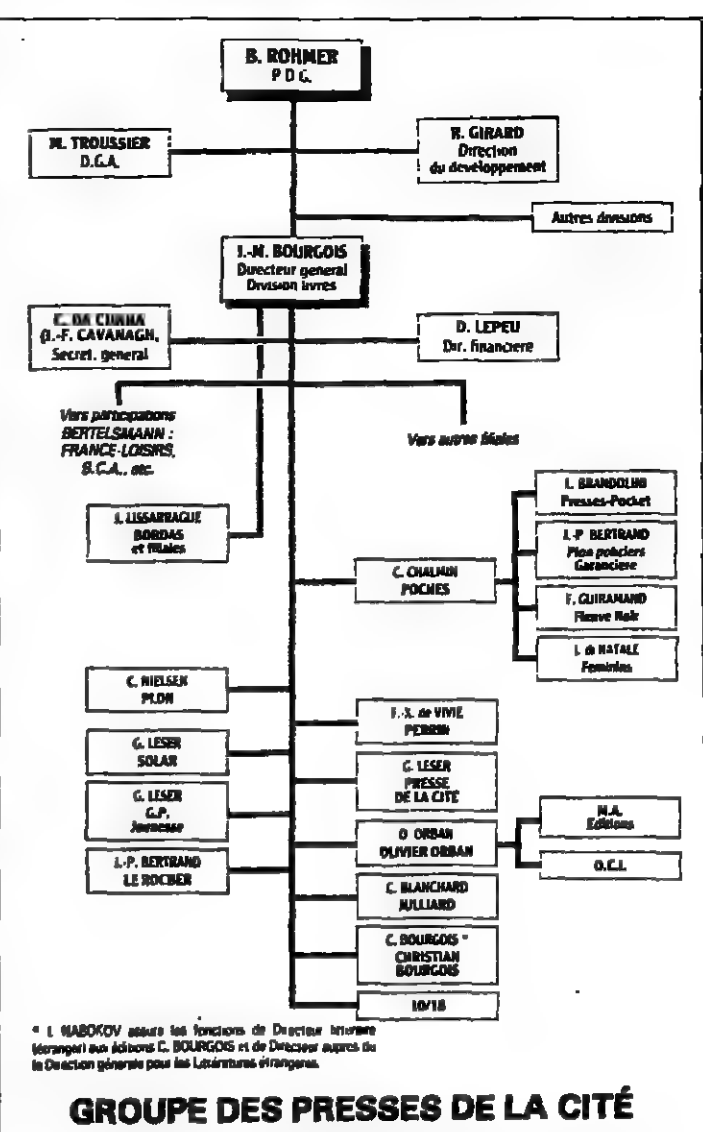
Lutter à armes égales avec l'étranger

Discrets, les dirigeants de la CEP se contentent d'affirmer : « Dans le domaine de la croissance externe, nous serons amenés à surprendre au cours des prochains mois et des prochaines années », sans préciser davantage leurs intentions, sinon que leur chiffre d'affaires réalisé à l'étranger doit atteindre de 30 % à 40 % du total avant cinq ans.

Quant aux Presses, on a vu, déjà, que leurs nouveaux dirigeants ont rompu avec la tradition maison, qui était réticente face aux investissements à l'étranger. S'il est finalement accepté par les autorités britanniques, le rachat de Book Club Association et de Leisure Circle sera certainement suivi par d'autres achats de clubs à l'étranger, toujours en association avec Bertelsmann.

On peut certes se réjouir de voir l'édition française, jusqu'à présent très repliée sur l'hexagone, se doter de structures et d'ambitions internationales et essayer de lutter à armes égales avec les plus grands groupes de communication allemands ou anglo-saxons. Il est même probable que, comme le souligne Yves Sabouret, vice-président du groupe Hachette, la concentration de l'édition est « un phénomène inéluctable. Le secteur de la communication a besoin de capitaux de plus en plus importants. La diversification des risques et l'évolution logique vers des stratégies multimedias impliquent des surfaces financières croissantes ». Il demeure que, appliqué à une industrie culturelle dont l'équilibre est de plus en plus fragile, ce phénomène risque de provoquer, ce terme la disparition, par asphyxie ou par rachat, de ce tissu de maisons indépendantes grâce auquel se sont développées non seulement notre littérature, mais aussi l'édition scientifique, technique et universitaire.

Est-ce faire preuve de pessimisme que de s'en inquiéter ? Qu'importe, après tout, aux lecteurs de maisons indépendantes qu'un livre soit édité par un puissant groupe multimedias international ou par une antique entreprise familiale, si ce livre existe, si tous les livres peuvent exister ? Plus : un éditeur qui dispose de capitaux importants peut prendre le risque commercial de publier certains ouvrages, risque



GROUPE DES PRESSES DE LA CITÉ

souvent interdit à des maisons dont l'équilibre est plus précaire. Si Christian Bourgois, dont les qualités d'éditeur sont reconnues de tous, dispose aujourd'hui de moyens à la hauteur de son talent, qui s'en plaindra ?

Quelques fringants jeunes gens

Cet optimisme industriel exige pourtant plus que des nuances. D'abord parce que la logique des finances ne sera jamais tout à fait celle qui inspire les éditeurs — même si ceux-ci ont dû apprendre ces dernières années les rudiments de la gestion. Les éditeurs parlent de livres, d'auteurs, de libraires, de lecteurs. Les autres pensent marché, impact, force de vente, synergie, taux de rotation. Entre ces deux manières de voir, il y a un fossé dans lequel bien des livres risquent de disparaître. Il suffirait de voir évoluer, à Francfort, quelques fringants jeunes gens à l'attache-case, les ententes vanter les mérites de « produits » qu'ils n'avaient évidemment pas lus pour éprouver un frisson de crainte prospective : si certains

livres se vendent mal, ces champions de la rationalité économique n'hésiteront pas à trancher dans le vif, quitte à faire fabriquer et à vendre comme des lessives des « produits » qui plaisent.

Fragilisées par une concurrence trop inégale, affaiblies par la crise, les PME de l'édition française sont également des proies rêvées pour les « raiders » : on achète pour une bouchée de pain un éditeur en difficulté, on « dégraisse », c'est-à-dire qu'on élimine tout ce qui n'est pas immédiatement rentable, la création par exemple, et l'on revend à bon prix une entreprise qui, enfin, « fait du résultat », mais qui a également perdu son âme.

Enfin, et ce n'est pas le moins important pour les consommateurs que nous sommes, l'industrie du livre français repose sur un équilibre — précaire, tendu, souvent conflictuel mais néanmoins réel — entre les éditeurs et les libraires, condamnés à composer et à s'entendre. Que cet équilibre soit rompu par la disparition des éditeurs petits ou moyens, et la distribution du livre restera entre les seules mains des groupes éditoriaux, qui pourront alors imposer leurs conditions sans résistance possible.

Entre l'optimisme des uns et les scénarios-catastrophes des autres, la réalité de demain prendra certainement des couleurs moins tranchées. Des regroupements s'opéreront probablement entre des éditeurs de taille moyenne ; d'autres parviendront à survivre en s'adaptant au nouveau paysage, ou en occupant un créneau non convoité. Il se peut aussi que, tout simplement, la qualité continue de payer, que des auteurs demeurent fidèles à leur maison, pour la seule raison qu'ils s'y sentent bien, que la création soit assez puissante pour qu'il y ait place pour tout le monde. On peut rêver...

Ce qui n'est pas du domaine du rêve, ce sont les concentrations qui ont déjà eu lieu cette année : Armand Colin passé sous le contrôle de Masson ; Bédigis — Editions universitaires, Gamma, Descartes et Co, Signe de piste, — passé sous le contrôle de Media Participation, qui a également racheté Fleurus, Le Lombard, et pris une participation importante dans Dargaud ; Herscher racheté par Belin ; Futuropolis devenu une filiale de Gallimard ; Interéditions intégré au groupe L'Expansion ; Medis, l'éditeur médical, vendu au groupe américain McGraw-Hill. On peut parier que, la crise aidant, la liste sera plus longue en 1988, beaucoup plus longue.

PIERRE LEPAPE.



CARONAT.

annuel de l'édition mondiale, les Presses de la Cité se sont certes montrées beaucoup plus actives que les années précédentes. Leurs dirigeants ont tenu à marquer leur présence sur la scène internationale en réunissant le 7 octobre, pour un grand dîner, les quatre-vingts éditeurs les plus importants du monde, et Ivan Nabokov, nouveau directeur littéraire des éditions Christian Bourgois et conseiller du groupe pour l'ensemble de la littérature étrangère, a pu négocier quelques achats prestigieux de droits étrangers. Mais rien d'écroulant.

Il n'empêche : Bruno Rohmer, Jean-Manuel Bourgois ou son frère Christian peuvent répercuter qu'ils désirent simplement que des maisons aux marques aussi glorieuses que Plon ou Julliard retrouvent leur lustre et leur réputation d'autan. Ils suscitent chez leurs collègues cette manière de jalousie, mêlée de dévotion, qui s'attache aux nouveaux riches. Dans une profession traditionnellement familiale, où l'on cultive les valeurs bourgeoises de discrétion et de modestie jusqu'à l'excès, leur appétit affiché choque au moins autant qu'il fait peur.

Les meurs du football

Il est vrai qu'on a assisté, cette année à Francfort, à quelques enchères assez extravagantes pour l'acquisition de droits étrangers, notamment américains. Certains livres ont été achetés 150 000 dollars ou 200 000 dollars, soit bien au-dessus de leur potentiel raisonnable de rentabilité. Le flux financier qui semble couler dans les veines de certains éditeurs français a poussé les vendeurs étrangers à pratiquer des tarifs nettement inflationnistes. Pour ne pas revenir de Francfort les mains vides, des maisons moyennes ont dû participer à des enchères au-dessus de leurs moyens. C'est le genre de bluff qu'on ne peut pas pratiquer longtemps sans risquer la ruine.

De la même façon, mais pour des auteurs et des livres français cette fois, la volonté de reconquête des Presses de la Cité se tra-

l'ensemble des écrivains de renom, les éditeurs n'auront plus le choix qu'entre verser à des auteurs des avances prohibitives ou les voir partir vers des établissements plus dorés. Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est la santé, voire la survie de leur entreprise, qui se trouvera compromise.

Une stratégie internationale

Mais les effets de cette nouvelle politique ne touchent pas seulement le recrutement des auteurs. Aux Presses, comme chez Hachette, comme dans le groupe Larousse-Nathan, on est bien décidé à produire un peu moins de livres peut-être, mais à accroître leur impact commercial par des campagnes de publicité et de promotion, et par le développement de la force de vente. Rien de plus légitime, sans doute, mais, là encore, qui pourra lutter, et avec quelles armes ? M. Jean Gattigou, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture, a certes obtenu gain de cause dans le combat qu'il menait contre l'introduction de la publicité éditoriale à la télévision, publicité qui aurait été trop coûteuse pour n'être pas réservée aux seuls best-sellers des « riches », accentuant, du même coup, les déséquilibres de la concurrence. Mais cette mesure défensive ne suffit pas à apaiser les craintes des éditeurs, petits et moyens.

D'autant que ces éditeurs doivent se battre, pour l'essentiel, sur un marché français déficient, malade, alors que la « bande des trois » est engagée dans une stratégie internationale qui lui permet, à tout le moins, de diversifier les risques.

Un numéro récent de *Livres Hebdo*, le journal professionnel de l'édition et de la librairie, a publié une enquête très complète sur la « politique étrangère » des trois groupes. Au cours des derniers mois, Hachette a acquis 10 % du capital du groupe italien Rizzoli-Corriere della Sera et a signé avec un consortium de cinq banques, dirigé par le Crédit Lyonnais et la Chase Manhattan Bank, un contrat portant sur un crédit à options multiples d'un montant de

un film, un livre

Louis MALLE

Au revoir, les enfants

GALLIMARD *rnf*

هكذا من الاصل

● HISTOIRE

Livres au pilori

Un ouvrage et une exposition du Centre Georges-Pompidou font l'inventaire des censures.

JANVIER 1535 : rendu furieux par l'apposition, trois mois auparavant, de placards violemment hostiles à la messe catholique sur les murs de Paris et, dit-on, de son propre appartement, François I^{er} interdit purement et simplement toute nouvelle impression de livres dans le royaume. Quelques semaines plus tard, il revient sur sa décision mais soumet à un strict contrôle toutes les demandes des imprimeurs, promettant la potence aux contrevenants. Août 1830 : l'article VII de la Charte constitutionnelle proclame : « Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois ; la censure ne peut être jamais rétablie ». On sait que, du Second Empire à l'Occupation, il n'en fut pas tout à fait ainsi.

C'est entre ces deux attitudes extrêmes (l'absolue prohibition et la liberté entière) que se placent les modes de surveillance de l'écrit dont *Censures* fait l'inventaire. Accompagnant une exposition présentée par la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou, introduit par Robert Badinter, rythmé par les livres brûlés et bannis de William Bussy, l'ouvrage rassemble dix-sept textes qui croisent les temps et les lieux. Ses maîtres d'œuvre, Martine Poulain et Françoise Serre, n'ont visé ni l'exhaustif ni le didactique : leur parti a été d'illustrer par des cas spécifiques, pris çà et là, sans ordonnancement chronologique, les différentes pratiques, lourdes ou discrètes, exhibées ou secrètes, imposées ou inculquées, qui ont constitué une véritable police des textes.

Une lecture historique sensible, aux évolutions troussées, tout compte à cet entremêlement des situations. Dans les sociétés d'Ancien Régime, deux principes fondent la censure des livres : d'une part, l'autorisation préalable qui oblige le libraire ou l'imprimeur à soumettre les textes qu'il entend éditer au jugement des censeurs d'Eglise ou d'Etat ; d'autre part, l'interdiction, qui conduit la Sorbonne, dès 1544, puis la papauté, en 1559, à dresser des index des livres déjà publiés qui doivent être soustraits à la lecture, donc confisqués et détruits.

Avec hésitations et repentirs, le dix-neuvième siècle démantèle la censure d'Ancien Régime, ren-

voyant à l'instance judiciaire la poursuite et l'éventuelle condamnation des auteurs et éditeurs d'ouvrages tenus pour délictueux. C'est le cas en 1857 de Flaubert, Laurent-Pichat et Pilet, tous trois accusés par le ministère public d'outrage à la morale publique et religieuse pour avoir écrit et publié *Madame Bovary* dans la *Revue de Paris*. Mais les habitudes anciennes ne s'effacent pas aisément : longtemps, la presse, le théâtre, l'estampe demeureront soumis à l'autorisation préalable, donc à une censure étatique exercée de façon préventive. Et, sous l'Occupation, les listes Otto et les autorisations d'imprimer, via le contingentement du papier, rétabliront un temps un féroce contrôle sur la production imprimée.

Avec la liberté de publier néanmoins conquise, les procédures de tri, de contrainte et d'exclusion se déplacent. Plusieurs auteurs en démontrent les mécanismes neufs : ainsi le filtrage des lectures institué par l'exercice et le canon scolaires ou par les choix obligés des bibliothécaires, ainsi l'autocensure subtile qui permet de sauver les apparences en toute connivence avec le lecteur averti (à suivre Jacques Collard, Balzac était un maître dans l'art délicat de camoufler les crues réalités du sexe) ; ainsi l'extension de la définition de l'outrage aux bonnes mœurs, arrachée par les ligues de moralité à la Belle Epoque. Les us et abus de la saisie administrative, généralement sans inculpation ni procès ultérieurs, complètent la panoplie pendant la guerre d'Algérie.

Un livre intelligent donc, joliment illustré, doté d'utiles annexes (une anthologie de documents, une chronologie, une liste de livres qui furent interdits à un moment ou à un autre). Un motif de perplexité toutefois : le texte de Jacques Ellul où, par un retournement non sans audace, l'Afrique du Sud, qui pratique de l'interdit les formes les moins euphémisées, est présentée comme la victime d'une censure par conformité d'opinion dans les médias français d'aujourd'hui...

ROGER CHARTIER.

★ CENSURES DE LA BIBLE AUX « LARMES D'EROS ». Bibliothèque publique d'information, Centre Georges-Pompidou, 1987, 219 p., 220 F. Exposition du 14 octobre au 11 janvier 1988.

LE LIVRE DES LIVRES



(nouvelle édition)

Ouvrage de référence pour tous les amateurs de littérature, trésor de connaissances pour le curieux et le passionné, instrument de travail indispensable pour le chercheur et l'étudiant, *LE DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES DE LANGUE FRANÇAISE* propose un panorama complet de toute la littérature d'expression française des origines à nos jours.

Le succès remporté par *LE DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES DE LANGUE FRANÇAISE* lors de sa première édition en 1984 a encouragé les auteurs J.-P. de Beaumarchais, Daniel Couty, Alain Rey et les éditions BORDAS à l'enrichir par une mise à jour et une actualisation rigoureuses, afin de renforcer au plus haut niveau son caractère d'ouvrage de référence. Ainsi, tous les articles ont été soigneusement révisés, une centaine ont été entièrement refaits ; plus de 130 articles nouveaux (dont une cinquantaine consacrés à des auteurs contemporains) ; les bibliographies ont été actualisées ; la consultation rendue particulièrement aisée grâce à la création d'un index analytique des notions clés ; une iconographie somptueuse ; toutes les découvertes récentes... Une somme fabuleuse de connaissances sur tous les auteurs français et francophones connus ou moins connus, sur toutes leurs œuvres, faisant de cet ouvrage l'œuvre la plus riche et la plus complète consacrée à ce jour à tous ceux dont les écrits témoignent du génie de la langue française.

4 volumes - format 18 x 26 cm - 2 330 articles - 3 120 pages noires et couleurs.

BORDAS

Ce qui vous restera quand vous aurez tout oublié.



● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

A la recherche du lecteur perdu

(Suite de la page 13.)

Or il existait, à la mort de Proust, une copie dactylographiée partiellement corrigée par l'auteur. C'est de ce document qu'est tirée la présente version. La comparaison avec les états connus ne manquera pas d'exciter les experts. Un regret : que la responsable de ce travail, Nathalie Mauriac, renvoie à un livre de... son père, Claude Mauriac, le secret de cette dactylographie perdue et retrouvée, au lieu de le livrer elle-même ici, où il avait davantage sa place.

Les autres rééditions font moins progresser l'érudition sur Proust qu'elles ne favorisent sa lecture, notamment en abaissant le coût des « intégrales ». On ne compte à ce jour qu'une nouveauté de luxe : *Un amour de Swann*, fabriqué, illustré et relié par les soins de l'imprimerie nationale, avec, en prime, le fac-similé d'une lettre inédite de Proust à Henry Swann. Même s'il est vrai que l'isolement du fragment *Swann* nuit à la compréhension de l'œuvre entière, en l'empêchant de l'essence, l'odyssée intellectuelle du « narrateur », c'est toujours une joie de retrouver cette cure de « troisième personne », de se replonger dans ce moment de la Recherche le plus romanesque, le plus « dix-neuvième siècle ». Le luxe du papier et la typographie d'époque ajoutent à ce plaisir nostalgique.

Parmi les éditions complètes de poche, citons celle de « G.F. » dirigée par Jean Milly, qui s'achève aujourd'hui avec la publication des quatre premières parties de l'œuvre en sept volumes. *La Prisonnière*, *la Fugitive* et *le Temps retrouvé* sont remis en vente, mais ils avaient déjà paru chez « G.F. » entre 1984 et 1986, tant il est vrai que l'œuvre de Proust, du fait de sa publication étalée sur quatorze ans, est déjà tombée en partie dans le domaine public. Chaque tome contient un dossier, où l'habitué et le néophyte devraient trouver leur pâture. Les réflexions pour soutenances de thèses voisinent avec des questions de cours du niveau lycéen et des vulgarisations plus rudimentaires. « Le narrateur évoque le temps où il se couchait de bonne heure », est-il écrit pour résumer l'incipit fameux. On ne peut être plus exact : et pourtant, sans pêcher par élitisme, c'est désespérer de la pédagogie...

Toute la Recherche en trois volumes et pour moins de 300 francs : tel est le tour de force que va accomplir dans quelques semaines la collection « Bouquins ». Des mois d'une lecture capitale, pour le prix de deux repas moyens ! Sans pêcher, cette fois, par populisme, comment ne pas saluer une performance qui abolit pratiquement l'obstacle pécuniaire à l'accès d'un des monuments littéraires du siècle ! D'autant plus que les préfaces de Bernard Raffalli apportent les éclaircissements nécessaires sans chercher à concurrencer les commentaires savants.

Je n'en reste pas moins perplexé devant le *Quid* de Marcel Proust qui ouvrira le premier tome, et dont on nous dit qu'il inaugure une série consacrée à d'autres classiques.

La formule imaginée par Dominique Frémy et réalisée par Philippe Michel-Thiriet ne relève plus de la pédagogie, mais du savoir mécanisé tel que l'ont répandu les concours radiotélévisés, du genre : « De quelle maladie respiratoire souffrait Proust ? On ne souffre pas ! », « Quel est le nom réel de la ville balnéaire de Balbec ? » ou « Albertine s'appelle-t-elle Albert, si vous voyez ce que je veux dire ? »...

Cette simplification pour records de mémoire se justifie en ce qu'elle concerne les quelques cinq cents personnages de la Recherche, que les meilleurs connaisseurs confondent et ont des excuses de confondre, l'auteur ayant lui-même mélangé ses créatures, et des dizaines d'entre elles s'appellent X, Y ou ne portant pas de nom du tout. Va-t-on assister à des parties de « Qui est qui ? » entre spécialistes, le *Quid* de « Bouquins » faisant foi ?

La mise en fiches pour jeux de société est plus contestable, parce que plus déformante, lorsqu'elle s'applique à la biographie et à l'art de Proust. Supposez le travail de Painter décoré et éclaté en mementos de bachotage ou en guide de voyage : Proust, « ses » ancêtres, ses médecins, son caractère, son « hypersensibilité », son entêtement, ses professeurs, ses petits amis (1. les jeunes ducs ; 2. les jeunes gens plus modestes), ses résidences (avec plans), ses domestiques, ses vêtements, ses plats préférés, ses revenus, ses voyages, son homosexualité, son snobisme, ses bons mots (par thèmes), sa phrase la plus longue, etc. On se surprend à poursuivre l'énumération à la façon des dépliant de grands hôtels : « sa » vue sur la mer, sa friture de la baie, son beffroi du onzième, son golf miniature... La lecture comme excursion touristique et comme « petit bac » en famille !

Le procédé montre ses limites dans les citations de personnages. Pourquoi un encadré consacré aux propos de Charlus, et rien sur les mots de Norpois, Cottard ou M^{me} Verdurin ? On ne peut réduire, sans caricature, les relations amicales et les échanges approfondis de Proust à telle répartie célèbre de Barrès, Berl, Gide, Joyce ou Mauriac. Et que dire des affirmations péremptoires sur les « modèles » de la Recherche, alors

que Proust lui-même, se confiant à Jacques de Lacretelle, dénombreait « huit ou dix » clefs différentes pour un seul personnage... C'est même une marque de l'art proustien et de tout art littéraire, cette impossibilité de préciser le vécu qui entre dans la composition des œuvres !

Du moins, ce *vade mecum* ne prétend-il qu'à la récapitulation pratique, non à l'innovation. Tel n'est pas le cas d'un des essais qui accompagnent les rééditions de Proust : *la Santé du malheur*. L'auteur, Yves Leloup, s'y montre bien téméraire.

Selon lui, les commentateurs de Proust qui l'ont présidé seraient tous « désolants », incapables de « collaborer » entre eux. Genette lui aurait bien appris quelques petites choses, mais il n'aurait pas vu l'essentiel, de même que Deleuze, réduit à ses références leibniziennes. S'il s'écroulait, l'auteur réclamerait des « sanctions » contre ses devanciers, ou jouerait parmi eux à l'« entremetteur amusé ». Il ne se montre pas moins sévère vis-à-vis de la psychanalyse en général et de sa « langue de bois », tout en avouant ne pas en avoir une connaissance poussée et en l'utilisant à tort et à travers.

Tant de dureté pour les autres donne à espérer, c'est le risque, que le contempteur va enrichir la gloire de visions neuves et renversantes. Or, il se borne à reprendre sur tous les tons l'idée admise de longue date que Proust se venge, en écrivant, des empiétements et exclusions subis dans la vie. L'image, induite par une photo de Proust, d'un tennismen raté jouant de la guitare sur sa raquette n'ajoute pas grand-chose à la moins contestée des intuitions sur la Recherche. Il y a quelques intrépides — celle des enfants qui se voudraient uniques ? — à dénigrer les frères en interprétation pour aboutir à une conclusion aussi peu « renouvelante » que :

« L'angoisse atteint par prédilection ceux qui, ne se croyant pas capables d'avenir, se laissent plus facilement déborder (sic) par les seules défections du présent... »

Autrement éclairantes et astucieuses, dans leur dépouillement élégant, sont les remarques d'Anne Favrichon sur les *Toilettes* et silhouettes féminines chez Proust.

Ce dernier, on le sait, comparait lui-même son travail à la confection d'une robe, autant qu'à une maladie et à une cathédrale. Avec un luxe de détails techniques digne d'un chroniqueur du temps de Poirot et de Paquin, il fait jouer aux vêtements le rôle d'un code social et culturel, d'une marque individuelle, d'un langage sentimentale détourné, d'un signe d'art. L'habillement est au corps et à l'âme des personnages ce que la phrase métaphorique de la Recherche est à la vérité qu'elle traque.

L'essai d'Anne Favrichon aurait plu à Proust, qu'il s'inquiétait tant des risques de contresens sur sa « pureté de quai ». Cette inquiétude est attestée par les mille et une précautions prises dans les préfaces, dédicaces, correspondances et interviews, tout ce que Genette appelle le « paratexte », et qui occupe en partie, il y a trois ans, un colloque à New-York, repris ce mois-ci par le n° 14 des *Cahiers Marcel Proust*.

Un autre essai aurait comblé Proust, par le cas philosophique qu'il fait de son entreprise romanesque. Professeur à l'université Hopkins, aux Etats-Unis, auteur de *l'Inconscient malgré lui*, de *Grammaire d'objets en tous genres* et, avec Derrida, et Lyotard, de *la Faculté de juger*, Vincent Descombes accorde à Proust romancier la supériorité que ce dernier concède à Elstir peintre sur Elstir théoricien. *La Recherche*, en soi, lui semble plus hardie, lui paraît aller plus loin, que les idées de Proust sur l'intériorité, le solipsisme ou l'art qui ne sont jamais que les idées de son époque.

Le roman n'est pas seulement supérieur à ces concepts banals. Il les éclaire et les transcende, justifiant qu'à la critique historique et esthétique de Proust on ajoute une critique proprement philosophique, selon les critères appliqués aux œuvres spéculatives. Le roman fait plus penser que l'essai. Il vise à atteindre « la » vérité et non pas seulement à ressusciter les jours anciens. Il suggère que cette vérité procède d'une suite d'illusions d'optique, d'erreurs.

A deux reprises, dans *A l'ombre des jeunes filles en fleur* et dans *la Prisonnière*, Proust parle curieusement du « côté Dostoïevski de M^{me} de Sévigné ». Par ce raccourci à la Malraux, il veut dire que la chroniqueuse de Grignan, comme Elstir, présente d'abord l'effet des choses et nous laisse en remonter, après coup, la chaîne logique. Vincent Descombes décrit admirablement cette procédure récurrente chez Proust, lui-même, sa dimension dostoïevskienne, justement, et sa portée philosophique, c'est-à-dire sa capacité de rendre le monde un peu plus intelligible.

En dépit des apparences égarantes de la Recherche, où il semble croire à un passé retrouvable à force de phrases, et ne viser qu'à cela, Proust aurait pu souscrire à la conviction vertigineuse de Wittgenstein selon laquelle « les mots ne sont pas la traduction d'autre chose qui aurait été là avant eux ».

RÉÉDITIONS

★ A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU, tome I, comprenant DU CÔTÉ DE CHEZ SWANN et la première partie de A L'OMBRE DES JEUNES FILLES EN FLEUR, introduction de Jean-Yves Tadié, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1 550 p., 320 F, jusqu'au 31 décembre 1987 ; 360 F ensuite.

★ CONTRE SAINTE-BELVE, préface de Bernard de Fallois, « Folio-Essais », n° 68, 310 p., 29 F.

★ ALBERTINE DISPARUE, texte établi et présenté par Nathalie Mauriac, Grasset, 224 p., 98 F.

★ UN AMOUR DE SWANN, présentation de Michel Raimond, illustrations d'André Brasseur, Collection « Lettres françaises », Imprimerie nationale, 420 p., 490 F.

★ DU CÔTÉ DE CHEZ SWANN (et volumes suivants), présentation de Jean Milly, G.F., Flammarion, 335 F en tout.

★ A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU, introduction de Bernard Raffalli, collection « Bouquins », Robert Laffont, 3 volumes en coffret, 290 F, jusqu'au 31 janvier 1988 ; 360 F ensuite. En vente en décembre.

ESSAIS

★ LA SANTÉ DU MALHEUR, d'Yves Leloup, Librairie Seguir, 240 p., 82 F.

★ CAHIERS MARCEL PROUST, n° 14, Gallimard, 354 p., 160 F.

★ TOILETTES ET SILHOUETTES FÉMININES CHEZ MARCEL PROUST, d'Anne Favrichon, Presses universitaires de Lyon, 184 p., 96 F.

★ PROUST, PHILOSOPHIE DU ROMAN, de Vincent Descombes, Editions de Minuit, 344 p., 149 F.

★ Signalons également, dans la collection « Le regard littéraire » aux Editions Complexe, la réédition des textes critiques de Proust, Sur Baudelaire, Flaubert et Morand, publiés entre 1919 et 1921, présentés ici par Antoine Compagnon. Enfin, le *Magazine littéraire* du mois d'octobre (n° 246) publie un intéressant dossier sur « Les recherches de temps perdu ».

هكذا من الاصل

Dans le

Le...
Proust...
la...
le...

Le...
Proust...
la...
le...

Le...
Proust...
la...
le...

A LA RECHERCHE
DANS

pr
l'intégral



• LETTRES ÉTRANGÈRES

L'ange noir de Kierkegaard

L'écrivain danois Henrik Stangerup retrace l'étrange destin de Peder-Ludvig Möller, l'anarchiste syphilitique

HENRIK STANGERUP, le plus grand écrivain danois contemporain, auteur d'une vingtaine de livres, dont deux ont été traduits en français (1), a retrouvé les traces de Peder-Ludvig Möller (1814-1865) depuis ses années sulfureuses à Copenhague, où il servait de modèle à Kierkegaard pour le *Journal du séducteur*, jusqu'à sa mort dans un asile d'aliénés près de Ronen, à Sotteville... « Je n'ai voulu écrire, confie Stangerup, ni une biographie romancée de Möller ni une thèse sur cet écrivain maudit. C'est le portrait d'un séducteur déchu, d'un païen nordique, d'un anarchiste syphilitique, d'un Danois rejeté par ses compatriotes trop puritains, d'un démon, enfin. » Déchéance et folie, ainsi se résume le destin du *Séducteur* de Henrik Stangerup.

Entre Möller et Kierkegaard, entre le jeune homme pauvre et le fringant rentier, entre le Diable et le Bon Dieu, Stangerup se sent en bonne compagnie. Il avait entrepris, à vingt-cinq ans, des études de théologie, avait lu Kierkegaard, songé à une carrière ecclésiastique. « Les Discours édités de Kierkegaard », se souvient-il, « m'ont enflammé, donné envie d'être du bétail, mais ses attaques contre l'Eglise m'ont dégoûté de cette religion d'apparat. » En 1869, il réalisa un film, *Dieu existe tous les dimanches*, l'histoire d'un pasteur qui sombre dans la mélancolie et l'alcoolisme. N'est-ce pas là la préfiguration du *Séducteur*, livre hallucinant où la démesure est fille de l'échec ?

La « perte de la pureté »

Eminent critique littéraire, mais médiocre poète, Möller avait connu son heure de gloire au Danemark quand il fustigeait l'esprit bourgeois, rédigeait des chroniques assassines et tournait en dérision Kierkegaard dans le *Corsaire*, le journal satirique libéral. Tous deux s'étaient connus à la faculté de théologie, et ils préféraient s'occuper d'esthétique et exercer leurs talents de polémistes dans les revues à la mode. Ils étaient amis et pourtant ne pouvaient s'empêcher de se détester. « Ils se ressemblaient trop ! », s'exclame Stangerup, qui ne sait auquel de ces deux frères ennemis donner sa préférence.

« Pauvre Louis », comme on surnommait Möller le désargenté, enviait la vie oisive, l'opulence du jeune Sören. Kierkegaard, qui venait de publier une *Défense de l'origine supérieure de la femme*, s'avouait fasciné, et en même temps horrifié, par le libertinage de son condisciple. Des années plus tard, Kierkegaard faisait encore allusion à un mystérieux événement qui signifiait pour lui la « perte de la pureté ». Möller, le Sardanapale danois, aurait-il entraîné le chaste théologien dans une de ces maisons closes dont il était un habitué ? Sous la plume de Stangerup, l'épisode prend des allures de rite initiatique : Möller raconte cette virée chez l'affable Kate-de-Norvège avec un cynisme où pointe beaucoup de tendresse pour Kierkegaard, le champion de l'éthique pris dans les reits de la sensualité.

Möller, lui, se présentait comme un virtuose de l'érotisme. Gerda Petrine l'actrice, Jenny la prostituée, Pauline l'ouvrière, se gardaient de le démentir. Les médisances allaient bon train. On chuchotait qu'il avait vendu le cadavre de sa maîtresse, Jenny, à un laboratoire de dissection. Parut alors *l'Alternative* (*Ou bien... ou bien*) de Kierkegaard. Möller se reconnut dans le portrait de Johannes le séducteur, qui allie la sensualité à la froide intelligence. En réponse, il déclencha la campagne de presse du *Corsaire* contre Kierkegaard. Les caricatures montraient Sören avec ses jambes grêles, son dos voûté et son pantalon dont une jambe était plus courte que



Henrik Stangerup : « Le portrait d'un païen nordique. »

l'autre. Le journal annonça que l'auteur de *l'Alternative* avait remporté « le prix de l'Association des industriels pour une dissertation sur la fabrication des vêtements au Danemark. La dissertation porte en épigraphe : « L'expérience montre que, dans les pantalons de drap, les jambes sont ou bien égales longueur, ou bien l'une plus longue que l'autre. »

L'échec dans la chair

C'était pousser la plaisanterie trop loin. Möller tomba en disgrâce. « Le Danois », rappelle Stangerup, est luthérien, la démesure de Möller l'insupportable. Philistin, il honnait le libertaire vérolé. Conservateur, il vouait aux gémonies l'anarchiste, le communiste. » Möller quitta Copenhague en 1847 pour Hambourg, Berlin, et enfin Paris. Commença pour lui une vie d'errance vagabonde. Le roman de Henrik Stangerup prend ici ses accents tragiques. Möller n'était plus qu'une épave errant dans les rues, en proie à la faim, aux hallucinations : « La chasse d'une pièce de cent sous rend l'homme sauvage et acariâtre », écrit-il à une amie. Le personnage de Knut Hamsun dans *la Faim* n'aurait pas désavoué un tel compagnon de misère. Quand il parvenait à rédiger quelques articles pour une gazette de Copenhague, il faisait provision de haschisch et de laudanum, passait ses journées au café Danemark rue Saint-Honoré, allait danser à la Closerie des Lilas avec Jeanne Balaresque, sa nouvelle compagne, qui se prenait pour Jeanne Duval, la maîtresse de Baudelaire, et lisait les *Fleurs du mal* à haute voix.

Il ne restait du séduisant esthète qu'un pitoyable faune qui, dans sa détresse, courait à la recherche de ses nymphes perdues et, dans ses moments de lucidité, se promettait d'aller en Normandie soigner sa syphilis. « Cette maladie qui profite de la moindre faiblesse pour se rendre maîtresse du corps ». Il se considérait comme l'ange noir, le double mauvais de Kierkegaard, persuadé que ce dernier était atteint du même mal que lui. Ce ne fut qu'à la mort de son alter ego, en 1855, qu'il prit le chemin de la Normandie : « Il est difficile de mourir à Dieppe », ainsi commence sa dernière lettre.

Dans ses instants de délire, Möller rêvait d'une femme au manteau couleur bruyère qui passait comme un fantôme et lui lançait : « Cherchez et trouvez ! » Möller chercha toute sa vie et se résigna à ne trouver qu'échec et ratage : « Contre moi, disait-il, il n'y a pas de remède. »

ROLAND JACCARD.

* LE SÉDUCTEUR, de Henrik Stangerup, traduit du danois par Eric Eyndoux, Mazarine, 352 p., 120 F.

(1) *L'homme qui veut être coupable*, Le Sagittaire, 1975 ; *Lagoo Santa*, Mazarine, 1985.



Dans le domaine public

LA protection de l'œuvre littéraire au-delà de l'existence de son auteur fait intervenir des dispositions légales complexes. Bien qu'elle puisse concerner, comme dans le cas de Marcel Proust, des sommes considérables, la défense des intérêts financiers des héritiers n'a pas été le seul souci du législateur qui a défini ces dispositions.

A la différence des droits d'exploitation, limités dans le temps, le « droit au respect du nom (de l'auteur), de sa qualité et de son œuvre », reconnu à l'écrivain, puis à ses héritiers, par la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique (texte de base en ce domaine), bénéficie, lui, d'une protection « perpétuelle, inaliénable et imprescriptible ».

Le droit moral intact

Ce droit moral peut d'ailleurs, à l'occasion, être retourné contre des héritiers ou des exécuteurs testamentaires abusifs, au nom du « respect » dû à l'œuvre : ce fut le cas, au cours des dernières années, pour Roger Gilbert-Lecomte ou Montherlant.

L'entrée de l'ensemble de la *Recherche* dans le domaine public ne remet donc en question que l'aspect matériel, patrimonial, et non pas le droit moral qui reste

intact. C'est d'ailleurs au nom de celui-ci et de l'intégrité de l'œuvre que Gallimard et Suzy Mante-Proust (nièce et unique héritière de l'écrivain jusqu'à sa mort, en 1986) obtinrent des compensations pour la publication récente, par Jean Milly chez Flammarion, de *la Prisonnière*, de *la Fugitive* et du *Temps retrouvé*, parties post-humes de la *Recherche* tombées les premières dans le domaine public. Ce sont, en effet, paradoxalement, des volumes publiés du vivant de Proust — *Du côté de chez Swann*, *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, *le Côté de Guermantes* et *Sodome et*

Sermonné par Léon Blum

Le 1^{er} juillet 1896, dans la *Revue blanche*, un critique encourageait et sermonait un jeune auteur qui faisait ses débuts. Le critique s'appelait Léon Blum, et l'auteur Marcel Proust.

Avec une préface de M. France, des dessins de Mme Lemaire, imprimé par Chamet et édité par Lévy, sur un beau papier épais et souple, voici le livre de M. Marcel Proust : *les Plaisirs et les jours*. Hésiode comptait les jours par les durs travaux de la terre ; M. Proust les distingue par les plaisirs vécus et les jours des cités. Nouvelles mondaines, histoires tendres, vers mélodiques où se mêle la musique de Reynaldo Hahn, fragments où la précision du trait s'atténue dans la grâce molle de la phrase, M. Proust a réuni tous les genres et tous les charmes. Aussi les belles dames

et les jeunes gens liront avec un plaisir ému un si beau livre. Mais moi qui connais M. Proust, qui lui porte la sympathie et l'estime que méritent son talent et ses dons si beaux, je voudrais avoir sur lui une autorité assez forte et je lui parlerais affectueusement mais non sans sévérité. Il sait bien ce que je lui dirais, il le sait mieux que moi, en il nous prouvera qu'il le sait. Quand on a tout le talent de style, toute l'aisance de pensée que recèle ce livre trop coquet et trop joli, ce sont là des dons qu'on ne peut pas laisser perdre. Je fais à M. Proust mon compliment sincère et amical pour son début si heureux et si facile, avec un peu de regret que les *Plaisirs et les jours* n'aient pas paru deux ans plus tôt. Et j'attends avec beaucoup d'impatience et de tranquillité son prochain livre.

Gomorrhe — qui ont bénéficié de la plus longue protection et dont l'exploitation vient d'être libérée, donnant ainsi libre accès à l'œuvre dans son ensemble.

Le calcul de la durée du droit exclusif sur une œuvre fait intervenir deux facteurs : la date du décès de l'auteur (novembre 1922 pour Proust) et celui de la publication de cette œuvre (échelonnée pour la *Recherche* entre 1913 et 1927). Fixée à cinquante ans par la loi de 1957, cette durée est prorogée, en raison des guerres (et du manque à gagner pour les ayants droit), de la manière suivante : pour les œuvres publiées avant le 24 octobre 1920, la prorogation est de six ans et cent cinquante-trois jours ; pour celles éditées entre cette date et le 1^{er} janvier 1948, elle est de huit ans et cent vingt-deux jours. Les œuvres de la première période ont, naturellement, bénéficié des deux prorogations.

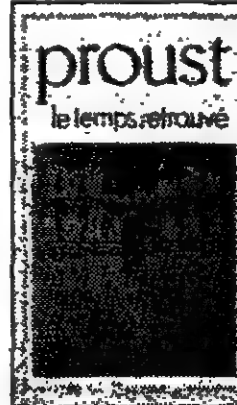
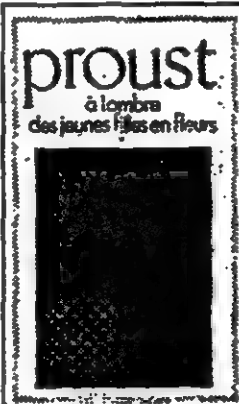
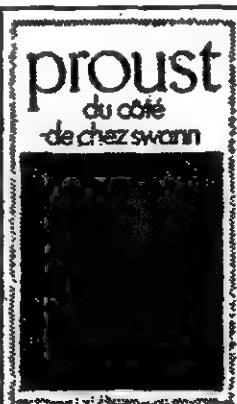
Dernière conséquence de l'expiration du délai de protection : la Bibliothèque nationale, propriétaire du « fonds Proust » depuis 1962, tirera bénéfice de la publication des inédits — variantes et états divers du texte connu — dans l'édition de « la *Pfiane* », après un accord d'exclusivité passé avec Gallimard.

P. Ke.

A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU
DANS LA GF-FLAMMARION

proust

l'intégrale d'une œuvre.



Actuellement, la seule édition de poche complète et annotée. Un texte entièrement revu d'après les manuscrits et les éditions originales. 10 volumes, entre 30 et 40 F chacun.

GF-Flammarion

هكذا من الاصل

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Paul Nizon,
un « élixir de vie »

(Suite de la page 13.)

« Prends-moi, fais-moi naître à la vie. » C'est la prière qu'il adresse à la grande ville étrangère, la ville mondiale. Avant lui, Van Gogh, Rilke, George Orwell, Hemingway, Henry Miller, Joseph Roth, Giacometti, Walter Benjamin, y sont venus, dans des dispositions d'esprit voisines, s'affronter à la solitude et à la faim, comme pour tremper leur âme, Paul Nizon s'en souvient. Il plonge dans la ville-ocean afin de s'y polir comme un galet, de s'affûter aux pierres grises, comme un stylet. De cette plongée éperdue, il rapporte, au bout de quatre ans, ce livre du vertige et de la renaissance, *l'Année de l'amour*.

Des décalés
de la vie

Quand, entre un auteur et un lecteur, il y a un livre aimé, c'est comme entre un homme et une femme une nuit d'amour : on peut bavarder, l'essentiel a été dit, on peut tout effleurer, en pleine confiance. Nous avons fait ensemble la tournée des bars de Saint-Louis. Nous avons évoqué les « maisons de rendez-vous » parisiennes, où il a trouvé un havre dans l'exil, au début ; nous avons discuté du minitel, qui le fascine comme une victoire de la dépersonnalisation urbaine, de la solitude des corps, de la peur du SIDA. Nous avons pas mal bu. Dans le dernier bar, près de son hôtel, le barmaid, une longue fille courageuse et fatiguée, projetait de venir vivre à Paris, avec son enfant. Nizon ne disait rien, il sait de quoi la ville est capable. Avant de la quitter, je lui ai parlé d'un homme qui dort, le roman de Georges Perec, histoire d'un garçon qui sombre, à Paris, seul, dans une chambre de bonne. En lui disant au revoir, j'étais sûr que c'était un vrai « au revoir » : Paris est une ville qui lie ses « amants ».

Entre-temps j'ai lu *Stolz*, cette histoire d'un garçon qui s'efface, par manque d'élan, par une sorte d'extinction progressive de son désir de vivre. Un homme qui dort m'est revenu à l'esprit, et ceci que Nizon avait dit : « Il y a des personnages qui se passent le témoin d'un roman à un autre. C'est comme un même personnage qui resurgit, transfiguré et reconnaissable. » Il pensait au Wilhelm Meister de Goethe, au Lenz de Büchner, à l'Obolomov de Gontcharov. *Stolz* est l'une des figures de ce personnage (son nom est emprunté à l'un des caractères du célèbre roman de Gontcharov). Chez nous, ce serait le Roquentin de Sartre, le Meursault de Camus, l'étudiant de Perec. Appelons ces hommes qui s'endorment, ou qui s'éveillent à l'absurdité du monde, des « héros existentiels », des décalés de la vie. Les Russes, depuis longtemps, ont inventé un mot pour cette apathie mélancolique : l'« obolomovisme ». Justement. La conscience stupéfaite que la vie n'est pas donnée, qu'elle se gagne ou se perd.

« Cette ville glaciale te tuera ou te ressuscitera », se dit Nizon dans *l'Année de l'amour*. « Et soudain, poursuit-il, je songeai au malheureux *Stolz*, ce jeune homme qui me ressemblait comme un frère et qui avait péri de froid dans la forêt hivernale du Spessart. Jamais il n'avait encore dépassé l'orée de la forêt, et, lorsqu'il y pénétra pour la première fois, il lui fut impossible d'en ressortir. Ce jeune homme, qui voulait découvrir la vie,

s'était installé dans une ferme solitaire du Spessart, afin de s'y consacrer à un ouvrage. Il croyait que l'isolement et le silence lui seraient propices. [...] Il ne s'était, en vérité, jamais intéressé à grand-chose jusqu'alors, mais voici que la lèthargie qui couvrait en lui était devenue une maladie et l'avait plongé dans le sommeil. Le fait qu'il fût mort de froid, après avoir perdu son chemin et marché jusqu'à l'épuisement dans la forêt hivernale, ne constituait que l'épilogue physique d'un mal auquel il avait spirituellement succombé depuis longtemps. »

En Allemagne, *Stolz* est devenu une référence, une sorte d'épopée de la conscience moderne, quand elle réagit à l'abominable productivisme de l'esprit d'entreprise par la fuite passive. Le livre est admirablement construit sur un contraste de lumière et d'ombre lourde, de rythme vif et de piétinement, comme si, au milieu, quelque chose se brisait irrémédiablement. C'est un livre de jeunesse : on y trouve, élevé par la beauté à la dimension d'un mythe, l'état d'esprit qui sourd souvent du courrier de *Libération*, par exemple.

Tourner une page

Paul Nizon avait quarante-cinq ans quand il a écrit ce récit, qui se réfère à ses vingt-cinq ans. Avec *Stolz*, il pensait tourner une page (« la seule façon de tourner la page, c'est de l'écrire »), se défaire à jamais de son indécision face à la vie. Au lieu de quoi, malgré le succès du livre, il a plongé dans un marasme, la crainte d'une « dépression endogène », qu'il a transportée à Paris en croyant la fuir, et dont il n'est sorti pour finir qu'en la mettant noir sur blanc. « Je suis un autobiographe qui avance immobile », dit-il volontiers. L'écriture est un moyen de rassembler sa vie, de vivre le présent comme un souvenir et le passé comme une identité. D'exister, en somme, authentiquement. « Un livre, avant de l'écrire, je dois le vivre. Et vivre n'a de sens que par la mise en mots. Écrire m'est aussi nécessaire que respirer. C'est mon occupation principale, et elle requiert que je ne fasse rien d'autre. Il faut que ce soit un risque total, radical. Le danger ? C'est de sombrer. Mais je n'imagine pas d'écrire sans ce risque. »

Dans l'appartement, rue Saint-Honoré, où il vit à présent avec sa jeune compagne française, il montre un alignement de classeurs sur des rayonnages. Ce sont les milliers de pages qu'il écrit au rythme de l'improvisation, comme un pianiste qui s'échauffe, tous les jours, pendant sept ou huit heures. Des matériaux de gestation, qui s'accumulent, qu'il ne relit pas forcément. Le livre, après une incubation qui peut durer des années, il l'écrit rapidement, une fois qu'il lui est apparu comme un organisme complet. Il en est là, pour le prochain : une forme commence à se dessiner (3).

Nous sortons manger des huîtres, puis faire la tournée des boîtes de jazz. « Ma » tournée, puisqu'il ne les connaît pas encore. La prochaine fois, il m'emmènera dans « ses » bars. Au Montana, je le regarde avec amitié écouter le pianiste René Urtreger. Je pense à ce qu'il a dit quelque part : « Ce que je voudrais : que mes livres pénètrent sous la peau et qu'ils aient, pour un lecteur ou un autre, l'effet d'un élixir de vie. » Silencieusement, je lève mon verre à ce vœu, pour cet autre lecteur, vous.

MICHEL CONTAT.

★ *STOLZ*, de Paul Nizon, traduit (fort bien) de l'allemand par Jean-Louis de Rambures, Actes Sud, 166 p., 79 F.

(3) La maison Suhrkamp, qui édite l'œuvre de Paul Nizon, a publié de lui un recueil de conférences, données à l'université de Francfort en 1984, sous le titre *Am Schreiben gehen* (« Aller à l'écriture »). C'est un des meilleurs témoignages que nous ayons sur la gestation d'une œuvre littéraire.

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Adieu Volodia !

★ *VLADIMIR OU LE VOL ARRÊTÉ*, de Marina Vlady. Fayard, 292 p., 89 F.★ *L'ART À LA LUMIÈRE DE LA CONSCIENCE*, de Marina Tsvetkova ; traduit du russe par Véronique Lossky. Le Temps qu'il fait (20, rue du Clos, 16100 Cognac), 98 p., 69 F (distribution Distique).★ *LE TRENTIÈME AMOUR DE MARINA*, de Vladimir Sorokine ; traduit du russe par Catherine Terrier. Lien commun, 282 p., 100 F.★ *UNE FEMME DOUCE*, de Florod Dostoevski ; traduit du russe par Boris de Schloezer et Jacques Schiffrin (en 1929). Ombres (50, rue Gambetta, 31000 Toulouse), 80 p., 48 F (distribution Distique).

UNE actrice en voyage, invitée d'honneur à un festival de cinéma, rencontre un acteur très connu, un des artistes les plus célèbres dans son pays. Coup de foudre. Amours, délices et orgues ? Pas vraiment. « D'une voix sérieuse, je t'explique que j'aimerais certes être avec toi... mais que je ne suis ici que pour quelques jours, que ma vie est très encombrée, que j'ai trois enfants, un métier prenant, que Moscou est loin de Paris. Tu me réponds que tu es toi-même femme et enfant, métier et gloire, mais que tout cela n'empêchera pas que je devienne ta femme. Interloquée par ton culot, j'accepte pourtant de te revoir dès le lendemain. » Ces « amours d'une star », qui rappellent tant de reportages du *Cinéma* de mon enfance ou n'importe quel roman de gare à quatre sous, cette accumulation de souvenirs plus ou moins ordonnés, ces règlements de comptes, cela pourrait n'avoir aucun intérêt s'il ne s'agissait pas de Vladimir Vissotski raconté par Marina Vlady... La rencontre de la princesse de Clèves et de Pouchkine (d'après Esénine), de Hamlet (dans la traduction de Pasternak), racontée sans préoccupation littéraire, mais avec toute l'émotion dont elle est capable, par une femme qui nous dit « deux ou trois choses » qu'elle n'a jamais osé dire.

Cette rencontre de l'été 1967 — elle vient justement de tourner *Deux ou trois choses que je sais d'elle* avec Jean-Luc Godard — va bouleverser la vie de Marina. Le réalisateur Serge Youtkevitch lui propose un rôle dans son prochain film, *Un amour de Tchekhov*, celui de Lika Miznova dont la vie a servi de modèle pour la *Mouette* ; le tournage doit durer près d'un an. Elle revient donc à Moscou, l'été de 1968, après avoir schématisé au Parti communiste. (« Sans réelle préméditation, je viens d'accomplir l'action qui déterminera en grande partie le cours de ta vie, écrit-elle au début de son livre. Cette brève appartenance symbolique au P.C.F. donnera à mes démarches, pour te permettre d'obtenir un passeport de voyage, un poids que je ne peux encore soupçonner. »)

Amoureuse tout autant d'un Russe que de la Russie, parfaitement russophone, Marina Polakoff-Balderoff a décidé de plonger dans un milieu totalement soviétique. Elle met ses enfants dans une colonie de vacances des employés de Moscou, mais elle devient tout de même membre du conseil des parents d'élèves de la « petite école » de l'ambassade de France. Comme il est impossible de louer un appartement, Volodia — c'est ainsi que tous ses amis l'appellent — lui propose de vivre chez sa mère qui dispose de deux pièces, de neuf mètres carrés chacune, dans la banlieue proche. Mais, quand le film est fini, l'actrice s'en va, désespérée de savoir que l'homme qu'elle aime n'a aucune chance de sortir d'URSS. Leur avenir commun pourrait s'arrêter là : « Tu es, comme on dit ici, « non sortable » (...). Tu as deux enfants, une ex-femme que tu aides, une chambre de 9 mètres carrés chez ta mère, tu gagnes 150 roubles par mois, ce qui permet d'acheter deux paires de bonnes chaussures. Tu travailles comme un fou, tu adores ton métier. Nos deux vies superposées sont hybrides, voire invivables. »

Elle revient pourtant aussi souvent qu'elle le peut, avec des visas de touriste. En 1970, elle l'épouse. Lui, il se suicide à l'alcool, presque scientifiquement, de culte en culte, de crise en crise, de désintoxication en griffes d'implants antiboisson... qu'il arrache de son corps avec un couteau de cuisine. Jusqu'à la morphine qui l'achève, à quarante-trois ans, le 25 juillet 1980, en plein milieu des Jeux olympiques de Moscou. Annoncée en quelques lignes dans le seul *Moscou Soir*, sa mort sera l'occasion de la première grande « manifestation » spontanée qu'on ait vue depuis des décennies : des dizaines de milliers de personnes de toutes conditions sociales et de tous âges affluent vers la Place de la Taganka, vers le théâtre où repose Vladimir Vissotski dans le costume de Hamlet. Enfin libéré de son calvaire. « Voilà la chanson de celui qui n'a pas chanté ! Et qui n'a pas su qu'il avait une voix ! Peut-être que son destin n'a pas marché ! Et qu'il a loupé sa chance ! Et que la corde de sa guitare était mal tendue... / Mais il n'a pas pu tenir la note », écrivait-il dans le *Vol arrêté*, la chanson qui a donné son titre au livre.

Seulement cette édition pouvait « ressusciter » Volodia, l'acteur prodigieux que trop peu ont vu au théâtre, dans le rôle de Galilée (de Brecht), de Lopakhine (dans la *Censée*), de Hamlet avec sa guitare ; ou au cinéma et dans des séries télévisées où sa présence sur le petit écran vidait les rues de Moscou ! Mais, surtout, si l'on pouvait savoir quel poète il fut, ce compositeur à la voix de chanteur de blues négro-slave. Le plus connu,



Vladimir Vissotski : depuis sa mort, on a donné son nom à une comète et à une montagne.

le plus aimé, le plus diffusé à travers tout le pays sans avoir jamais fait de 30 centimètres DE SON VIVANT (1). (Marina Vlady signale qu'il est enregistré ensemble pour Melodia un disque de chansons qui n'a jamais paru. Il est encore temps.)

De Brest-Litovsk à Vladivostok — et peut-être à Magadan, — il existe des millions de cassettes pirates de ses chansons plus connues que n'importe quel « tube » de la radio. Il n'avait jamais donné de récital dans son pays ; mais il avait tellement chanté le soir chez ses amis (et il avait beaucoup d'amis), en buvant (beaucoup), et les magnétophones avaient tellement tourné pour recueillir ses chansons qu'il en avait certainement aujourd'hui encore le premier au « Top 50 » soviétique... Des chansons — sur le quotidien, la vie conjugale, la « chasse aux loups », le retour du camp — qu'il hurait à sa façon dans la langue des prisons, des voyous, des ivrognes, en ne cessant d'annoncer la mort comme le disent les titres de ses chansons : Rien ne va, rien ne va... la Corde raide, l'Homme fini, le Fin du bal (« Pourquoi, j'aurais-je savoir pourquoi... Pourquoi ? Elle vient trop tôt la fin du bal. C'est les oiseaux, jamais les balles. Qu'on arrête en plein vol. »).



« Il faut vivre dix ans chez nous pour comprendre mes chansons », me conseillait-il, il y a dix ans (2). Mais la vie était invivable pour cet homme qui voulait vivre autrement, pas en dissident, mais en poète. Marina Vlady, elle, a « fait son temps », prisonnière consentante d'un homme au seul de la mort. Elle raconte bien, de façon délibérément subjective, ce que fut sa vie d'épouse célèbre d'un Soviétique célèbre. Aujourd'hui encore, vice-présidente de France-URSS, elle ne se veut surtout pas antisoviétique, et elle a fait partie des invités conviés à Moscou, l'autre jour, par Mikhaïl Gorbatchev, au retour de ses « longues vacances ». Reste cet « adieu à Volodia » que Simone Signoret lui avait conseillé d'écrire et qui demeura un « document vécu » des années Brejnev.

AUTRE poète de génie. Une autre Marina... Tsvetkova (1892-1941), qui se pendit à son retour au pays après vingt ans d'émigration. Tsvetkova, qui, peu à peu, devint la grande « révélation » de la fin des années 80. Les éditions Le Temps qu'il fait commencent la publication de trois de ses essais inédits en français : sur l'art, la création littéraire et la place de l'artiste. Le premier, qui vient de paraître, *l'Art à la lumière de la conscience*, s'adresse à ceux pour qui l'art est « sacré ». « C'est pourquoi, et j'y insiste, mon discours s'adresse exclusivement à ceux pour qui Dieu, le péché, le sainteté existent », préface-t-elle, présentant le suicide d'un poète... « Malakovsky, en l'occurrence — comme une « fête » (le *Pendant d'automne*, Malakovsky homme a cherché à tuer Malakovsky poète. A la première année, le poète s'est levé et a tué l'homme !).

« Si tu veux servir Dieu ou les hommes, dit encore cet être de feu et de passion, au-dessus de toute morale, à mille lieues de toute doctrine militante, si tu veux servir en général, faire une œuvre de bien, inscris-toi à l'armée du salut, que sais-je encore, et renonce à la poésie. »

AUTRE Marina. D'un tout autre monde. *Méfier soviétique* à l'odeur de grillon, jusqu'à l'élasticité de sa petite culotte, souvent sollicitée, incestueuse, partouze, et tout et tout, jusqu'à « trentième amour » : la métamorphose par le plan quinquennal et le Parti, dans une langue de bois trop appliquée pour être honnête, Vladimir Sorokine, l'auteur de ce *Trentième amour* de Marina, avait déjà publié la *Queue* (Lien commun, 1985), une nouvelle aussi courte que drôle. Cette fois, en assaisonnant sa Marina d'un sarnageon (c'est l'alcool qu'on se fabrique à la maison) porno-patriotique, il semble faire la prière par 69 que l'humour comme l'érotisme ne peuvent être le fruit que de grandes cultures descendant.

ELLE ne se nomme pas Marina, cette autre suicidée, le *Femme douce* de Dostoevski, dont les éditions Ombres ressortissent justement une traduction de 1929 (3). Devant le cadavre de sa femme qui vient de se jeter par la fenêtre, un homme s'efforce de trouver un sens à ce qui vient de se passer, de se justifier, aveuglé par la montagne des non-dits et des malentendus. « Les hommes sont seuls sur terre, voilà le malheur ! »

(1) Il existe en France plusieurs enregistrements en russe (*Chant du monde*, 1976 ; RCA, 1976 ; Polydor, 1977) et *Vol arrêté*, 1981). Plusieurs ont paru en URSS — avec d'autres chansons — depuis 1980. Des cassettes-pirates sont chez YMCA Press, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, à Paris.

(2) Voir le *Monde* du 14 décembre 1977, le jour où mourut un autre chanteur, Galitch, et où Vissotski donna son premier récital à Paris.

(3) Tiré du *Journal d'un écrivain* (décembre 1976), ce texte a connu plusieurs traductions françaises, la dernière étant celle de Gustave Accumbier pour la « Pléiade ». Le titre a varié d'une édition à l'autre : *Une douce créature* (1877), *Elle était douce et humble* (1927), *Une femme douce* (1927), *La Douce* (1927, 1947-1953, 1966), *Douce* (1972). Robert Bresson, pour son film (1969), avait choisi *Une femme douce*.

Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
48 bd Richard-Lenoir
75011 PARIS
Tél: 48 06 84 01

CENTRE

Le R

L'a

Dents Lavant,

Casadesus ose pour

Interférences

MAISSANCE
MARINE SEYRIG
PERRI GARCIN
JARDIN
LEBORDRE
MOLIN
LEVEQUE

Culture

THÉÂTRE

« Le Radeau de la mort » à Bobigny

L'amour apocalypse

La Terre polluée, les hommes contaminés et pourtant une histoire de gens qui aiment.

En 2050, la majeure partie du globe sera contaminée par des pollutions diverses autant qu'épouvantables. On connaît le postulat. Généralement, au cinéma, les humains revenus à l'état sauvage errent dans des territoires vagues, se battent comme des chiens jusqu'à ce qu'un jeune homme et une jeune fille, miraculeusement épargnés, retrouvent les gestes de l'amour et jouent à Adam et Ève avant la « faute ».

C'est à peu près le schéma du *Radeau de la mort*, une pièce de Harald Mueller, mise en scène par Hans Peter Cloos à Bobigny. Mais le pessimisme acerbé du développe-

ment amène une autre violence, et puis c'est du théâtre. Les comédiens arrivent sur scène, la fable n'est plus totale. Les personnages deviennent crédibles, en tout cas ils existent, et ça a mal avec eux.

Ils sont trop contaminés, on les a jetés comme des ordures, et ne les compense pas de rêver. Ils ont échoué dans une sorte de sas, un trou contre un ciel trop bleu, encombré de débris, de pierres posées n'importe comment les uns sur les autres. Des canalisations aboutissent là, d'où sort une fumée maussade — le décor, magnifique, est de Jean Haas. Du dehors invisible arrivent des bruits de sirène, de la musique, une lumière d'automne qui semble passer par des stores vénitiens, se pose sur les silhouettes déjetées des passagers humains.

Il y a Checker, gros bras qui roule des mécaniques et sert de vigile, gar-

dien d'on ne sait quoi, à qui Niels Arestrup, brutal et curieusement émouvant, donne un mystère. Avec sa houppe, sa peau cirée, ses lèvres rouges, il ressemble à une vieille poupée qui a trop servi. Déboule un garçon — Denis Lavant. On dirait un enfant, ou et blanc. Glabre, à l'exception de quelques touffes de cheveux sur son crâne chauve. Il gambade sur les larges pierres comme un singe enroulé. Immédiatement s'installe entre Checker et lui un rapport de domination et en même temps de protection, quelque chose qui n'est pas si loin de l'amitié. Checker, qui a fauché une carte de survie — où sont signalées les zones inhabitables, — parle d'une ville où il compte partir. Tout y est « clean ».

Harald Mueller a inventé un langage complètement bêtard qui, dans l'adaptation de Philippe Ivernel,

tient du français et du jargon louchard d'*Orange mécanique*. Il ne s'agit pas d'un exercice de style gratuit. Ce langage contracté, qui ne peut exprimer que le concret le plus trivial et le plus fonctionnel, varie selon les personnages. Chez le gamin stimulé par la peur, il est relativement élaboré, construit, alors que Checker n'utilise pratiquement pas les verbes.

Ce sont les femmes qui possèdent le savoir des mots. Elles sont deux. Une — Michelle Marquis — se souvient du temps où les arbres n'étaient pas « clean » mais « verts ». Elle cauchemarde à propos d'un voyage qu'elle a fait sur le Rhin, peut-être un exode, car sur les rives des landaux emportaient des enfants morts. Sa folie est celle des rescapés d'une apocalypse. Ils se sont attachés à une réalité insoutenable, refusent de voir, mais malgré leur indifférence à vivre, ils ont une sacrée défense. Michelle Marquis apporte à la crasse clochardesque de son fantôme une poésie d'absence extrêmement troublante.

Et puis il y a la fille qui s'appelle Bionty. Elle est jeune, son corps est intact. Elle est belle avec sa tignasse rousse, ses longues jambes lisses. Elle déverse ses paroles comme un chant de défi à la mort. Elle est prête à l'amour, elle est magnétique. Son idylle avec le gamin est un flash de bonheur brûlant. Il ne faudrait pas croire pour autant que le soleil brille sur des lendemains qui chantent. La pièce porte un espoir, que Hans Peter Cloos n'efface pas complètement. Mais comme toujours il sublime les mortelles et froides violences des contacts humains. Et comme il a dirigé quatre comédiens exceptionnels, on oublie les quelques pataphores de la pièce. On a vécu quatre-vingt minutes de suspense et de beauté.

COLETTE GODARD.

* Bobigny, MC 93, 21 heures.

Denis Lavant, né pour jouer

Denis Lavant est ce petit jeune homme à l'œil vif interprète de Léa Carax. Il a obtenu le Prix du meilleur comédien au Printemps du théâtre 1986 et un fort succès personnel en jouant un chien au Petit Odéon, dans *Adieu*, spectacle mis en scène par Viviane Thephildès, à l'époque son professeur au conservatoire.

Auparavant, Denis Lavant avait fait du théâtre au lycée Lakanal avec un professeur d'histoire qui s'appelle Fragonard et avait fait partie de l'*Aquarium*. Puis Denis Lavant a fait du mime, de l'acrobatie et ce qu'il considère comme le plus important : du théâtre de rue. Il est quand même allé à la rue Blanche et au conservatoire, où, avant Viviane Thephildès, il a eu comme professeur Jacques Lassalle.

« Lassalle, dit Denis Lavant, c'est l'inspection à la limite de la souffrance. Avec Carax, on a travaillé très longtemps. Huit

mois de tournage pour *Mauvais sang*. J'ai eu le temps d'intégrer le personnage. Je savais ce que je pouvais proposer, quoi et quand. J'aime que les metteurs en scène aient une exigence précise à propos du personnage. On m'a prêté comme je suis ne m'intéresse pas. J'aime me livrer. Une fois que j'ai accepté d'être là, je veux me montrer malléable. Même si je ne comprends pas où ça va, je le fais, je vois ce que ça produit en moi, alors je propose.

« Hans Peter Cloos est calme, c'est même étonnant quand on voit la violence de ses spectacles. Mais ça permet aux comédiens de travailler sans dommage et ensemble sur les détails de l'agressivité. Nous ne sommes que quatre, et nous avons une même responsabilité. Nous avons découvert ensemble son univers. Moi en tout cas, je l'ai découvert. Je n'avais rien vu de

lui. Je vais au théâtre, oui, là où j'ai des copains qui jouent ».

A cause du *Radeau de la mort*, Denis Lavant se promène crâne et sourcil rasés. Un drôle de gosse, impressionnant avec ses yeux renfoncés, ses pommettes saillantes. A la voir s'ébrouer, comme s'il était toujours sous pression, prêt à inventer un gag ou un jeu de scène bouleversant, on n'imagine pas qu'il puisse se montrer timide. Mais il y a son sourire. Sa tendresse sur le plateau quand il porte Niels Arestrup sur ses épaules, et bien sûr ses dialogues avec Marie Carré. Sa sérénité quand il se défend d'être malade... Quelque chose de grave et d'hésitant dans sa manière de parler de son métier. De dire que, si ça ne marche plus, il fera autre chose. Sans y croire naturellement. De toute façon il est né pour jouer.

C. G.

« Entre passions et prairie », de Denise Bonal

Gisèle Casadesus ose punir ses filles

Entre la farce et le dossier social, saurait l'humour et la poésie.

Trois sœurs. La première est mariée à un charcutier, dont le boudin « maison » est frugal; il y met du jus de framboise. La seconde a un homme des forces de l'ordre qui saurait casser du bougnoule. La troisième a un enseignant, ce qui n'est pas un métier: ses élèves ont mis de la colle sur sa chaise, à la récréation il n'a pas pu se lever, il a fallu que sa femme lui apporte, en catastrophe, une deuxième pantalon.

Et ces perles qu'elles ont épousé des comiques, ces trois sœurs ont des coeurs de pierre: elles refusent de donner asile à leur vieille maman, veuve, qui se morfond en solitude dans son appartement.

Morale de l'histoire: la vieille

lancé canadien, son nouveau sous-loucheur, et il sera son héritier.

La pièce de Denise Bonal, *Entre passions et prairie*, participe de la farce (les pendules-gigantes) et du dossier « social » (l'ingratitude des familles envers leurs parents du troisième âge). Mais l'interprétation d'une grande actrice, Gisèle Casadesus, la maman, donne à la chose une dimension de poésie, d'équilibre, de vraie sagesse, et de merveilleux humour. Et mise en scène de Guy Rémond, décor de René Allio, de leur côté, s'axent vers un théâtre réfléchi, assez savant. Le tout se tient bien, dans les deux sens du mot: unité et consistance.

Les comédiens s'ajoutent avec maîtrise entre gravité et sourire, mais mention spéciale au jury à Jean Lescot, très touchant orfèvre de l'enseignement public.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de l'Est parisien, 20 h 30.

« Nouvelles Scènes », à Dijon

Interférences

Jérôme Deschamps n'était jamais venu à Dijon. Le mal est réparé. Il a présenté *C'est dimanche*, nouvelles scènes. Ensuite, il y a eu la création d'*Inventaires*, de Philippe Minyana (1), étrange et blanche représentation de trois femmes déviant leur existence avec humour et impudeur...

Dans la mise en scène de Robert Cantarella, le trio à-bac de l'inventaire est mis aux enchères publiques. C'est la ruse de la fortune. D'où, peut-être, l'impression de banalité et de frustration, en même temps.

qu'un grand plaisir à écouter et regarder (Sophy, Judith Magre, Florence Gariot)... Sans dresser l'inventaire des Nouvelles Scènes, on peut signaler l'arrivée de quatre auteurs: Daniel Bessner (*Arromanches*), Pascal Rambert (*Réveil*), Michel Deutsch (*Juste après Tamerlan*), Valère Novarina (*Le Discours aux animaux*, nouvelle variation par André Marcon). Valère Novarina, auteur et peintre, double activité qui correspond tout à fait aux ambitions de « Nouvelles Scènes ».

Autour du fondateur, François Le Pillouar, se sont fédérés des coproducteurs aussi variés que l'Université, le CROUS, le Centre Consortium, association d'historiens d'art qui depuis une dizaine d'années ouvrent la ville aux arts contemporains. Ils ont invité Marc Chaimovitz, élégant et raffiné, à la lisière des arts appliqués et de la peinture-peinture. Chaimovitz a dessiné et peint cinq paravents de bois. Christian Floquet, un jeune suisse, a également réalisé sur place, pendant l'été, une série de vastes toiles qui manipulent incidemment la couleur et la croix emblématique de Malevitch.

ODILE QUIROT.

* Nouvelles Scènes, jusqu'au 4 novembre. Tél.: 80-55-69-57.

(1) *Inventaires* sera présenté à Paris, à la Bastille, du 24 novembre au 20 décembre.

RENAISSANCE

DELPHINE SEYRIG
HENRI GARCIN

un JARDIN
en
DESORDRE

de ALAN AYCKBOURN
ADAPTATION: JEAN-CLAUDE CARRIÈRE
MISE EN SCÈNE: STUART SEIDE

JEAN-PIERRE MOULIN
JEAN-YVES GAUTIER
PIERRE CHASSIGNARD HELENE CONTINI
JEAN-PIERRE CHATRIER

JOSIANE LEVEQUE

100 rue de la République, 100 rue de la République, 100 rue de la République

CINÉMA

« Mon cas », de Manuel de Oliveira

Un réalisateur portugais, né en 1910, ne pourra, à cause du régime de Salazar, réaliser que divers courts métrages et deux longs métrages entre 1942 et 1971. Vient ensuite les années de gloire avec *Amour de perdición*, *Francisco*, et *Le Soulier de satin* (6 h 50). On s'ennuie. Et puis, en 1987, Manuel de Oliveira réalise, en association avec la Maison de la culture du Havre (où l'équipe technique s'est installée) *Mon cas*, film à petit budget, collage assez surprenant d'éléments théâtraux.

Des acteurs (dont Bulle Ogier, maquillée, barbouillée, méconnaissable mais très présente) interprètent une pièce de José Regio dans laquelle un personnage, appelé « l'intrus » intervient comme un trouble-fête pour tenter d'expliquer « son cas ». Personne ne veut l'écouter. La pièce recommence. Mais les scènes sont filmées en accéléré et, lorsque les personnages ouvrent la bouche, on entend un autre dialogue emprunté à des textes de Samuel Beckett. Le rideau tombe une deuxième fois (on est toujours au théâtre) et se relève pour une interprétation du *Livre de Job* emprunté à la Bible. Vous avez, en fin de compte, un objet culturel où intervient la vidéo, un film d'auteur qui semble tourner autour du thème de l'incommunicabilité (parole étouffée ou non comprise) et dont l'existence est comme un défi au cinéma actuel. On ne peut que décrire. Pour prévenir le public que ce genre de tentative attire encore.

JACQUES SICLER.

« La Vieille Quimboiseuse... » de Julius Amédée Laou

La Quimboiseuse est une jeteuse de sorts antillaise. Elle dit la bonne aventure et vit dans un temps différent. Un pays en noir et blanc sur pellicule usée. Son corps et sa mémoire sont usés, c'est vrai. Immensément fatiguée. Submergée de rancœurs, d'amertume et de solitude à deux avec cet époux qui était majordome — domestique, quoi — alors qu'elle dansait au côté de Josephine Baker, et que ses amants l'adoraient.

La Quimboiseuse et son majordome marchent au long de rues sans nom. Elle avance à petits pas

difficiles. Lui la soutient et résume ses griefs. Elle le méprise. Et ils s'aiment. Il est plus solide qu'elle. Forcément, il est mort depuis plusieurs années, plus jeune donc. Et elle, agonise. Souvenir d'un tour de valse, avant le cri et le silence quand il se défend d'être malade... Quelque chose de grave et d'hésitant dans sa manière de parler de son métier. De dire que, si ça ne marche plus, il fera autre chose. Sans y croire naturellement. De toute façon il est né pour jouer.

Julius Amédée Laou — un grand auteur de théâtre — a écrit son histoire dans un langage sensuel, doux comme du miel et en même temps féroce. Du punch, en somme. Et puis il y a le merveilleux visage de la Quimboiseuse, Jenny Alpha — qui est aussi l'interprète de Julius Amédée Laou au théâtre, en particulier dans le *Livre de Job*. On ne peut pas l'oublier, on a envie de lui prendre la main, de l'écouter, et elle s'en va, fantôme gris sur le noir et blanc de la pellicule. C'est une histoire très belle que son histoire. Elle n'a pas grand-chose à voir avec un film. Et-que ça a tant d'importance ? C. G.

« Flag » de Jacques Santi

Evidemment, lorsque Philippe Leroy-Baudouin propose gentiment « Je fais couler un bain ? », on prendrait bien volontiers la place de la Balthaz. Mais dans *Flag*, le premier film de Jacques Santi, la belle ne fait qu'un petit tour et puis s'en va. Elle est la maîtresse d'un fils, Simon (Richard Bohringer), en plein dans le pétrin. C'est un joueur, un homme d'instinct et d'excès, qui se pose des questions au sujet de son supérieur (et ami) au sein de la Brigade de Répression du Banditisme : Tramoni (Pierre Arditi), en effet, est arriviste, poli, inquiet. Et si le poli avait tenté de faire plonger son copain trop curieux ? Et si cet animal de Bohringer flairait l'embronille et retournait le piège ?

Jacques Santi, ex-Chevalier du ciel à la télévision, a réuni d'excellents comédiens, on le voit, sans oublier Julien Guimard, le grand méchant loup de tant de bons films, mais pourquoi faire ? Le scénario est si plat, les situations si convenues que l'on bâille assez vite, parce que tout cela a été raconté mille fois dans les nanarades de la télévision, privatisée ou non, et qu'on n'en veut plus sur aucun écran. Comment peut-on manquer d'imagination à ce point, et surtout d'ambition ? Elle est la aussi la « crise » du cinéma français.

MICHEL BRAUDEAU.

aller retour
aller retour
aller retour

DANSE

Le « Magnificat » de Neumeier



Créé cet été au Festival d'Avignon (le Monde du 3 août), le *Magnificat* du chorégraphe américain John Neumeier est construit comme une image de missel. Au centre, la femme dans sa qualité — Eve sensuelle, dramatique, Marie, fragile et douce, déjà choisie pour l'Annonciation. — Autour de ce motif traité dans un style souple, très Grahamian, où éclate la beauté somptueuse de

M. M.
★ Palais Garnier, 12, 13, 14, 23, 24, 25 octobre et 14 novembre.

JAZZ

Black Blanc Beur à Nancy

Les enfants de la banlieue

Nancy a ouvert la voie aux festivals multiformes. Pour sa dixième édition, le Nancy Jazz Pulsation a invité un groupe de danse: Black Blanc Beur.

Il y a des enfants et sans morosité ni haine. C'est la banlieue qui bouge. Sans complexes ni références, sans un puissant goût de vivre et de danser. Quelle banlieue ? La parisienne, en l'occurrence. Mais elle parle clair au nom des banlieues de toutes les villes, grandes ou moyennes. Il suffit de faire un tour au soleil d'octobre sur le parvis de Beaubourg, pour voir un groupe étrange de cinq danseurs noirs qui dispersent avec grâce des images saisissantes, comme filmées au ralenti. Black Blanc Beur est de cette farine.

Il y a aussi Saint-Quentin. Pour ce spectacle à Nancy, ils dansent à trois. La musique en plus. Ils sont black, blancs ou beurs. Leur expression, c'est la forme populaire, pas trop tracassée, de la richesse actuelle de la danse. Années 60, le cinéma, la nouvelle vague, Années 70, le jazz, le musique à la fin le théâtre. Maintenant, la danse.

Black Blanc Beur est dans le ton. Ils empruntent au rock, au smurf, aux patins, au jazz retrouvé, à la « break dance », au mime, aux claquettes, aux arts martiaux, à tout ce qui bouge et séduit dans les postes d'aujourd'hui. A tout ce qui peut faire image. A tout ce qui peut faire signe. A tout ce qui peut faire effet. Ils s'appellent en trois temps Black Blanc Beur et sont nés en 1984 d'une opération « vacances anti-été chaud ». Et, depuis, c'est l'éloge permanent.

C'est bien dans la tradition du Festival de Nancy, le Nancy Jazz Pulsation, d'inscrire au programme une nouveauté de cet acabit. Nancy a ouvert la voie aux festivals multiformes. Tout le monde a pris le train en marche. Bien sûr, à Nancy, on continue de pouvoir entendre les

grandes têtes d'affiche: Sonny Rollins avant Paris, Archie Shepp et Horace Parlan, The Leaders, Eddie Palmieri, Mike Brecker, Astor Piazzola et l'immense Chet Baker. On peut même entendre la jeunesse installée aux postes de commandes: Louis Scialoja ou Biréli Lagrène. Mais Nancy, ou plutôt, nance, Nancy Jazz Pulsation, a toujours su distinguer des figures, des moments, des groupes en prise directe sur l'air du temps. L'histoire serait trop longue. Tout le monde a suivi.

Black Blanc Beur est bien dans le genre. Ils n'hésitent pas. Pour Nancy, ils annoncent un spectacle nommé Roma amor: une sorte d'allégorie sur la lutte fratricide entre Romulus et Remus. En un sens, le projet est assez gonflé. Le regard guette. Mais, méfiance, ils sont capables de tout. Et puisque surtout ils passent ils laissent une irrépressible envie de danser, la deuxième partie de leur spectacle est plus risquée encore. Ils font le pari de lancer tout le monde dans la danse. A suivre.

FRANCIS MARMADE.
★ Louis Scialoja Quartet: ONJ dirigé par Antoine Hervé; Vienna Art Orchestra (de 15); The Kingmales, Chris Isaac; Working Week (16); Sixx; Biréli Lagrène, Mike Brecker Group (17); Black Blanc Beur (19); Trio Bravo; Penguin Cafe Orchestra; Chet Baker (20); Sonny Rollins (21); Archie Shepp/Horace Parlan (22); The Leaders (Arthur Blythe, Chico Freeman, Lester Bowie, etc.); Sir Alla's Girls; Special Mustangs III; Eddie Palmieri Orchestra (23); Mint Juleps; Michele Rosewoman Quintessence; Dee Dee Bridgewater (24).

MAISON DES CULTURES DU MONDE

Pleins Feux sur le Japon



15 ET 16 OCTOBRE 20 H 30
SABURO TESHIGAHARA
21 AU 24 OCTOBRE 20 H 30
25 OCTOBRE 17 H
THEATRE TENKEI GEKJO
COMITE DE RELATIONS PUBLIQUES
MITSUI
101 RD NASPAIL 6°
TEL. 45 44 72 30 LOC. 45 44 41 42

سكزا من الاصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : * Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 15 octobre

TF 1

20.30 Série : Chabot-balait. De Jean Sagols. Avec Jacques Dufré, François Domange, Jean Vigny, Arielle Semenov, Catherine Lachena, (5^e et 6^e épisodes.) 22.20 Reportages. Numéro spécial. Magazine de la rédaction dirigé par Michèle Cotta et Jean-Christophe. Interview exclusive d'Yves Chaler et une enquête de Dominique Martnaud et Isabelle Baillancourt. 23.40 Journal et Bourse. 23.58 Présentation de minuit. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcia.

A 2

20.35 Cinéma : Les bronzés font du ski ■ Film français de Patrice Leconte (1979). Avec Josiane Balasko, Gérard Jugnot, Marie-Anne Chazot, Christian Clavier, Michel Blanc, Thierry Lhermitte. 21.55 Magazine : Édition spéciale. D'Alain Wieder et François Debré, présenté par Bernard Rapp. Au sommaire : Les milliardaires. Qui sont les Français les plus riches et comment faire fortune ? Les cours de la première école européenne de personnel de maison. 23.30 Informations : 24 h sur 24. 0.00 Série : Brigade criminelle. Drôle de match (rediff.).

FR 3

20.35 Téléfilm : Le loup et l'ours. De Pierre Bontoux et Jean-Louis Comolli. Avec François Perrot, Alain Doutey, Wojtek Pszoniak, Pascale Petit, Christiane Jean. 22.05 Journal. 22.30 Magazine : Océaniques. Lutter pour la vie, de Robert Young. Antropologie : Asen Balick. Les 25 Musées, mensuel. Concerto pour orgue en sol mineur, de Haendel, par l'orchestre de chambre de la Radio-télévision luxembourgeoise.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : L'Affaire Sevelin ■ Film espagnol d'Antonio Drove (1978). Avec Charles Denner, Virginie Billeaud, Pablo Sforza, Stefano Sallustiano, Ettore Manni, Omero Antonutti. Pendant la première guerre mondiale, un journaliste idéaliste tente de dévoiler la vérité sur les tréfonds d'une usine d'armement appartenant à de très grands bourgeois catalans. Un sujet très intéressant. Le film est inédit en France. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Cinéma : Big boom ■ Film chinois (Hongkong) de Lo Wei (1971). Avec Bruce Lee, Shih Kien. 23.45 Téléfilm : La vengeance de Tony Climo. De Marc Daniels. Avec Brad Davis, Roxanne Hart, William

Vendredi 16 octobre

TF 1

20.25 Mémo. 20.27 Tapis vert. 20.30 Variétés : L'heure d'honneur. Émission présentée par Jean-Luc Lalye. Inédit.

LA SAMARITAINE : VOUS Y VENDREZ !

NOCTURNES

JUSQU'À 20 H 30

MARDI ET VENDREDI

Samaritaine

Harlem Dézir. Avec Carmel, Enrico Macias, Michel Boujnah, Depêche Mode, Karra Cheryl, Rafi, Gesh Patti, Laurent Voulzy, Shirley MacLaine, Jean Guidoni. ■ 22.40 Téléfilm : La nuit du coq. De Michel Favart, d'après le roman de G.J. Arnaud. Avec Florent Pagny, Marie Rivière, Hervé Bréau, Armand Babel. 0.20 Journal et Bourse. 0.38 Magazine : Rapido. D'Antoine de Caunes. Interviews d'Eurythmics, Eddie Palmieri, Chris Isaak, Los Carayos. Le piratage des cassettes : L'entraînement des « marines ». Cinéma : Full Metal Jacket, de Stanley Kubrick.

A 2

20.30 Feuilleton : Qui c'est ce garçon ?

MESURES EXCEPTIONNELLES

TV COULEUR 99

MAGNETOSCOPE 179

PLASTINE LASER 100

Tarif mensuel sur 36 mois - sans engagement

APPELEZ VITE GRANADA

30.64.31.00

De Nadine Trintignant et Nicole de Buron. Avec Marlène Jobert et Ugo Tognazzi. 5^e épisode : Grand-Mère ou pas. 21.30 Apogées. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Elles débattent en fanfare », sont réunies : Eve de Castro (Les barbares du soleil), Nathalie Mauriac (éditrice d'Albertine disparue, de Marcel Proust), Dominique Nora (Les Possédés de Wall Street), Elisabeth Rasy (La Première Extase), Marina Vlady (Vladimir ou le Vol errant) et une invitée surprise. 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : Les Enfants terribles ■ Film français de Jean-Pierre Melville (1949). Avec Nicole Stéphane, Édouard Demailly, Jacques Bernard, Renée Costas. Un garçon admet et aime un camarade de collège qu'il croit retrouver en une jeune fille amie de sa sœur. Celle-ci le coupe d'une passion jalouse. Ils vivent tous ensemble dans un appartement californien. Admirable adaptation du roman de Jean Cocteau, qui avait choisi Melville pour le porter à l'écran.

Audience TV du 14 octobre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	47,7	Santa Barbara	Bon mot A 2	Actual. région.	Nuit part	Porte magique	Onde 88
		23,5	7,8	6,7	0,5	7,8	2,1
19 h 45	55,4	Roue fortune	Journal	Actual. région.	Nuit part	5 rue Théodore	Dalton
		26,9	9,8	4,7	2,6	8,3	3,1
20 h 16	64,2	Journal	Football	La classe	Nuit part	Journal	Dalton
		28,5	19,7	8,3	0,5	3,6	3,6
20 h 56	69,9	Série télévisée	Football	L'Avenir	Ciné salles	Coltancocochow	Dynastia
		23,3	18,7	5,7	5,7	11,4	5,7
22 h 08	52,3	Série télévisée	Paroles histoire	L'Avenir	Sur la Ténaris	Los Angeles	Falson Court
		27,5	5,7	6,2	3,1	4,1	6,2
22 h 44	39,9	Super easy	Paroles histoire	Journal	Sur la Ténaris	Arabesque	Les espions
		21,8	4,7	3,6	3,1	3,6	2,1

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

سكنا من الاجل

Sports

FOOTBALL : France-Norvège (1-1)

Les Bleus dans le bleu

La France et la Norvège ont fait match nul (1-1), le mercredi 14 octobre à Paris, en match éliminatoire du championnat d'Europe des nations. Les deux équipes étant d'ores et déjà exclues de la phase finale qui aura lieu en juin prochain en Allemagne de l'Ouest, Henri Michel, sélectionneur français, avait assigné à ses joueurs un double objectif : gagner et s'entraîner. Double échec. À un but de Fargoon (63^e minute), les Norvégiens ont répliqué par un but de Tom Sandvick (79^e minute).

Rien n'y a fait. Pas même les encouragements des milliers d'enfants invités à venir s'entraîner gratuitement dans les tribunes dégarnies du Parc des Princes. A aucun moment les Bleus n'ont pu faire dévier les Norvégiens, humbles travailleurs du football, du sillon qu'ils avaient entrepris de creuser le 16 juin dernier sur leur terrain d'Oslo (2-0). Il tombait sur Paris la même pluie glaciale que ce jour-là et le football tricolore s'est remis à tousser. La même quinte qui lui avait mis, quatre mois plus tôt, un pied dans la tombe.

Après avoir porté quelque temps le seul de son titre de champion d'Europe, l'équipe de France semblait pourtant avoir repris goût à la vie. Une défaite encourageante contre la RFA et un nul héroïque à Moscou devaient logiquement aboutir à une victoire éblouissante sur la Norvège.

Cette équipe d'amateurs bégayait ne venait-elle pas de perdre à domicile face à la lilliputienne Islande ? Hélas ! Les bonnes intentions françaises se sont envolées au fil des minutes. « Nous avons failli dans tous les secteurs », confessa Henri Michel après la rencontre. Le patron de l'équipe de France avait ensuite que ses consignes n'avaient pas été respectées : « Nous avions décidé de faire le pressing ; or nous n'avons pas réussi à le mettre en place, et le match est parti sur un faux rythme. D'autre part, j'avais décidé de tenter une nouvelle formule avec trois attaquants, mais les défenseurs ont été trop lents dans la relance, et le milieu de terrain, évoluant sur un rythme mono-

corde, n'a jamais créé le surnombre. » Aux yeux du sélectionneur, personne n'échappe à la critique dans cette équipe qui cumule les handicaps.

Privée de gauchers naturels pour déséquilibrer le jeu, elle est démunie en tireurs de coups de pied arrêtés. Commis d'office, Bijotat et Touré bûlent régulièrement sur le mur adverse. Mais surtout l'ensemble manquait de patron. Luis Fernandez, capitaine courageux, était bien là, mais sa détermination communicative, arme principale des Français face aux Soviétiques le mois dernier, ne pouvait suffire. Pour son cinquième match sur sa pelouse fétiche du Parc, l'équipe de France devait construire le jeu, et l'absence de Gérard Passi, indisponible jusqu'à la trêve, a été lourde de conséquences.

Après les retraites de Platini et Giresse, les meneurs de jeu se sont rarement pour Henri Michel, « à la recherche d'une solution qu'aujourd'hui je n'ai pas trouvée ».

Avertissement sans frais

Pour pallier les défaillances tactiques de son équipe, le coach français avait pu espérer une révolte collective en souvenir de l'humiliation endurée au match aller. Mais deux joueurs seulement de la présente sélection l'avaient vécue : Basile Boli et Manuel Amoros. Mercredi soir, tous les autres étaient des nouveaux (Sonor, Martini, Cantona, Fargoon, Bijotat) ou des revenants (Anziani, Senac). Une minorité d'entre eux avaient joué les deux matches précédents.

Depuis quelque temps en effet l'entreprise France est victime d'un run over qui déstabiliserait plus d'une PME. La récente démission de Patrick Battiston et la cascade de forfaits enregistrés cette semaine dans toutes les équipes ont même contraint les instances fédérales à brandir les tables de la loi, qui « font obligation à tout joueur retenu d'honneur sa sélection ». Avertissement sans frais aux simulateurs et aux tire-au-flanc qui, botant pas le mercredi, gambaderaient dès le samedi avec leur club. Comme l'équipe de France ne serait-elle plus cette vitrine du football où chaque joueur rêvait de se montrer un jour ?

Après le départ, dans des conditions qu'il n'a guère appréciées, de Battiston, Henri Michel est à la croisée des chemins. Les liens avec le passé glorieux sont défaits. C'est désormais à lui d'imprimer sa marque sur un groupe tout neuf, dont l'élément le plus ancien, Manuel Amoros, a été greffé en 1982. Or, la grille Michel tarde à se manifester. Aussi bien dans le choix du « noyau dur » des internationaux qui devront constituer la « bande à Michel » pour le Mondial italien de 1990 que dans le style de jeu : 4-4-2, 4-3-3, ou 3-5-2, sa religion n'est pas faïte. Il lui reste six matches de rodage avant le début des éliminatoires de la Coupe du monde. Six matches pour oublier ce piteux France-Norvège, au terme duquel il s'estimaient « déjà mais pas abattu ». Un état d'âme en forme de devise.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

■ Classement : 1. URSS, 11 points (sept matches) ; 2. RDA, 7 points (six matches) ; 3. France et Islande, 6 points (sept matches) ; 4. Norvège, 4 points (sept matches).

Peines de prison ferme requises au procès du dopage

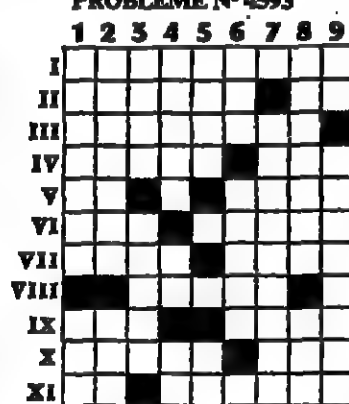
M. Joseph Brunel, procureur de la République de Lyon, a demandé, mercredi 14 octobre, au tribunal correctionnel de condamner les cyclistes amateurs soupçonnés de s'être dopés à des peines allant de deux mois de prison avec sursis à un an de prison dont neuf mois avec sursis.

Contre les pharmaciens qui leur délivraient des amphétamines au mépris de la réglementation, le magistrat a demandé des sanctions allant de deux mois de prison avec sursis à trois ans de prison avec sursis assortis d'amendes allant jusqu'à 80 000 francs et des interdictions d'exercer atteignant cinq ans pour l'un d'eux.

Enfin, M. Brunel a requis des peines variant de deux mois d'emprisonnement avec sursis à un an d'emprisonnement avec sursis contre les médecins qui prescrivaient du Tonedron ou du Captagon aux coureurs « fatigués ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4593



HORIZONTALEMENT

I. Ce qu'ils ont en main leur sert souvent à broser. II. Pour ceux qui sont roses, mais pas pour ceux qui sont vaches. Est plus ou moins apprécié par celui qui se voit donner une bonne leçon. - III. Ce n'est pas sous la langue qu'elle fond. - IV. Prisonnières d'une bande ou mêlées de près au reste de la troupe. Entre par les oreilles ou bien par le nez. - V. N'échappe pas aux recherches. - VI. On arrive ensuite dans le département par départ. Faire sauter un train. - X. On l'on touche régulièrement le sol de la main. Il en est un qui souhaite vivement faire bonne figure. - XI. Pronom. Est en mesure de faire des avances à bien des femmes.

VERTICALEMENT

1. Renferme de nombreux clichés. Se relève aussitôt après avoir été couché. - 2. Moyens de production. Sans distinction. - 3. Avec elle, il y a à boire et à manger. Chercher à mettre fin à un état de gêne. - 4. Est réalisé point par point. Représente plus d'un tron à boucher. Ceux qui étaient enflammés brûlaient de se l'entendre dire. - 5. A perdu ce qu'elle avait de plus précieux après avoir gagné ce qu'elle avait de plus cher. Son sol est d'une grande richesse. - 6. Temps pendant lequel il faut, à diverses reprises, songer au retour. D'une certaine façon, c'est avoir le dessus. - 7. Il leur faut bâtir bien avant d'achever leur ouvrage. - 8. Riposte à une attaque. Entre dans la composition d'une ampoule. - 9. Fait la vie belle. Fais en même temps que le bouclier.

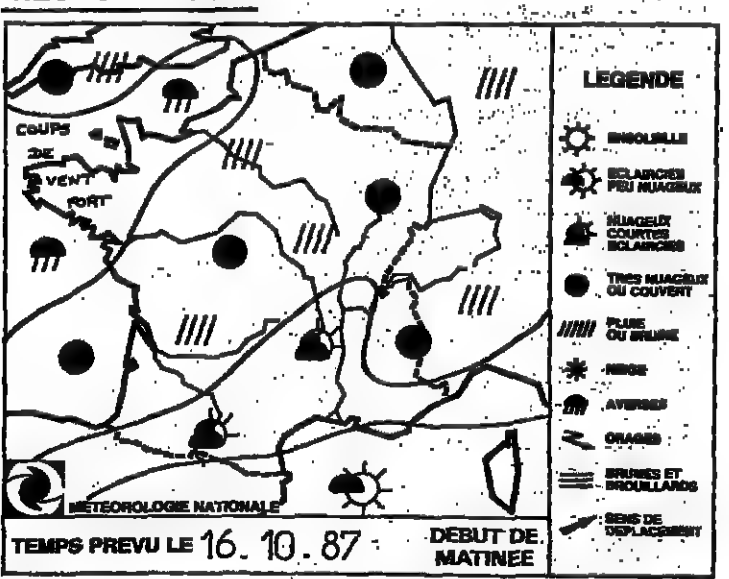
Solution de problème n° 4592

Horizontalement : 1. Escalier. - II. Naissances. - III. Dlt. Sicile. - IV. Ove. Os. As. - V. Merisier. - VI. No. Elme. - VII. Avez. Lat. - VIII. Gt. Rive. - IX. En. Ut. - X. Etrennes. - XI. Sec. Athée.

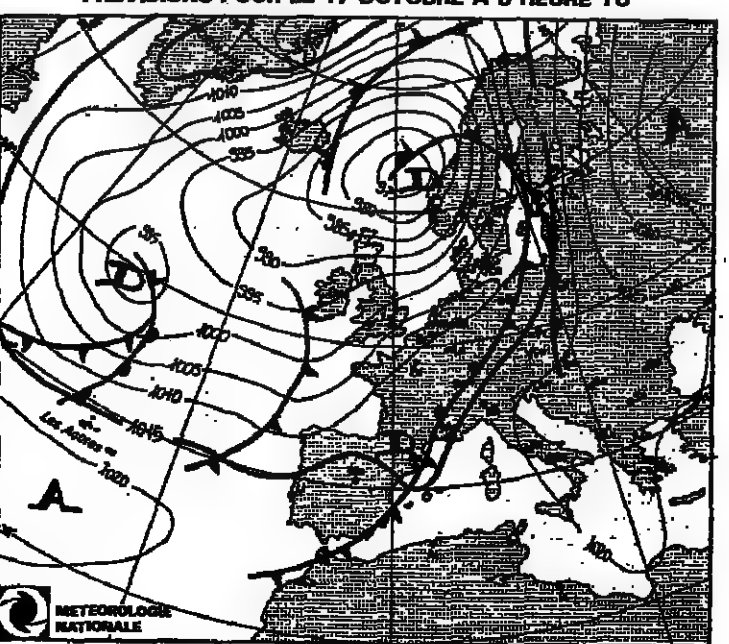
Verticalement : 1. Endomagasin. - 2. Nafte. - 3. Citerne. Rf. - 4. As. - 5. Jace. XI. Na. - 6. Sa. - 7. Sic. Elle. Ebl. - 8. Enlarme. Ué. - 9. Et. Etat.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 17 OCTOBRE À 0 HEURE TU



* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Amie : deux Américains inventeurs des mo...

Les prix Nobel de chimie et de physique

L'Académie royale des sciences de Suède a décerné, mercredi 14 octobre, les prix Nobel de physique et de chimie, chacun d'un montant de 2 millions de francs. Le premier a été attribué à Georg Bednorz (RFA) et à Alex Müller (Suisse), pour leurs travaux sur les supraconducteurs à haute température. Le second est allé à François Jean-Marie Lehn et aux Américains Donald Cram et Charles Pedersen, pour leur découverte de molécules creuses.

A force de l'attendre, on n'y croyait plus. Depuis l'attribution du prix Nobel de chimie à Irène et Frédéric Joliot-Curie, en 1935, aucun Français n'avait reçu cette distinction. Pourtant on savait depuis plusieurs années que M. Jean-Marie Lehn, directeur d'un laboratoire Stras-

bourgeois et professeur au Collège de France, était « nobélisable ». En « construisant » le premier des molécules « cages », il avait en effet ouvert un nouveau chapitre de l'histoire de la chimie.

D'autres avaient ouvert la voie. Les deux lauréats américains, MM. Donald Cram et Charles Pedersen, avaient, les premiers, posé les bases de cette chimie en construisant des molécules en forme de couronnes. Des substances totalement inconnues dans la nature, mais dont l'architecture aide à comprendre celle de composés biologiques comme les antibiotiques. M. Lehn a complété ces travaux en fabriquant des molécules qui sont de véritables cages, dont la dimension peut être ajustée à ce que l'on veut y enfermer.

Les applications pratiques de telles substances sont encore limitées, mais le travail des trois prix Nobel de chimie ouvre de grandes perspectives. Il en va de même de la découverte de la supraconductivité à haute température, pour laquelle le prix Nobel de physique vient d'être attribué à MM. Georg Bednorz et Alex Müller. Une découverte comme il n'en arrive que tous les dix ou quinze ans. Quelque chose de comparable peut-être à ce que fut l'invention du transistor, et sous quel percent déjà les applications industrielles.

La découverte de la supraconductivité à haute température marque l'aube d'une nouvelle révolution technologique. Une formidable agitation qui secoue aujourd'hui chercheurs et industriels. Car,

d'ici cinq à dix ans, les premières applications de cette découverte feront leur apparition : des ordinateurs rapides aux trains à grande vitesse à suspension magnétique, en passant par le transport de courant sans perte d'énergie, les aimants superpuissants, l'imagerie médicale et les systèmes de détection de sous-marins.

Mais beaucoup reste à faire pour aboutir à des produits industrialisés. Le seul problème est d'être dans la course. Une course effrénée qui se joue à coups de millions de dollars, comme en témoignent les budgets, parfois énormes, débiqués par les grands pays industrialisés.

Chimie : deux Américains et un Français inventeurs des molécules creuses

Le prix Nobel de chimie a été attribué cette année à trois « architectes de la matière » qui ont conçu et réalisé des édifices chimiques totalement nouveaux.

Les molécules élaborées par MM. Charles J. Pedersen, Donald J. Cram et Jean-Marie Lehn ont une caractéristique commune : elles sont « creuses » et, dans leur cavité interne, peuvent piéger diverses espèces chimiques. Les trois lauréats ont ainsi posé les bases de ce que M. Donald J. Cram a nommé la chimie « de l'hôte et de l'invité », que M. Jean-Marie Lehn préfère appeler celle des « récepteurs et des substrats ».

C'est au début des années 60, alors qu'il travaillait pour la firme américaine Du Pont de Nemours, que M. Charles J. Pedersen a préparé les premières molécules « hôtes » qui, en raison de leur géométrie, ont été baptisées éthers-couronnes. Cette découverte a été le fruit du hasard mais son auteur a très vite compris l'intérêt que pouvaient présenter les substances obtenues : pour la première fois, on disposait de molécules neutres, électriquement stables, avec des sites de métaux alcalins (comme le sodium ou le potassium) ou alcalino-terreux (magnésium, calcium, etc.).

Donald J. Cram, dans son laboratoire de l'université de Californie à Los Angeles, a suivi de près les traces de M. Pedersen. Il a élaboré différentes éthers-couronnes capables de piéger non seulement des ions métalliques, mais aussi des molécules organiques, et il a surtout contribué à expliquer les mécanismes mis en jeu dans les rapports entre « l'hôte » et « l'invité ».

Le chimiste américain a également eu l'idée astucieuse d'utiliser les éthers-couronnes pour séparer des acides aminés ou d'autres molécules organiques, et il a surtout contribué à expliquer les mécanismes mis en jeu dans les rapports entre « l'hôte » et « l'invité ». Or, si la nature choisit toujours entre ces deux formes, les synthèses réalisées au laboratoire conduisent à la préparation de mélanges très difficiles à séparer. Pour contourner cette difficulté, M. Donald J. Cram a préparé des éthers-couronnes capables de reconnaître les acides aminés « droits » (ou les « gauches ») et de ne piéger qu'eux.

C'est une toute autre voie qu'ont suivie M. Jean-Marie Lehn et ses collaborateurs à l'université de Strasbourg-1, lorsqu'en 1969 ils ont entrepris la synthèse de molécules creuses tridimensionnelles, beaucoup plus proches des composés naturels que ne le sont les éthers-couronnes planes. Les chimistes français ont ainsi créé de véritables cages moléculaires — que M. Jean-Marie Lehn a baptisées « cryptants » (du grec « cryptos » qui signifie « caché ») — offrant des cavités dont les tailles sont ajustables à volonté et qui peuvent reconnaître et emboîter des ions et des molécules simples, avec une très grande sélectivité.

Les premiers cryptants préparés renfermaient deux cavités circulaires tapissées intérieurement d'atomes d'oxygène. Comme les éthers-couronnes, ils piégeaient les ions de métaux alcalins et alcalino-terreux, mais avec une précision jamais atteinte auparavant : tel cryptant qui retenait parfaitement le potassium par exemple, ne retenait ni le lithium (trop petit) ni le césium (trop gros). D'autres familles de molécules creuses de la « première génération » furent ensuite élaborées, comme des composés capables de « crypter » des ions de métaux lourds, avant, que n'apparaissent des produits aux géométries plus complexes tels ceux présentant la forme d'un tonneau.

Parce qu'ils ont la faculté d'« envelopper » des ions ou des molécules, les cryptants peuvent trouver de nombreuses applications. Certains d'entre eux ont, par exemple, été utilisés pour contaminer des souris intoxiquées par du strontium radioactif, sans toucher au calcium de leur organisme. D'autres pourraient servir à la séparation d'isotopes radioactifs ou, dans un tout autre domaine, contribuer au traitement de la maladie dépressive grâce au contrôle du taux de lithium dans l'organisme.

Quant aux molécules en forme de tonneau, elles ouvrent des perspectives nouvelles en matière de fixation et de transport sélectif d'espèces chimiques et pourraient avoir des applications intéressantes en tant que catalyseurs, ces composés qui accélèrent les réactions chimiques. Ces cryptants cylindriques peuvent, en outre, se révéler d'excellents modèles pour l'étude

Physique : la révolution des supraconducteurs

Longtemps curiosité de laboratoire, la supraconductivité, qui se manifeste dans certains matériaux par la complète disparition de la résistance électrique à très basse température, n'avait connu que des applications peu nombreuses et spectaculaires avec la construction d'aimants très performants et très chers destinés à la physique des particules élémentaires. Le mérite de Georg Bednorz et d'Alex Müller, deux chercheurs du laboratoire IBM de Zurich, est d'avoir montré que le phénomène de supraconductivité, que l'on n'avait jusqu'alors observé qu'à des températures proches de celle de l'hélium liquide (4,2 kelvins, soit - 269 degrés Celsius), pouvait se manifester à des températures bien supérieures (le Monde du 11 mars et du 8 avril). Si l'on obtenait de la supraconductivité à la température ambiante — les travaux des chercheurs tentent de s'en approcher — de très nombreuses applications seraient possibles qui ouvriraient la voie à une révolution technologique.

Certes, des progrès avaient été faits entre la découverte en 1911 de la supraconductivité par Kammerlingh Onnes et les températures records obtenues avant la découverte de Bednorz et Müller. Ainsi, en 1950, la température la plus élevée jamais obtenue était de 15 kelvins. Dix-huit ans plus tard, elle était de 21 kelvins. Depuis 1973, il n'est plus possible de dépasser les 23,3 kelvins. Les deux lauréats du Nobel ont su briser la barrière en recherchant la supraconductivité de matériaux nouveaux faits d'oxydes de baryum, de lanthane et de cuivre.

En avril 1986, ils publiaient dans une revue scientifique allemande, la *Zeitschrift für Physik*, un court article fort prudent indiquant qu'ils pensaient avoir observé dans un tel matériau un changement progressif de conductivité entre 10 et 30 kelvins.

C'était un résultat révolutionnaire, qui ne fut pas immédiatement connu de la communauté des spécialistes. Pourtant, MM. Bednorz et

Müller avaient entrepris, dès le début des années 80, une recherche systématique de nouveaux matériaux dans l'espoir de trouver des supraconducteurs. Des considérations sur le cortège électronique des atomes les conduisirent à se pencher sur des alliages de nickel. Ces derniers n'ayant pas donné satisfaction, ils se tournèrent vers les alliages de cuivre. A cette époque, la lecture d'un article du groupe de Bernard Raveau et de Claude Michel, de l'université de Caen, sur la synthèse de certains matériaux — des perovskites déficitaires en oxygène — les conduisit à fabriquer des oxydes de baryum, de lanthane et de cuivre, qui ont permis la découverte de cette supraconductivité à « haute température ».

Leurs expériences, reprises et améliorées par des équipes du monde entier, permirent ensuite de monter progressivement en température et d'atteindre le seuil de l'azote liquide (77 kelvins, soit - 196 degrés Celsius), économiquement critique pour les industriels qui gagnent ainsi beaucoup sur le coût du refroidissement de ces matériaux. En effet, on a coutume de dire que « le prix de l'azote liquide est celui de l'eau minérale, alors que l'hélium est aussi cher que le whisky ».

Quoi qu'il en soit, des progrès considérables, en ce qui concerne tant la recherche fondamentale que les procédés de mise en œuvre de ces alliages, restent à accomplir pour industrialiser de tels matériaux dont les applications potentielles sont innombrables.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

De nationalité suisse, né le 20 avril 1927, Docteur en physique du ETH Zentrum de Zurich, il est professeur titulaire à l'université de Zurich et a été nommé en 1963 IBM Fellow (chercheur payé par IBM pour faire les travaux de son choix). C'est dans ce cadre qu'il collabore avec le laboratoire de Rüchlikon.

De nationalité allemande, né le 16 mai 1950, Docteur en sciences naturelles du ETH Zentrum de Zurich, il travaille depuis 1982 au laboratoire de recherche IBM de Rüchlikon (près de Zurich) en Suisse. Il y dirige actuellement un groupe de recherche sur les oxydes et alliages métalliques.

M. Jean-Marie Lehn : pianiste et chef d'orchestre

Tous ceux qui n'auraient eu d'autres occasions de rencontrer M. Jean-Marie Lehn qu'au cours d'une de ces nombreuses réunions auxquelles il est tenu d'assister viendraient en lui un homme bougon, le plus souvent silencieux, le visage mangé par de larges lunettes d'écaïlle. Mais qu'il vous revoie dans son laboratoire, qu'il vous invite ensuite dans un de ces fameux « weinstube » alsaciens dont il a le secret, et le chercheur qu'on pourrait croire froid et distant se révèle un interlocuteur décontracté et disert. Pour tout dire, un homme charmant.

Car il est intarissable sur ses sujets favoris, l'histoire de sa ville — Strasbourg — ou la musique qu'il trouve encore le temps de pratiquer, la nuit, chez lui, même au Collège de France où il a déposé un piano. Mais son thème favori reste bien sûr la chimie, qu'il pratique et enseigne, partageant son temps entre son laboratoire alsacien, la célèbre institution de la place Marcellin-Berthelot à Paris, et de nombreux voyages en France et à l'étranger.

« C'est un énorme bosseur, dit un de ses proches. Quand il ne fait rien, cela veut dire qu'il travaille soixante heures par semaine. » Un patron « adageant » envers ses collaborateurs, mais « toujours disponible pour discuter sciences avec eux », et qui sait reconnaître leur mérite. Après l'annonce de son prix Nobel, M. Lehn a aussitôt associé à son prix tous ceux qui, autour de lui — « une certaine de personnes » — ont participé à ces recherches. Pour lui, un directeur de laboratoire est « un chef d'orchestre qui n'est



pas grand-chose sans les musiciens ».

Le chercheur strasbourgeois — comme nombre de ses collègues — a été surpris du choix fait cette année par les membres de l'Académie des sciences suédoise. Cela faisait tant d'années qu'il était considéré par ses pairs comme « le » chimiste français « nobélisable » qu'il avait — perdu espoir. « La première année où l'on se sent sur la liste, on n'y croit pas. Ensuite, à la mi-octobre, on écoute avec attention la radio. Puis les choses traînent et, cette fois, je n'y comptais pas. » Il avait d'ailleurs prévu de partir aux Etats-Unis le lendemain de l'annonce des prix Nobel, projet qu'il a dû très vite abandonner.

Que peut apporter une telle distinction à un homme dont la réputation n'est plus à faire dans le milieu scientifique international ? M. Lehn espère malgré tout que ce

prix Nobel contribuera à améliorer, en France, l'image de la chimie tout en affirmant « qu'il n'y a pas d'école française, allemande ou américaine de chimie » et que ce prix distingue « un domaine spécifique de la science ». Mais il espère malgré tout pouvoir « employer » judicieusement sa nouvelle récompense. « Pour être au prix me permettra-t-il de me faire mieux entendre des gens influents, dit-il, notamment des pouvoirs publics et des décideurs. »

E. G.
[Né le 30 septembre 1939 à Roheim (Bas-Rhin), M. Jean-Marie Lehn a fait ses études supérieures à l'université de Strasbourg, où il a préparé sa thèse de doctorat dans le laboratoire du professeur Guy Ourisson. Allocataire de recherche du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de 1960 à 1966, il devient en 1966 maître de conférences, puis,

en 1970, professeur titulaire à titre personnel à l'université Louis-Fastier de Strasbourg, où il dirige le laboratoire de chimie organique physique, équipe associée au CNRS. Depuis 1979, il est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire de chimie des interactions moléculaires. M. Lehn est également membre de l'Académie des sciences (1985) et, depuis septembre 1987, conseiller scientifique auprès de la direction générale du groupe Rhône-Poulenc. Membre, en 1976-1977, du comité consultatif de la recherche scientifique et technique, il a enseigné à temps partiel à l'université Harvard et à l'école polytechnique (Palaiseau). Il est lauréat de nombreux prix : médaille de bronze du CNRS en 1963, médaille d'argent en 1972 et médaille d'or en 1981 ; prix Adrien (1968) et Raymond-Bert (1978) de la Société chimique de France en 1968 ; prix Alexandre-Humboldt en octobre 1983 ; prix du Commissariat à l'énergie atomique, décerné par l'Académie des sciences, en 1984.]

M. Mitterrand salue « la vitalité de la recherche fondamentale française »

Le président François Mitterrand a rendu hommage, le mercredi 14 octobre, aux « travaux remarquables » de M. Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie 1987. Dans un message, adressé au chercheur, le chef d'Etat insiste sur « la vitalité de la recherche fondamentale française et sur son ouverture vers l'industrie ».

Pour sa part, le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade, nous a déclaré : « J'apprécie l'homme et ses travaux. Cette haute distinction scientifique récompense non seulement les

travaux de recherche et les qualités exceptionnelles de ce professeur, mais elle est aussi le fruit de plusieurs années d'efforts qui ont conduit à la mutation de la science française, à la maîtrise de nouvelles technologies et de nouveaux modes de raisonnement. »

Le directeur général du CNRS, M. Serge Feneuille, a loué « le talent » de M. Lehn, tandis que le président de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, M. Gilbert Laustriat, a souligné que le lauréat est à la fois « un chimiste et un artiste ».

سكزا من الاجل

Le Monde
CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs de MONDE les postes suivants :

- Valeo** Branche Embrayages
INGENIEUR D'ETUDES
INGENIEUR PROGRES Anciens réf. 41A 764 - 7 MR
Anciens réf. 41A 765 - 7 MR
- Biens d'équipement de la maison
CREDIT MANAGER
France-export Paris réf. 41A 772 - 7 MR
- Valeo** Branche Embrayages
UN JEUNE CADRE
DE GESTION Anciens réf. 41A 766 - 7 MR
- Grande société chimique
INGENIEUR RECHERCHE
SPECIALISTE PEINTURES POUDES Ville Normandie réf. 41A 768 - 7 MR
- Etudes et réalisations de projets techniques
INGENIEUR GENERALISTE
DEBUTANT Rouen réf. 41B 764 - 7 MR
- VIA** Générale de transports et d'industrie
JEUNE CHARGE D'ETUDES Paris réf. 41A 760 - 7 MR
- Valeo** Branche Embrayages
JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT R/P
Département nouveaux produits Paris réf. 41B 860 - 7 MR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

DEMANDES
D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS techniques
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE SPECIALISTE TRANSPORT ROUTIER
national, international, messagerie, grande expé-

RIER, responsable commercial, adjoint direction, en région parisienne dans entreprise à la recherche de son développement. CAD. IV/AUS 1086.

H. 54 ans, dynamique responsable administratif gestion commerciale, achats/approvisionnement, vente et import/export. Formation secondaire, anglais, solide exp. prof. secteur industrie.

RECHERCHE poste similaire Paris/banlieue, connaissance prof., goût responsabilité, contacts humains, bilingue, BCC/JCE 1086.

MANAGER SECTEUR COMMUNICATION responsabilité importante publicité, presse, édition, industrie graphique, animation équipe commerciale, direction de filiale conseil... DES Lettres IAE Paris ICG, 80 ans, anglais bilingue et plusieurs autres langues.

CHERCHE activités à développer département communication, services commerciaux, gestion unit., éventuellement collaboration ponctuelle ou mission étrangère. BCC/JVA 1087.

RESPONSABLE EXPORT, 43 ans, institut supérieur des affaires, dix ans exp. développement gestion de réseaux, biens d'équipement. Conseil diagnostic financier de 120 intermédiaires : filiales agents exclusifs importateurs administrations, formation extinction d'équipes.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

RECHERCHE responsabilité similaire toute entreprise. BCC/JVA 1087.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

1^{er} arrdt
HALLES SAINT-HONORE
immeuble caractère rénové
40, 80 et 150 m² à rénover
de 14 à 17 000 F le m²
42-50-04-28, 44-44-06-07.

4^e arrdt
COEUR MARAIS
immeuble pierre 17^e, 2/3 poss
1 750 000, 47-38-83-31.

7^e arrdt
INVALIDES (près) grand studio
avec ch. et cuisine équiv.
850 000, 42-87-83-73.

9^e arrdt
PARIS-16, 84, rue Condorcet
2^e ét., app. 5 p., + serv.
Vente sur place le vendredi
16 octobre de 12 h à 13 h.

13^e arrdt
93 ROSSNY, Boscailles, près golf
A vendre apr. 4 p., 85 m²,
imm. rénové 1973, bns + w.c.,
+ salle, dépôt, cave + park, cour.
Rens. M. Le Touss, 97-21-32-31.

15^e arrdt
EXELMANS, sciel, divisible
DUPLIX 95 m², 5 P.
asc. 47-03-32-44, msth.

appartements
achats

IMMO MARCADET
Recherche appart. tous styles
même à rénover.

42-82-01-82, 42-23-73-73.

Recherche 2 à 4 p., PARIS,
préfér. 9^e, 12^e, 14^e, 15^e,
16^e avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire.
48-73-20-67, même le soir.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

locations
non meublées
offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE, 100 m²
4 p., 82 m² + park, 4 140 +
1 521,74 ch. Maison 6 p.,
137 m² + box + jds, 8 020
+ ch. 400,50, 47-42-46-98.

BOULOGNE, 100 m², 11-87
4 p., 83 m² + parking +
terrace 7 420 F + charges
1 373,22 F. T. 47-42-46-98.

MONTROUGE, rue de Gentilly,
dans imm. moderne, 11^e ét.,
asc. Vue dégagée. Gd bu-
do, ctt. 2 400 F + 700 F ch.
T. met. Ségué: 45-22-69-92.

Justice

L'affaire Chaumet

Un communiqué du secrétariat général du Comité de la réglementation bancaire

En réponse aux questions posées par l'affaire Chaumet, le secrétariat général du Comité de la réglementation bancaire apporte les précisions suivantes :

- Une entreprise autre qu'une banque ou un établissement de crédit est-elle autorisée à recevoir des fonds ?
- Une entreprise autre qu'une banque ou plus généralement qu'un établissement de crédit est autorisée à recevoir des fonds de toute personne, lorsque ces fonds sont affectés à un usage déterminé, et bien lorsqu'ils sont laissés en compte pour une durée d'au moins deux ans.
- Une entreprise peut également recevoir des fonds de la part de personnes ou de sociétés qui ont des liens particuliers avec elle : actionnaires, associés, dirigeants, salariés, sociétés appartenant au même groupe.
- Des comptes ouverts dans ces conditions peuvent-ils être rémunérés ?
- La législation et la réglementation bancaires en vigueur ne traitent pas ce problème. Aucune interdiction ni sanction ne sont donc prévues en cette matière.

Si les règles en vigueur ne sont pas respectées, qui est responsable et quelles sont les sanctions ?

- La loi bancaire est destinée à assurer la protection des déposants. Les contraintes qu'elle impose s'appliquent seulement aux établissements, c'est-à-dire à ceux qui reçoivent des fonds.
- Lorsqu'une société ou une personne reçoit des fonds dans des conditions irrégulières, elle s'expose à des sanctions pénales, notamment à celles prévues par l'article 75 de la loi bancaire.
- Les personnes qui confient des fonds à une entreprise non habilitée ne sont pas elles-mêmes passibles de sanctions à ce titre. Elles consentent, en revanche, un risque de perte, dans la mesure où elles ne bénéficient pas des protections qu'apportent la réglementation et la surveillance spécifiques dont les banques et les établissements de crédit font l'objet.
- En résumé, une personne physique ou morale peut confier des fonds à un tiers pour un objet déterminé ou pour une durée d'au moins deux ans, mais cela à ses propres risques. Celui qui exerce dans des conditions illicites une activité de banquier en recevant indûment des fonds s'expose à des poursuites judiciaires.

Hors sujet

Le communiqué rendu public, mercredi 14 octobre, par le secrétariat général du comité de la réglementation bancaire, à propos des questions posées par les relations entre M. Chandon et M. Chaumet ne donne pas d'éclaircissements définitifs sur l'affaire.

Tout d'abord, il convient de rappeler ce qu'est ce comité. Créé par la loi bancaire du 24 janvier 1984, il est chargé de fixer les prescriptions d'ordre général applicables aux établissements de crédit (article 30). Ce comité est présidé par le ministre chargé de l'économie et des finances — actuellement M. Edouard Balladur, le gouverneur de la Banque de France en assure la vice-présidence. Le communiqué a-t-il été publié à l'initiative de M. Balladur ? Au secrétariat général du comité, on se refuse à tout commentaire à ce sujet.

Au « Journal officiel »

Une réponse de M. Balladur sur les relations de M. Chandon avec M. Perrodo

Le Journal officiel du 5 octobre a publié une réponse de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, à une question écrite de M. Henri Prat, député (PS) des Pyrénées-Atlantiques, à propos des relations d'affaires de M. Albin Chandon avec M. Hubert Perrodo, notées alors que l'actuel ministre de la justice était président de la société nationale ELF-Aquitaine (SNEA) et poursuivies après le départ de M. Chandon d'ELF. Le député citait, à l'appui de sa question, un article du Monde du 9 juillet ayant donné lieu, dans nos éditions datées 12-13 juillet, à une lettre de M. Perrodo.

Dans sa réponse, M. Balladur rappelle que, le 14 janvier 1981, la SNEA a signé un protocole d'accord avec le groupe Perrodo, prévoyant la construction par Drilling Investment Ltd (DIL), filiale à 100 % d'ELF, d'appareils offshore loués à Techfor, société française du groupe Perrodo, pour qu'elle en assure l'exploitation : le contrat conclu entre ELF-Aquitaine et le groupe Perrodo a permis à ELF-Aquitaine de recevoir, à titre de loyer, en quatre ans, un montant total de 85 millions de dollars à ce jour sur les 110 millions de dollars qu'elle a investis au départ.

Selon M. Balladur, bien qu'ELF ait ainsi perdu « à ce jour » 25 millions de dollars, le retournement du marché pétrolier à partir de 1982 n'a pas empêché d'obtenir une utilisation convenable des appareils. « Les responsables du groupe Perrodo, précise enfin le ministre d'Etat, indiquent que M. Albin Chandon n'a démis et ne démet aucune participation dans les sociétés de forage (Techfor et Cosfor) du groupe Perrodo. En revanche, deux ans après son départ

Le Carnet du Monde

Décès

— Pascal Casagrande, Anne-Françoise Fourni, Etienne Nozary. Ainsi que tous ses amis, se joignant à sa famille, ont la profonde douleur de faire part du décès de

Thierry du BOISROUVRAY, survenu le 3 octobre 1987.

— Pensez à l'éternité, c'est le meilleur. — R. JOURNET.

— M. et Mme Chelving, ses parents, Béatrice et Anne, ses sœurs, ont la douleur d'annoncer le trépas de

Bertrand CHOLVING, ingénieur de l'Ecole supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace, survenu à Strasbourg, le 3 juillet 1987.

Il avait 72 ans.

La messe d'adieu a eu lieu en l'église Saint-Barthélemy de Sarrebourg, au parloir.

7, rue des Carrières, 57400 Sarrebourg.

— Autochtones Habert, son épouse, Doris et Gilles, ses enfants, ainsi que sa petite-fille Emilie, font part de la mort de

Michel HARABET, écrivain, survenu le 13 octobre 1987, à son domicile.

L'inhumation aura lieu au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 19 octobre, à 8 h 15 (entrée par la porte Gambetta).

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue des Petits-Champs, 75002 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

La levée du corps aura lieu le 16 octobre, à son domicile parisien, à 15 heures.

Les obsèques seront célébrées le 17 octobre 1987, en l'église de Cornouille-sur-Risle, dans l'Eure, à 14 heures.

95, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

— M. et Mme Germaine Lemaire, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, M. Yves Perrot, sa veuve, toutes sa famille, M. Denise Perrin, son assistant et collaborateur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LENNUIER, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), survenu le 14 octobre 1987, à Paris.

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Régisseur D.S.P., 64, rue La Boétie, PARIS - 46-63-12-66
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, "expo le matin de la vente."

SAMEDI 17 OCTOBRE
S. 8. - Lithographies. - M. ROGÉON.
S. 12. - Bronzes d'ameublement. - M. OGER, DUMONT.

LUNDI 19 OCTOBRE
S. 1. - Tableaux anc., objets d'art et d'ameub., meubles d'époque et de style. - M. RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY.
S. 2. - Porcelaines et faïences anciennes. - M. PESCHETEUAU-BADIN, FERRIER.

S. 3. - Bibliothèque « Parler d'Amour » livres illustrés du 20. photographiques. - M. LOUDMER.
S. 4. - Livres et précieux manuscrits manuscrits de la collection d'un amateur. - M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Nicolas et Méaudre, experts (expositions : chez les experts du 10 au 16 octobre - Pour les manuscrits : M. Nicolas, librairie Les Neufs Muses, 41, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris. T. (1) 43-26-37-71. - Pour les livres : M. Méaudre, librairie Lardanchet, 100, rue du Fbg-St-Honoré, 75008 Paris. Tél. (1) 42-66-68-32.

S. 6. - Verreries René Lalique. - M. BOISGIRARD.
S. 7. - Objets d'art et mobilier ancien. - M. OGER, DUMONT.
S. 12. - Tapis. - M. LENORMAND, DAVEN.

MARDI 20 OCTOBRE
S. 9. - Meubles et obj. d'art. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MERCREDI 21 OCTOBRE
S. 1. - Tableaux et dessins anc. porcelaines de Chine, meubles du 18. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, MM. Ryaux, de Bayser, Bourdieu et Rindard, Lepic et Nazeux-Ag experts.
S. 2. - Monnaies anc., bijoux, Argentieries des 18 et 19, métal argenté. - M. LIBERT, CASTOR.

S. 3. - Autographes, photographies Jean Cocteau, livres. - M. COUTURIER, de NICOLAY, M. Martin.
S. 4. - Faïences et porcelaines anciennes. - M. MILLON, JUTHEAU.
S. 5. - Tableaux 19. bijoux et meubles. - M. RENAUD.
S. 6. - Collection de Monnaies A.D. Estampes. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Rousseau, expert.

S. 13. - Bons meubles, objets mobiliers. - M. ADER, PICARD, TAJAN.
S. 14. - Bon mobilier, notamment style Renaissance. - M. BOSCHER, STUDET.
S. 15. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M. BRIEST.
S. 16. - A 11 h et 14 h : important ensemble de tableaux, mobilier 19. - M. OGER, DUMONT.

JEUDI 22 OCTOBRE
S. 2. - 14 h 15 : Monnaies grecques, romaines, byzantines, galloises, françaises et étrangères. Ordres et décorations (français et étrangers). - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

MERCREDI 23 OCTOBRE
S. 2. - (Suite de la vente du 22/10). - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 4. - Editions originales, modernes, manuscrits, très beaux envois autographes, livres illustrés (expo. l'étude du 15 au 20 octobre, de 10 à 12 h et de 14 à 17 h 30, sauf samedi et dimanche). - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Vicaire-Mégret, expert.

S. 5. - Bons meubles, objets mobiliers. - M. ADER, PICARD, TAJAN.
S. 14. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M. MILLON, JUTHEAU.
S. 16. - Tableaux modernes. - M. LOUDMER.

VENREDI 23 OCTOBRE à 21 heures
SAMEDI 24 OCTOBRE à 14 heures
DIMANCHE 25 OCTOBRE à 14 h 30

à SCEAUX - HOTEL DES VENTES - 38, rue du Docteur-Roux
Vente par autorité de justice d'un important LOT DE TAPIS D'ORIENT

M. Michel SIBONI, commissaire-priseur. Tél. 46-60-84-23 (Expo. : ven. 23, 14/18 h - sam. 24, 11/12 h.)

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 43-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-30.
BOSCHER, STUDET, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-55-85-44.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-66-61-66.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-30-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rosini (75009), 48-24-51-30.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEUAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-55-38.

RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rosini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

Communications diverses
— Ruyard Kipling, Nouvelle magazine, première traduction française : *Dans l'unité des frères*. Envoi gratuit sous pli fermé. Frais d'expédition : 10 F. Remittance traditionnelle, BP 277, 75160 Paris Cedex 04.

Soutenances de thèses
— Université Paris-IV, le samedi 17 octobre, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Roger Pasquier : « Le Sécularisme au milieu du XIX^e siècle. La crise économique et sociale ».

RELIGIONS
Visite-surprise de Mgr Lefebvre au Vatican
Mgr Marcel Lefebvre devrait arriver le vendredi 16 octobre et pour quelques jours à Rome, afin de rencontrer en particulier, dans le cadre d'une « visite personnelle et privée », selon le Vatican, le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Des entretiens « officiels » devraient suivre, mais à une date qui n'est pas encore fixée. Cette visite renforce les spéculations sur un rapprochement entre le Vatican et l'évêque intégriste suspendu. Elle pourrait déboucher sur l'envoi d'un « cardinal-visiteur » à Ecône (le Monde du 13 octobre). La dernière rencontre officielle entre Mgr Lefebvre et le cardinal Ratzinger remonte au 14 juillet dernier.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

ASSIMIL
Le don des langues
CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME

ENVOYEZ-MOI UNE CASSETTE ET UNE BROCHURE D'ESSAI
(sans engagement de ma part)
ASSIMIL B.P. 25 94431 CHENNEVIERES-sur-M. Cedex

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE COMPLETE : _____
LANGUE CHOISIE : _____
(Je pars à l'étranger et j'ai besoin d'apprendre une langue étrangère.)

502 من الالجل

Economie

SOMMAIRE

■ Le déficit commercial américain provoque une nouvelle hausse des taux d'intérêt, alors que le marché financier parisien enregistre des pertes sévères (voir ci-contre).
■ Les mesures de redressement

économique et de lutte contre l'inflation décidées par le gouvernement argentin cherchent à concilier deux objectifs : la prise en compte des avis du FMI et le maintien de la paix sociale (voir

ci-dessous). ■ La reprise à la SNCF d'une partie de ses actions dans Air Inter, permet à Air France de rester le principal actionnaire de la compagnie aérienne intérieure française (lire page 29).

Le gouvernement argentin lance un ambitieux plan de redressement

Deux ans et quatre mois après l'annonce du plan Austral de redressement économique, le gouvernement argentin a lancé, mercredi 14 octobre, une nouvelle offensive contre l'inflation et les déséquilibres financiers et monétaires en annonçant une série de mesures mêlant dispositions autoritaires et libérales : blocage des prix et des salaires, hausse des tarifs publics, nouvelle dévaluation de la monnaie, réforme fiscale, libéralisation des changes et des taux d'intérêt, début d'un démantèlement des monopoles d'Etat.

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Lutte contre la « bombe inflationniste » pour affronter le présent et pacte social pour faire face aux défis futurs : deux thèmes que le président Raúl Alfonsín a développés, mercredi 14 octobre, pour expliquer la portée et les raisons du nouvel électrochoc économique que le gouvernement argentin a décidé d'appliquer au pays.

Au cours d'une intervention radiotélévisée mercredi soir, M. Alfonsín n'a pas caché l'urgence et la gravité

de la situation : « On nous surmonte la difficulté, s'il est affirmé, ou c'est elle qui nous submerge ».

« Lorsque, en situation de pénurie de ressources, la lutte pour la distribution des richesses s'exagère, cela peut conduire à la destruction de tous. La société se transforme peu à peu en ennemi d'elle-même ».

La solution est, selon lui, à deux vitesses : il faut d'abord « désactiver la bombe inflationniste » pour pouvoir ensuite « stabiliser » un nouveau « contrat de la société », un « contrat social » pour permettre un « processus de consultation » permanente entre tous les secteurs, politiques, économiques et sociaux.

M. Alfonsín a souligné que le nouveau train de mesures nécessiterait des sacrifices, mais a affirmé que l'effort se ferait dans l'équité, et que les plus défavorisés seraient épargnés.

Un « mélange explosif »

Il a une nouvelle fois rappelé l'origine des maux dont souffre l'économie argentine : une dette extérieure écrasante (34 milliards de dollars) et une chute vertigineuse de ses ressources commerciales dues à la baisse des prix des produits agri-

coles, principale exportation et donc source de richesse du pays.

La conjonction de ces deux facteurs, a-t-il estimé, constitue un « mélange explosif ». Si M. Alfonsín a réaffirmé les engagements de son pays à négocier avec ses créanciers, il leur a réclamé compréhension et souplesse. Il s'est notamment plaint que les fluctuations des taux d'intérêt internationaux plongent perpétuellement les pays débiteurs dans l'incertitude et contribuent à aggraver leur dette.

Il s'est enfin déclaré convaincu que son gouvernement était dans le « bon chemin » et que les difficultés actuelles se transformeraient en « tremplin vers une situation meilleure ».

Depuis la défaite des radicaux aux élections du mois dernier et avec la persistance de l'inflation mensuelle « à deux chiffres », un nouveau plan de réforme économique semblait inévitable. Celui-ci, connu en détail mercredi 14 octobre, est un savant mélange : une bonne part de dirigisme hérité du plan Austral mis en place il y a deux ans et demi et une dose de libéralisme, voulue par une bonne part de la société et préconisée depuis longtemps par le FMI. De quoi satisfaire en somme les uns et les autres : les électeurs, grâce aux réajustements des salaires, des allocations familiales et des retraites ; le FMI et les banques créditrices, par les nouvelles mesures libérales, qui serviront peut-être à augmenter les recettes de l'Etat et, qui sait ? à payer la dette.

Blocage des prix et des salaires

Le nouveau plan a déjà été qualifié de biennal par la presse, qui y voit le fil conducteur des deux dernières années du mandat présidentiel de M. Raúl Alfonsín. Il sera donc l'examen de passage de son parti pour les élections de 1989.

Comme son ancêtre, le plan Austral, ce plan biennal impose le blocage des prix et des salaires, cela après un réajustement de 12 % des salaires, pensions et retraites, de 33 % des allocations familiales et de 75 % du salaire minimum, qui passera de 200 à 350 australes (87,5 dollars) par mois. Mais aussi une hausse des tarifs publics de 12 % à

18 %, qui fait déjà pousser des hauts cris aux usagers. En effet, ajoutées à celles des quarante derniers jours, les augmentations atteignent 32 % pour l'électricité, 44 % pour le gaz, 67 % pour les transports, 65 % pour le téléphone et 60 % pour les carburants.

Augmentation de la pression fiscale

Les prix des principaux produits seront bloqués, sauf ceux des produits de luxe, le tabac, les alcools, les livres (mais pas les manuels scolaires), les armes, le café et le riz.

Le nouveau plan va également accentuer la pression fiscale. Une hausse des taxes est prévue sur les cigarettes, les spiritueux et l'essence. Mais il va surtout augmenter les impôts immobiliers et supprimer certains privilèges et exemptions. Il va aussi rétablir « l'épargne forcée » instaurée déjà par le plan Austral et renforcer la taxe sur les chèques bancaires. Ces mesures sont destinées à réduire un déficit budgétaire qui atteignait actuellement 7 % du PIB. L'objectif pour 1988 est qu'il ne dépasse pas 4 %.

Ce qu'il y a de nouveau, c'est la libéralisation des taux de change avec un double taux. L'un dit « commercial », réservé au commerce international, fixé à 3,50 australes pour 1 dollar. L'autre dit « financier » pour toutes les autres opérations, qui répondra aux lois du marché et remplacera donc le change clandestin d'hier (4 australes pour 1 dollar).

Libéralisation aussi pour les taux d'intérêt, qui dépendent tous désormais du jeu de l'offre et de la demande. La Banque centrale ne sera plus que garante, intégralement ou partiellement, des dépôts. Autre objectif du plan, déjà annoncé mais pas encore mis en forme : réduire le secteur public et privatiser les monopoles d'Etat, dont deux ont déjà été présentés comme devant être livrés prochainement à la concurrence du privé : les services du téléphone et l'industrie pétrolière et pétrochimique.

« Je vous assure que nous arrivons à bon port », a affirmé M. Alfonsín. Mais le président argentin n'a pas dit quand.

CATHERINE DEVERVY.

SOCIAL

Nouvelles réductions d'effectifs à la régie Renault

La régie Renault va continuer à réduire ses effectifs. Au cours du comité central d'entreprise, réuni le mercredi 14 octobre, la direction de la Régie a constaté un certain retard sur ses objectifs. Au 30 septembre, elle comptait 75 897 salariés : 2 800 emplois ont été supprimés depuis le début de l'année (dont 1 233 par départ en préretraite, 853 avec allocation de reconversion, 67 par retour au pays, le reste par départs « naturels »), mais il y a eu 839 embauches.

D'ici à la fin de 1987, 3 000 personnes doivent encore quitter la firme, dont 1 080 par préretraite, 1 545 avec une allocation de reconversion, mais, compte tenu de

430 embauches, il y aura encore 2 426 personnes en « sur-effectif » par rapport à l'objectif fixé en novembre 1986, ce qui amènera sans doute à prévoir de nouvelles suppressions d'emploi en 1988 : un comité central d'entreprise doit en débiter le mois prochain.

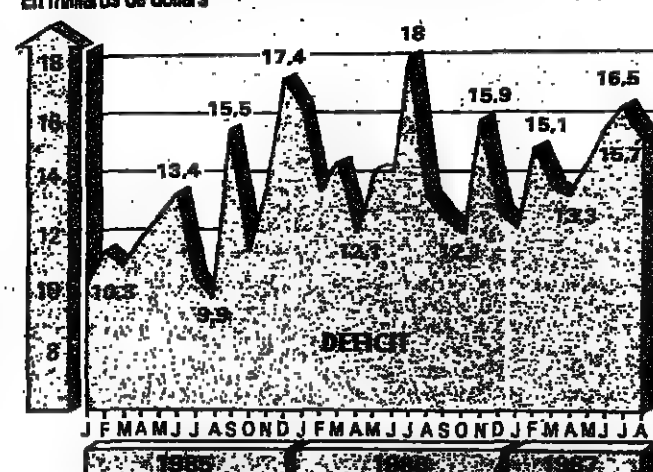
Par ailleurs, la direction a annoncé une réunion pour examiner avec les syndicats l'évolution salariale en 1987, la hausse des prix étant plus forte que prévue. Les syndicats ont lancé une campagne de revendications salariales, et une grève a lieu depuis le 8 octobre à l'établissement de Cergy (870 salariés), à l'appel de la CFDT, ainsi que de la CGT et de FO.

Le gouvernement britannique proposera l'action BP à 330 pence. — Le gouvernement britannique a annoncé jeudi qu'il allait mettre en vente des actions de British Petroleum, qui doit être privatisé le 30 octobre prochain, à 330 pence.

Ce prix est inférieur de 6 % au cours du titre en clôture mercredi soir au Stock Exchange. Il concerne les actions proposées dans le cadre de l'offre à prix fixe pour les investisseurs britanniques. Le prix des parts offertes à l'étranger sera connu ultérieurement. La privatisation de cette compagnie pétrolière sera la plus importante jamais réalisée en Grande-Bretagne. Elle devrait porter sur 7,5 milliards de livres (environ 75 milliards de francs).

Le commerce extérieur des Etats-Unis est lourdement déficitaire

En milliards de dollars



Source : département du commerce américain.

Le déficit extérieur des Etats-Unis pour le mois d'août a atteint 15,7 milliards de dollars, après un record de 16,5 milliards en juillet. Les importations se sont légèrement réduites en août : 35,9 milliards de dollars, contre 37,5 milliards en juillet. Cela grâce essentiellement à une diminution des achats à l'étranger de produits industriels et de denrées agricoles. Mais, dans le même temps, les exportations se sont contractées : 20,2 milliards de dollars, contre 21 milliards. En août, les exportations n'ont marqué aucune amélioration par rapport à la moyenne enregistrée de janvier à juillet, qui a été stable à 20,2 milliards de dollars.

Les exportations de produits manufacturés ont atteint 15,7 milliards de dollars en août, un chiffre très légèrement inférieur à la

moyenne des six premiers mois de l'année. Les achats de pétrole des Etats-Unis à l'étranger sont passés à 4,7 milliards de dollars, après 4,6 milliards en juillet. Ces chiffres sont supérieurs de 1,3 milliard à la moyenne mensuelle enregistrée de janvier à juillet (3,3 milliards de dollars).

Avec le Japon, le déficit commercial des Etats-Unis s'est réduit en août, revenant à 4,9 milliards de dollars, contre 5,1 milliards en juillet. Contraction du déficit également avec l'Europe : 2,5 milliards de dollars, après 2,9 milliards. En revanche, le déficit a augmenté avec le Canada, passant à 900 millions de dollars, contre 600 millions en juillet. Il en a été de même avec les pays de l'OPEP (1,8 milliard de dollars, après 1,7 milliard).

Tempête sur les marchés financiers

Mercredi 14 octobre 1987, à 13 h 30, heure européenne, et à 9 h 30, heure américaine, les chiffres du commerce extérieur des Etats-Unis pour le mois d'août ont déclenché une véritable tempête financière, car plus importants que prévu, tombant sur les épaules de milliers de investisseurs électroniques dans le monde entier. Immédiatement, le dollar s'orienta à la baisse, revenant de 1,820 deutchmark à 1,80 DM, de 144 yens à 143 yens et de 8,06 F à 8,01 F, malgré l'intervention des banques centrales. Sur les marchés financiers, pour lesquels toute baisse du dollar risque d'accroître la hausse des taux, la réaction fut brutale.

A Paris, sur le Marché à terme des instruments financiers (MATIF), les cours s'écroulèrent, tombant de près de 2 points, à moins de 92, ce qui faisait faire un bond de près d'un demi-point au rendement des emprunts d'Etat, désormais supérieur à 11,50 %. A la Bourse des valeurs, l'indice quotidien accentua son repli, qui passait de 1 % à 2,2 %.

A Francfort, déjà déprimé par l'annonce d'un relèvement du taux des pensions de la Banque fédérale d'Allemagne, porté de 3,75 % à 3,85 %, le déficit

commercial américain faisait baisser les cours en clôture et monter les rendements des obligations (7,30 % à dix ans).

A New-York, ça fut bien pire. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles à Wall Street effleura une baisse « historique » de 95 points (-3,8 %), tandis que sur le marché des obligations l'emprunt du Trésor à trente ans franchissait le barre des 10 %, pour la première fois depuis 1985.

Jeudi dans la matinée, le dollar continuait à glisser doucement, une rumour laissant entendre que le groupe des sept pays les plus industrialisés du monde (le G 7) pourrait élargir les bandes de fluctuation du dollar. Sur les marchés financiers, les cotations du MATIF ont dû être suspendues une heure à 12 h 45 en raison de la chute des cours (2,8 sur les échéances les plus déclinées), tandis que la Bourse de Paris baissait de près de 4 %, de même que le Stock Exchange de Londres.

Perturbé dans le monde, une certaine inquiétude règne, la hausse des taux d'intérêt étant de nature, si elle se poursuit, à affecter les économies.

F. R.

Les effets pervers de l'accord du Louvre

(Suite de la première page.)

Surtout, les taux d'intérêt flambent, non seulement aux Etats-Unis, mais en Europe, notamment en France, où ils battent leur record historique en valeur réelle (8 %). Outre-Atlantique, c'est la peur de l'inflation et la persistance d'énormes déficits, budgétaire et commercial, qui sont à l'origine de cette flambée, et les résultats du commerce extérieur pour le mois d'août n'arrangent rien, car ils augmentent le risque d'une nouvelle baisse du dollar, qui, à son tour, conduirait à une inflation accrue et à une nouvelle hausse des taux. En outre, tout nouveau repli du dollar contraindrait les banques centrales à le soutenir massivement, donc à créer de nouvelles liquidités en contrepartie de leurs achats, liquidités qui constitueraient une masse de manœuvre pour l'inflation : le cercle vicieux est bouclé.

L'ennui est que le seul moyen rapide et efficace de réduire le déficit commercial des Etats-Unis est de diminuer les importations, donc la consommation, par des moyens que les Français connaissent bien : relèvement des impôts et politique restrictive du crédit. Or de l'autre côté de l'Atlantique, la seule préoccupation de la Maison Blanche est d'afficher une forte croissance avant les élections de fin 1988, tandis que le nouveau président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, est soupçonné de mollesse et de complaisance avec le pouvoir dans la mesure où, jusqu'à présent, il s'est refusé à faire preuve de fermeté face à l'inflation. A New-York, on estime qu'il aurait déjà dû relever le taux

d'escompte officiel de deux points, au lieu du pauvre demi-point consenti récemment. Tout se passe donc comme si, en vertu de l'accord du Louvre, on avait bloqué les parités sans vernier, la création monétaire aux Etats-Unis, ouvrant ainsi une faille énorme dans le système. C'est bien ce que ressentent les marchés financiers, dont la peur n'est pas tout à fait irrationnelle, loin de là.

Allant plus loin, de bons experts estiment que les « bandes de fluctuation », fixées implicitement par l'accord de Louvre, sont désormais caduques : le valeur du dollar à Tokyo devrait encore fléchir d'au moins 10 % si on laissait les marchés s'ajuster librement au lieu d'être arbitrairement stabilisés. Le Japon a déjà « digéré » la revalorisation du yen, comme en témoigne le maintien de son énorme excédent commercial sur les Etats-Unis, et peut donc supporter le choc.

Intrinsèquement pervers, l'accord du Louvre ? Certainement pas dans son principe, qui est d'éviter la chute anarchique du dollar. Tout à fait pernicieuses, en revanche, sont les modalités de fonctionnement, le maillon faible étant constitué par les Etats-Unis, véritable machine à inflation. Il est donc tout à fait vain de vouloir stabiliser les parités si on ne maîtrise pas, en même temps et chez tous les partenaires, la politique de crédit et la création monétaire. Ce n'est pas le cas, actuellement, et cela ne l'était pas dès le départ, d'où les soubresauts actuels, tout à fait révélateurs.

FRANÇOIS RENARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

OBJET.

Route nationale n° 28, voie nouvelle à 2 x 2 voies, entre Rocquemont et Neufchâtel-en-Bray. Esquisses publiques.

2^e AVIS

M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, informe le public que, par arrêté préfectoral en date du 10 septembre 1987, il a été prescrite l'ouverture :
— d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une voie nouvelle à 2 x 2 voies entre Rocquemont et Neufchâtel-en-Bray,
— d'une enquête publique en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

— d'une enquête publique sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Saint-Saëns.

Les dossiers se rapportant à ces enquêtes, qui se dérouleront pendant quarante et un jours consécutifs, du lundi 7 septembre 1987 au samedi 17 octobre 1987 inclus, seront mis à la disposition du public :

— à la mairie de Saint-Saëns, tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de la rue Saint-Pierre, les lundis de 16 h à 19 h, les jeudis de 10 h à 12 h, les samedis matin de 9 h 30 à 11 h 30 (mardis, mercredis, vendredis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie d'Enfouville-Beaumes, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30 (lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie d'Yvetot, les mardis et vendredis de 18 h à 20 h (lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Rocquemont, les mardis et vendredis de 18 h à 19 h 30 (lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Criot, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h (lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Bosc-Béranger, les lundis de 17 h à 19 h et les jeudis de 9 h à 10 h 30 (mardis, mercredis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Saint-Martin-Osmoville, les lundis et vendredis de 17 h à 19 h (mardis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Maucoumbes, les mardis et vendredis de 18 h à 19 h (les lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Bosc-Mesnil, les lundis de 10 h à 11 h 30 et les jeudis de 17 h à 19 h (les mardis, mercredis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie d'Esclavelles, les mardis de 16 h à 19 h et les vendredis de 9 h à 11 h 30 (les lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Massy, les lundis et jeudis de 17 h à 18 h 30 (les mardis, mercredis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Quivrevicourt, les mardis de 16 h 30 à 18 h (les lundis, mercredis, jeudis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés),

— à la mairie de Neufchâtel-en-Bray, les lundis de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, des mardis aux vendredis de 8 h 30 à 17 h 45 et les samedis de 8 h 30 à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés).

Un dossier technique sera également déposé à la sous-préfecture de Dieppe de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 16 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Les membres de la commission d'enquête recevront, en personne, les observations du public à la mairie de Saint-Saëns les :

— jeudi 19 novembre 1987 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 45,

— vendredi 20 novembre 1987 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 45,

— samedi 21 novembre 1987 de 9 h 30 à 12 h.

La commission d'enquête sera présidée par :

— M. Georges Legouby, membre de la Chambre départementale des géomètres-experts fonciers de la Seine-Maritime, géomètre-expert DPLG, demeurant rue de Verdun, 76730 Aulnay.

— M. Paul Collette, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, retraité, demeurant 12, rue des Fonds-Thirel, 76130 Mont-Saint-Aignan.

— M. Jean-Louis Hébert, notaire, 31, rue Georges-Clemenceau, 27150 Eurepigny.

Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée au tribunal administratif de la Seine-Maritime, à la sous-préfecture de Dieppe, dans les mairies de la rue Saint-Pierre, Enfouville-Beaumes, Yvetot, Rocquemont, Criot, Bosc-Béranger, Saint-Martin-Osmoville, Saint-Saëns, Bosc-Mesnil, Maucoumbes, Esclavelles, Massy, Quivrevicourt et Neufchâtel-en-Bray, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, Direction départementale de l'équipement, Cité administrative Saint-Sever à Rouen.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le Préfet, commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

Economie

ÉTRANGER

Les négociations commerciales multilatérales

La CEE invite les pays industrialisés à ouvrir plus largement leurs marchés aux produits tropicaux

GENÈVE
de notre envoyé spécial

La Communauté propose aux partenaires du commerce international, engagés dans l'Uruguay Round, le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) d'ouvrir plus largement leurs marchés aux importations de produits tropicaux. L'offre, qui a été présentée mercredi à Genève par la Commission européenne — qui négocie au nom des Douze, — prévoit l'élimination des droits de douane perçus sur les importations de produits tropicaux, l'élimination ou la réduction des droits perçus sur les importations de produits tropicaux, la réduction jusqu'à 50 % de ceux auxquels sont assujettis les produits tropicaux.

La Communauté annonce également qu'elle est prête à négocier — et à résister à la principale innovation — la réduction des taxes à la consommation qui, dans plusieurs États membres, frappent le café, le thé et le cacao. De telles taxes sont élevées en RFA, en France, elles touchent le cacao.

Depuis 1961 que le dossier est traité par le GATT, les pays en voie de développement (PVD) attendent que les pays industrialisés accordent des facilités d'accès à leurs exportations de produits tropicaux. Ceux-ci représentent en moyenne 40 % de leurs ventes extérieures (les produits tropicaux interviennent pour 7 % dans les importations de la CEE et pour 3,5 % dans celles des États-Unis et du Canada). Les résultats atteints lors des précédents cycles de NCM (Kennedy Round et Tokyo Round) ont été très limités. Est-il possible d'échapper à cette « fatalité », qui semble interdire toute

vraie libéralisation des échanges dans un créneau aussi important pour le tiers-monde ? A cette question, « la Communauté », explique M. Tran Van Thinh, le chef de la délégation de la Commission à Genève, répond maintenant par l'affirmative pour des raisons politiques. En effet, si on ne trouve pas une solution significative au problème, les pays en voie de développement risquent de souscrire avec beaucoup de réticences à ce que seront les résultats finaux de l'Uruguay Round et, surtout, de ne pas les appliquer. L'offre ainsi faite est conditionnelle : la Communauté entend que les autres pays industrialisés, mais aussi les pays du tiers-monde les plus avancés, se joignent à l'opération. Elle demande, en outre, au nom de la réciprocité, que les principaux bénéficiaires d'une telle libéralisation, et en particulier les plus riches d'entre eux, lui fassent des concessions équivalentes.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Création d'une cellule anti-fraude. — La Commission européenne a décidé, mercredi 14 octobre, de créer une cellule spéciale de dix enquêteurs pour lutter contre les fraudes au détriment du budget de la CEE. Un député européen, le conservateur britannique Richard Corbett, qui a récemment publié un ouvrage dans lequel il affirme que les fraudes représentent au moins 20 % du budget européen, a immédiatement critiqué cette initiative. « On peut faire de bon dix personnes ? Il faudrait une armée pour éviter les fraudes dans la seule politique agricole commune », a déclaré M. Corbett.

Fin de la session extraordinaire du COMECON

Les monnaies nationales progressivement convertibles pour les échanges entre entreprises

Les sept pays européens du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) sont convenus, à l'issue d'une session extraordinaire de deux jours, d'introduire une convertibilité mutuelle de leurs monnaies nationales pour leurs échanges inter-entreprises.

Dans le discours qu'il avait prononcé le mardi 13 octobre, à l'ouverture de la session, devant les chefs de gouvernement des dix pays du COMECON (1), M. Rykov, président du conseil des ministres, avait déclaré que « parallèlement au développement des fonctions monétaires de la monnaie commune actuelle aux pays socialistes (le «rouble transférable» qui sert d'unité de compte), « les monnaies nationales devraient être progressivement introduites dans les transactions entre pays membres » du COMECON.

Mais, avait-il déclaré, « le but à long terme qui doit être gardé à l'esprit est une transition graduelle, au fur et à mesure de l'apparition des conditions appropriées, vers l'institution d'une unité monétaire collective, qui serait à l'avenir libre-

ment convertible ». M. Rykov avait également insisté sur une meilleure intégration des pays membres du COMECON, répondant aux critiques faites depuis des mois à l'encontre de la mauvaise organisation du Conseil et de son manque d'efficacité. « Les pays membres sont unanimes sur la nécessité de dynamiser leur coopération économique et de se libérer de tout ce qui freine l'intégration économique », a affirmé M. Rykov, en appelant le COMECON à « maîtriser de nouvelles méthodes et formes de coopération ».

Des programmes complexes de coopération multilatérale entre les pays européens du COMECON et les trois autres membres du Conseil (Vietnam, Cuba et Mongolie) vont être introduits, pour la première fois, dans la pratique du Conseil, a annoncé M. Aleksei Antonov, représentant permanent de l'URSS auprès de l'Organisation.

(1) Le COMECON comprend les pays suivants : Union soviétique, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Cuba, Hongrie, Mongolie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Vietnam.

CONJONCTURE

La politique du gouvernement contre le chômage

M. Philippe Séguin réfute les arguments de M. Michel Delebarre

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, n'a pas apprécié les observations de son prédécesseur, M. Michel Delebarre, sur l'évolution prévisible du chômage et la politique d'action mise en œuvre par le gouvernement (Le Monde daté 10-11 octobre).

Au cours d'une conférence de presse marathon, le mardi 13 octobre, il s'est donc employé à réfuter les arguments et les chiffres, jusque dans le détail.

Sous l'avalanche, la riposte tient en quelques points. Le ministre ne laissera « pas de bombe à retardement » qui exploserait au second semestre 1988, au contraire de l'ancien ministre socialiste. Celui-ci lui avait laissé payer une facture de 700 millions de francs pour quarante mille stages qui n'avaient pas été prévus au budget.

Il n'y a pas davantage une concentration exceptionnelle des opérations de traitement social sur le premier

semestre de 1988, affirme le ministre pour réfuter toute arrière-pensée électoraliste. Simplement, les stages et les autres formules ne peuvent être différés plus longtemps ou sont conditionnés par le calendrier. « Ce qu'on me reproche », ajoute-t-il, « je constate que mon prédécesseur en a fait autant ».

Cependant, le ministre n'a pas clairement répondu à la question essentielle : le budget 1988 permet-il, ou non, de poursuivre au même

rythme sur toute l'année les efforts entrepris jusqu'en mai-juin prochains ? M. Séguin déclare à ce propos que si les dispositifs prévus et financés n'atteignent pas leurs objectifs, les crédits pourraient être redéployés sur d'autres programmes, dont les stages pour les chômeurs de longue durée. Cent vingt-neuf mille sont actuellement envisagés, contre cent vingt mille en 1987, pour la plupart lancés depuis la dernière rentrée scolaire.

REPÈRES

Airbus

Les sénateurs français favorables à McDonnell Douglas

M. Maurice Bin, rapporteur général du budget au Sénat, et ses collègues ont préconisé, à l'issue d'une mission d'études aux États-Unis, qu'Airbus s'entende avec McDonnell Douglas pour construire ensemble une version allongée de l'Airbus A-320 et le futur MD 82X équipé de moteurs à hélice rapide. Par ce rapprochement, les sénateurs souhaitent mettre fin au procès que les Américains instruisent à l'égard de l'avion européen, trop subventionné à leur gré et dangereux pour leur balance commerciale.

Hausse des prix

Accélération dans les pays de l'OCDE

En août, la hausse des prix à la consommation dans les pays de l'OCDE a été en moyenne de 0,6 %. Cette augmentation, plus rapide que dans les mois précédents, est essentiellement due aux fortes hausses aux États-Unis et au Japon. Pour la zone OCDE-Europe, la hausse en août, de 0,2 %, est identique à celle des deux mois précédents.

Production industrielle

Hausse en Grande-Bretagne...

La production industrielle britannique a progressé de 0,8 % en août par rapport à juillet, après une hausse de 2,2 % en juillet. En un an (août 1987 comparé à août 1986), la progression est de 3,6 %. Elle est même de 6,4 % pour la production manufacturière (hors énergie). La production manufacturière a ainsi retrouvé son niveau du deuxième trimestre de 1987, avant le dernier récession, mais reste encore inférieure à celui du quatrième trimestre de 1983, avant le premier choc pétrolier.

...et en Italie

La production industrielle italienne a augmenté de 3,4 % en août 1987 par rapport à août 1986, contre 2,4 % en juillet.

La hausse de la production industrielle pour les huit premiers mois de 1987 a été de 3,8 %, contre 1,9 % pour la même période 1986.

Salariés protégés

Diminution des licenciements autorisés en 1986

Le ministre des affaires sociales a autorisé le licenciement de 427 salariés protégés (délégués syndicaux, du personnel, élus au comité d'entreprise) au cours de l'année 1986. Ce chiffre est en diminution par rapport à 1985 et à 1984, alors que le nombre de licenciements demandés auprès des inspecteurs du travail a peu varié.

En 1986, 14 441 demandes avaient été enregistrées (0,4 % de plus que l'année précédente) et les inspecteurs du travail en avaient autorisé 11 121 (5,8 % de plus qu'en 1985).

AFFAIRES

Pour rétablir l'équilibre avec UTA

Air France détiendra 36 % du capital d'Air Inter

Le conseil d'administration de la SNCF du 22 octobre devra entériner l'accord conclu avec Air France prévoyant que l'entreprise ferroviaire céderait à la compagnie aérienne 11,56 % des actions de la compagnie Air Inter détenues par elle. Le capital de la compagnie intérieure va se répartir ainsi : 36,53 % pour Air France, un peu plus de 28 % pour la compagnie UTA, 10,41 % pour la SNCF, 4,10 % pour la Caisse des dépôts et consignations, 4 % pour le Crédit lyonnais, 3,41 % pour l'Union des chambres de commerce, 3 % pour le personnel d'Air Inter, 1,3 % pour Paribas, le reste se trouvant dans les mains de petits porteurs.

Cette cession est le résultat de la rivalité entre les compagnies Air France et UTA (Le Monde daté 27-28 septembre). A l'origine, la SNCF, souhaitait vendre au secteur privé quelques-uns de ses actifs, dont une partie des 24,97 % d'Air Inter qu'elle détenait.

Parallèlement, désireux de se développer en Europe et de coordonner son action avec la compagnie intérieure, M. René Lapautre, PDG d'UTA, et son actionnaire principal, les Chargeurs SA, avaient acheté systématiquement sur le marché hors cote des titres d'Air Inter depuis 1986. La participation d'UTA est ainsi passée de 15,32 % à plus de 28 %.

Jugement de Salomon

Air France, alors propriétaire de 24,97 % du capital d'Air Inter, ne pouvait laisser son concurrent privé dominer la compagnie intérieure, indispensable au « rattachement » de la clientèle sur les lignes moyen et long-courrier. Le gouvernement a

donc décidé de renoncer à laisser privatiser une plus grande partie du capital d'Air Inter, afin de rétablir les proportions antérieures entre UTA et Air France.

Ce jugement de Salomon peut être interprété de deux façons. Ceux qui se souviennent que, le 15 septembre dernier, M. Chirac en personne avait empêché UTA de desservir New-York disent qu'il s'agit d'une nouvelle preuve d'amitié à l'égard de son vieux compagnon, M. Jacques Friedmann, le président d'Air France. Ceux qui prêtent au gouvernement une motivation moins singulière souligneront l'intérêt qu'il y a à contraindre les deux frères ennemis à s'entendre en les rendant solidairement responsables de l'avenir d'Air Inter.

Ce dossier risque de ne pas se refermer de sitôt. Il faudra décider très vite du prix de vente des actions d'Air Inter qui sera payé à la SNCF, 250 F : le prix de 1985 ? 2 500 F : celui auquel le personnel d'Air Inter pourra acquiescer 3 % du capital ? 4 000 F : niveau atteint cette semaine en Bourse ? Dans ce dernier cas, il en coûterait 350 millions de francs à Air France, qui consacrerait un bon tiers de sa future aug-

mentation de capital à acheter des titres d'Air Inter au lieu de la réserver au renouvellement de sa flotte.

Tirailé entre les deux concurrents, Air Inter commence à présenter des lézards. Son président, M. Pierre Eelsen, a pris parti pour Air France, qui lui semble mieux à même d'aider sa compagnie à sortir du territoire national dans la perspective du grand marché européen de 1992. En revanche, son personnel navigant préférerait une alliance avec UTA, car il redoute l'impérialisme de la compagnie nationale et se souvient que le PDG d'UTA était directeur général d'Air Inter jusqu'en 1981.

Le dénouement n'est pas proche, car la proximité de l'élection présidentielle ne permettra pas de trancher le débat amorcé au sein du gouvernement entre les tenants d'une libéralisation et d'une privatisation accrue du transport aérien, comme M. Jacques Doufflaque, ministre des transports, et les partisans d'une protection maintenue des « ailes de la France », comme le premier ministre. La suite au prochain septennat...

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN EMBALLAGE

Premier semestre 1987

À la fin du premier semestre, Saint-Gobain Emballage a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2 329,8 millions de francs. A structure comparable, la progression est de 3,1 % par rapport à la même période de 1986.

Le résultat net consolidé du premier semestre s'élève à 126,8 millions de francs contre 100,4 millions de francs au premier semestre 1986, en progression de 26,3 %. Ces comptes ont fait l'objet des vérifications habituelles des commissaires aux comptes.

Il convient de noter que trois petites filiales ont été exclues du périmètre de consolidation : SNBP, vendue en novembre 1986, SOFAB, vendue en février 1987, POLYFLEX, vendue en août 1987. La plus-value de cession de SOFAB, qui s'élève à 8,9 millions de francs, a été prise en compte dans les résultats du premier semestre, mais la plus-value de cession de POLYFLEX n'a pas été prise en compte, la cession ayant eu lieu au deuxième semestre.

L'activité Bouteilles et Pots a progressé sensiblement au cours du semestre, alors que l'activité Flaconnage est restée à un niveau déprimé du même ordre que celui du deuxième semestre 1986, en retrait sur le premier semestre 1986.

Au deuxième semestre de cette année, l'activité Bouteilles et Pots devrait se maintenir à un haut niveau et l'activité Flaconnage commencer à progresser à nouveau.

Pour l'ensemble de 1987, les perspectives de résultat sont favorables : le résultat net et la marge nette d'autofinancement devraient être en forte progression sur ceux de l'exercice précédent, grâce aux progrès de productivité effectués depuis plusieurs années.

baill investissement

Le conseil d'administration de Baill Investissement s'est réuni le 12 octobre 1987 sous la présidence de M. Maurice Goutier pour examiner l'activité et les résultats concernant le premier semestre écoulé tels qu'ils seront publiés au BALO.

Au titre des opérations traditionnelles, les engagements nouveaux au 31 août 1987 portent sur 156 millions de francs à réaliser en vingt-huit opérations de crédit-bail et sur 44 millions de francs à réaliser en quatre opérations de location simple.

A ces 200 millions de francs s'ajoutent les engagements pris par Baill Investissement en association avec le groupe ISM dont la société fait partie. Il s'agit en particulier du programme du Grand Ecran, place d'Italie, qui lui a été confié par la Ville de Paris en vue de réaliser des bureaux, un centre audiovisuel et une résidence Orion, et du parc d'activités de Frasnay-Médicis (Val-de-Marne), conçu à l'initiative de la ville de Fresnes et des pouvoirs publics.

Ces opérations devraient conduire Baill Investissement à investir au cours des prochaines années en location simple qu'en crédit-bail quelque 300 autres millions de francs.

Compte tenu des conditions élevées actuelles des refinancements par rapport aux taux d'intervention proposés par la concurrence, Baill Investissement reste relativement réticent en ce qui concerne le crédit-bail à prédominance financière.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 123,6 millions de francs contre 113,2 millions de francs pour la même période de l'année précédente. Le résultat provisionnel de l'exercice 1987 se présente d'une manière favorable. Aussi paraît-il possible d'envisager une progression du dividende sensiblement supérieure au taux de l'inflation.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1^{er} SEMESTRE 1987.

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Financière de CIC s'est réuni le 7 octobre 1987 sous la présidence de M. Jean Saint-Geours.

Il a examiné les comptes consolidés du 1^{er} semestre 1987, qui font apparaître une progression sensible de l'activité du Groupe CIC par rapport à la période correspondante de 1986 (concours à la clientèle : + 8,7 %; dépôts : + 15 %). Cette progression et la hausse des commissions reçues ont permis un maintien du produit net bancaire à son niveau antérieur malgré l'érosion des marges et la réduction des produits générés par les opérations de marché.

Après prise en compte des frais généraux et amortissements, en hausse de 6 %, le résultat d'exploitation avant provisions s'est établi à 1.276 MF contre 1.541 MF au 1^{er} semestre de 1986, qui fut une année exceptionnelle. Rapporté à la moyenne des deux semestres de l'exercice 1985, qui constitue une référence

plus normale, ce résultat ressort en progression de 10 %.

Compte tenu de dotations aux provisions revenues à leur niveau habituel après la très forte hausse de 1986, l'exercice 1987 devrait, sous réserve d'événement exceptionnel, se solder par des résultats nets consolidés comparables à ceux de 1985. Le bénéfice consolidé de la Compagnie ne devrait donc pas être inférieur à 35 F par action.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a approuvé un projet d'apport à la Compagnie des actions des banques régionales du Groupe CIC détenues par l'Etat. Cette opération, qui sera soumise à une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Compagnie, permettra une consolidation financière du Groupe CIC et facilitera, le moment venu, la cotation d'une partie du capital des filiales de la Compagnie sur les marchés financiers.



CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS, SOCIÉTÉ D'UNION DE BANQUE, BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE, CRÉDIT INDUSTRIEL DE LOUIS, SOCIÉTÉ NANCÉENNE VAREN-BERNIER, BANQUE SCALBERT DUPONT, CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE, BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST, SOCIÉTÉ NORMANDE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, BANQUE RÉGIONALE DE L'EST, BANQUE TRANSATLANTIQUE, UNION DE BANQUES RÉGIONALES, BANQUE BONNASSE, CAC-UNION EUROPÉENNE, INTERNATIONAL ET CIE, BAIL ÉQUIPEMENT.

سكزا من الامل

Marchés financiers

En Italie

Mediobanca prochainement privatisée

La plus importante banque d'affaires italienne, Mediobanca, sera prochainement privatisée, a décidé en début de semaine le conseil d'administration de l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), principal holding public du pays.

ROME

de notre correspondant

La privatisation de Mediobanca, ce n'est pas seulement un nouveau grand pan du secteur public italien qui s'apprête à changer de mains, comme Alfa Romeo en 1986. C'est un nouvel équilibre dans l'ensemble du monde des affaires de la péninsule qui se profile.

Pour des raisons historiques, la grande banque milanaise était devenue sous son précédent administrateur délégué, M. Enrico Cuccia, une véritable instance d'arbitrage entre les principaux groupes privés. Agnelli, Pirelli, les Assurances générales, etc., en détenant d'ailleurs une part de capital, modique, mais qui leur permettait d'avoir une voix déterminante au chapitre par le biais d'un « syndicat de contrôle » où s'exerçait la prépondérance du secteur public (56 % environ pour les trois banques d'intérêt national, Banco di Roma, Banque commerciale et Crédit italien, elles-mêmes propriété de l'IRI). En retour Mediobanca détiendait de substantiels paquets d'actions de grands groupes italiens : ils lui ont été remis durant les quarante années de son existence, en compensation des prêts d'argent public qu'elle leur a consentis, à des époques où la liquidité générale (et notamment l'accès à la Bourse) était bien moindre qu'aujourd'hui.

Pour ce pouvoir considérable qu'il a délégué, dans la plus totale discrétion, depuis la fondation de «sa» banque en 1947, M. Cuccia avait mérité d'être nommé « le grand vieux » ou « le sorcier » de l'économie italienne.

JEAN-PIERRE CLERC.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD ENTRE PARIBAS ET LA CHARGE COURCOUX-BOUVET

La banque PARIBAS et la Charge d'agents de change COURCOUX-BOUVET ont conclu un accord visant à rapprocher leurs compétences dans le domaine des activités de marché et qui consistera la banque à racheter progressivement l'ensemble du capital de la Charge.

Leur ambition commune est de contribuer activement au développement et à l'internationalisation des marchés financiers, à partir de la place de Paris.

Cet accord doit leur permettre de disposer d'une organisation couvrant toute la gamme des services financiers et présente tant sur le marché français que sur le marché international.

COURCOUX-BOUVET a réuni en quelques années à se situer parmi les premières charges d'agents de change ; elle est parallèlement devenue le plus important négociateur d'actions sur la place de Paris. Sa vocation d'intermédiaire, commercialement indépendante, fondée sur la confidentialité et la neutralité des opérations, est réaffirmée. Ses structures et son autonomie sont intégralement maintenues.

COURCOUX-BOUVET trouve auprès de PARIBAS le réseau international et l'appui financier nécessaires à la réalisation de ses projets de développement.

PARIBAS s'est acquis une place de tout premier ordre dans les opérations de marché, tant sur le plan national qu'international. Elle figure parmi les dix premières banques mondiales dans le domaine des obligations et des swaps, où elle est de loin la première banque française. Dans le domaine des placements internationaux d'actions, elle se situe au troisième rang mondial pour le premier semestre 1987.

PARIBAS trouve auprès de COURCOUX-BOUVET une équipe performante qui partage pleinement ses vues sur une approche globale des marchés. La mise en œuvre de ses forces avec celles de la Charge COURCOUX-BOUVET répond en tout point à la stratégie que suit PARIBAS en matière financière, et qui consiste à se développer dans les secteurs à fort potentiel et à grande technicité professionnelle.

L'accord reste soumis, pour sa réalisation définitive, à l'approbation des autorités compétentes et au vote du projet de loi portant réforme de la Bourse.

SOFICOMI

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1987

Le conseil d'administration s'est réuni le 13 octobre 1987 pour examiner l'évolution de l'activité de la société et ses résultats au 30 juin 1987.

Pour le premier semestre, les recettes locatives (loyers de crédit-bail et de location simple) se sont élevées à 135 millions de francs, contre 123 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. A celles-ci s'ajoutent des produits à caractère exceptionnel d'un montant total de 47,1 millions de francs, résultant, pour l'essentiel, de levées d'option d'achat exercées dans le cadre de contrats de crédit-bail.

Après dotation aux amortissements et provisions de 45,2 millions de francs au total, dont 16,6 millions de francs au titre d'amortissements de frais d'acquisition

d'immeubles, le solde bénéficiaire, avant impôts, s'établit à 90,5 millions de francs contre 56,5 millions de francs au 30 juin 1986.

Les engagements nouveaux conclus depuis le 1^{er} janvier 1987 à ce jour ont porté sur un montant de 270 millions de francs, dont 117 millions au titre d'investissement en patrimoine, et 153 millions de francs en crédit-bail.

Le total des engagements cumulés ressort à 2034 millions de francs contre 1864 millions de francs à fin 1986, et se répartit à raison de 766 millions de francs en location simple, et 1268 millions en crédit-bail.

Ces premiers éléments permettent d'envisager, pour l'ensemble de l'exercice en cours, une progression raisonnable des résultats et du dividende.

NEW-YORK, 14 oct. ↓

Baisse record

Wall Street a enregistré, mercredi, une baisse record à la suite de la publication du rapport du déficit commercial américain du mois d'août. L'indice Dow Jones a reculé de 95,46 points pour tomber à 2.412,70. Il s'agit de la plus forte baisse jamais enregistrée à New-York en une seule séance. Ce repli sévère intervient huit jours à peine après la chute record du 6 octobre de 91,55 points. Durant cette séance, qui a perdu 3,8 %, quatre des 229 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des échanges a largement dépassé celui des hausses (1.595 contre 273 329 titres sont demeurés inchangés).

Bien que le déficit commercial extérieur américain soit tombé à 15,68 milliards de dollars en août, contre 16,47 milliards en juillet, cette diminution a été jugée insuffisante par les experts pour améliorer la position des États-Unis, ce qui a déclenché une baisse spéculative du dollar et a accéléré une remontée des taux d'intérêt obligataires. Autour du Big Board, la déception s'est ressentie dans tous les secteurs. Même les titres de sociétés ayant annoncé des bénéfices ont été rejetés au troisième trimestre ont baissé ou enregistré des gains minimes. Les valeurs les plus traitées ont été US West Inc. (2.704 millions), Tenneco Inc. (2.616 millions), American Telephone (2.332 millions).

VALEURS	Cours du 13 oct.	Cours du 14 oct.
Alcoa	98 3/8	98 7/8
Alcan	103 3/8	102 1/4
Amstar	43 1/8	42 1/4
Boeing	48 1/8	47 1/4
Chrysler	72 3/4	71 1/2
Chrysler	114 1/2	113 1/4
Eastman Kodak	100 3/4	99 1/4
Exxon	48 1/4	47 1/8
General Motors	58 3/8	57 1/4
General Motors	75 3/8	74 1/4
IBM	148 7/8	147 1/4
IBM	84 1/8	83 1/4
ITT	65 3/4	64 1/4
ITT	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/4
Johnson & Johnson	100 3/4	99 1/4
Johnson & Johnson	75 3/8	74 1/4
Johnson & Johnson	148 7/8	147 1/4
Johnson & Johnson	84 1/8	83 1/4
Johnson & Johnson	65 3/4	64 1/4
Johnson & Johnson	48 1/8	47 1/

BOURSE DU 15 OCTOBRE

**Cours relevés
à 14 h 58**

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV** (collection)

VALEURS	Emission Pras incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Pras incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Pras incl.	Rachet net
A.A.A.	767 28	777 04	France Régions	1101 77	1099 08	Oldham Bow	1380 07	1335 40
Acéfin	238 28	262 72	Fréd-Associations	1344 85	1344 85	Oldham Court	447 75	427 45
Active France	471 87	476 81	Finaleco	357 47	352 53	Orléans	1072 87	1081 46
Active Invest.	897 94	894 05	Fininvest	106173 32	106173 32	Orléans	857 68	858 77
Active Invest.	297 88	297 88	Fininvest	242 32	242 32	Orléans	882 85	885 85
Adiffond	624 18	625 48	Fininvest	794 54	774 02	Orléans	877 73	837 36
A.F.F. Action (ex-CP)	124 16	123 82	Fininvest	230 13	246 83	Orléans	999 70	625 52
A.F.F. S.O.	101 48	57 06	Fininvest	580 28	536 57	Orléans	1672 81	1594 53
A.F.F. S.O.	103 05	1022 83	Fininvest	82038 81	82731 78	Orléans	104 45	101 42
A.F.F. Interméd.	441 33	441 33	Fininvest	589 70	550 44	Orléans	118 03	114 89
A.F.F. Invest.	105 58	103 58	Fininvest	10582 83	10780 87	Orléans	584 08	541 08
A.F.F. O.R.	1059 57	1033 78	Fininvest	879 86	876 86	Orléans	87 18	82 27
A.F.F. S.O.	1059 57	1059 57	Fininvest	88885 18	88823 10	Orléans	102 18	102 18
A.F.F. S.O.	641 55	641 55	Fininvest	372 85	355 75	Orléans	1058 22	1058 22
A.F.F. S.O.	239 40	231 28	Fininvest	104 85	103 85	Orléans	243 98	242 77
A.F.F. S.O.	182 98	180 38	Fininvest	186 88	187 78	Orléans	740 48	700 80
A.F.F. S.O.	5767 14	8505 82	Fininvest	10689 82	10682 86	Orléans	284 34	284 34
A.F.F. S.O.	776 16	742 86	Fininvest	753 77	718 59	Orléans	7154 10	7154 10
A.F.F. S.O.	555 85	538 65	Fininvest	1853 43	1511 83	Orléans	5528 48	5528 48
A.F.F. S.O.	616 23	5522 21	Fininvest	140 87	157 13	Orléans	5312 28	5810 28
A.F.F. S.O.	428 86	415 36	Fininvest	753 04	718 58	Orléans	1089 84	1081 84
A.F.F. S.O.	24670 03	24670 03	Fininvest	405 53	444 42	Orléans	10677 78	10577 78
A.F.F. S.O.	1165 46	1164 46	Fininvest	725 82	682 17	Orléans	1058 08	1058 08
A.F.F. S.O.	1454 04	1328 48	Fininvest	1188 87	1188 87	Orléans	1058 08	1058 08
A.F.F. S.O.	115 04	120 04	Fininvest	735 87	735 87	Orléans	1058 08	1058 08
A.F.F. S.O.	124 31	118 87	Fininvest	1357 48	1357 48	Orléans	1058 08	1058 08
A.F.F. S.O.	453 85	453 85	Fininvest	2380 15	2380 15	Orléans	112 95	112 95
A.F.F. S.O.	2689 55	2681 94	Fininvest	8111 38	8121 38	Orléans	1058 08	1058 08
A.F.F. S.O.	101 02	38 02	Fininvest	1028 25	974 25	Orléans	1058 08	1058 08
A.F.F. S.O.	1678 88	1678 88	Fininvest	1455 75	1410 84	Orléans	1058 08	1058 08
A.F.F. S.O.			Fininvest	1138 86	1103 87	Orléans	1058 08	1058 08

Feeding
Weg
Weg
Weg

[illegible]

211	202	Rosario (Fic.)
406	370 70 6	Rosario

540	810	SAFARI	SAFARI
5400	5450	SAFARI	SAFARI
505	5050	Safes-Alex	Safes-Alex
1070	1080	SAFETY	SAFETY
505	505	Saga	Saga
315	305	Sa-Sabini CL	Sa-Sabini CL
5050	5110	Sadler de Hild	Sadler de Hild
485	422	Saints	Saints
1125	1088	Saints	Saints
480	480	Saints	Saints
505	505	Saints	Saints
440	440	Saints	Saints
341	335	Saints	Saints
3480	340	Saints	Saints
130	897	Saints	Saints
100	100	Saints	Saints
440	440	Saints	Saints
276	270	Saints	Saints
388	380	Saints	Saints
703	700	Saints	Saints
485	485	Saints	Saints
485	485	Saints	Saints
3480	340	Saints	Saints
235	218	Saints	Saints
440	440	Saints	Saints
105	105	Saints	Saints
283	285	Saints	Saints
348	340	Saints	Saints

195	955	Gén. Belgique	555	550
245	225	Gesamt	1320	...

[illegible]

ercent. Heavy 2400 2300 0 Local

Cote des changes			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 15/11	COURS Actuel
note-Paris (5 F)	6.033	5.010	5.750
CU	6.923	6.927	...
Allemagne (100 DM)	334.159	333.570	332
Belgique (100 F)	18.020	18.028	15.400
Espr. Brs (100 L)	286.110	296.560	287
France (100 francs)	86.880	86.890	83
Grande-Bretagne (100 L)	91.100	91.160	87
Italie (100 Liras)	110.921	110.921	9.700
Japon (100 Yens)	4.344	4.455	3.800
Maroc (100 Dirhams)	4.618	4.622	4.350
Néerlands (100 Gld.)	401.650	403.050	390
Portugal (100 Esc.)	94.840	94.840	92
Roumanie (100 lei)	47.335	47.580	4.700
Suisse (100 francs)	5.022	5.081	4.750
Turquie (100 Liras)	4.211	4.215	4.700
Union Sov. (100 roubles)	4.522	4.621	3.430

[. 702 [. 894 [SPI *****]]

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COPIES
Vente			
	5 250	Or (le kilo au net)	895,00
....	Or (le gramme pur)	890,00
36	36	Pièces françaises (20 francs)	5
15 300	15 300	Pièces anglaises (10 sh)	5
305	305	Pièces latines (20 fr)	5
94	94	Pièces latines (20 fr)	5
10 400	10 400	Souverains	61
4 800	4 800	Pièces de 20 dollars	147
4 850	4 850	Pièces de 50 dollars	35
410	410	Pièces de 50 patacs	33
48 700	48 700	Pièces de 10 florins	54
5 550	5 550	Or Londres	...
4 600	4 600	Or Zurich	...
4 820	4 820	Or Hongkong	...

	Hors-cote	
Catégorie	270

de l'or		F.E.M.	
		Dahomy	
		Cognac	
		C. Dard. Fournier	
		Cognac	
		Dubouché (Cognac)	
		Ginet	
		Hydro-Energie	
		Moulin	
		Moulinerie	
		Nantes	
		Parmaire-H.L.	
		Pérignon	
		Pérignon H.N.	
		S.P.R.	
		Miro	
		Union Bretonne	
100	89100	164 50	
50	88300	138	138
20	87500	493	286
10	86700	960	980
5	85900	102	177
2	85100	335	
1	84300	280	
0.5	83500	56	56
0.2	82700	1000	
0.1	81900	3400	
0.05	81100	360	350
0.02	80300	500	190
0.01	79500	380	
0.005	78700	127 10	117

upon (100 years) 4 221 | 4 236 | 4 100

4	300	Argent. Lippins	---
---	-----	-----------------------	-----

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

10

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

50 من الاله

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le scandale du Schleswig-Holstein en Allemagne fédérale.	8 Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.	25 Les prix Nobel de physique et de chimie.	21 Le Radeau de la mort, de Hans-Peter Cloos.	28 Le gouvernement argentin lance un ambitieux plan de redressement.	Abonnements 2	● La grève des fonctionnaires. JOUR.
3 Les candidats en campagne en Haïti.	9 La mutualisation du Crédit agricole au Sénat.	26 Le projet de réforme de l'instruction.	— Le Magnificat de Neumeier à l'Opéra.	29 Air France détiendra 36 % du capital d'Air Inter.	Météorologie 24	● Echecs : suiviez le match Kasparov-Karpov. AVIS.
6 La succession de M. Nakasone au Japon.	10 Le communiqué du conseil des ministres.		22 La Flûte enchantée au Théâtre des Champs-Élysées.	30-31 Marchés financiers.	Loto, loterie 11-27	● Les films de la semaine. CINE.
	11 L'exclusion du PCF de M. Juquin.		— Communication : RMC à la dérive.		Camet 27	Actualités Sports International. Bourse, Culture, FIAM.
					Radio-télévision 24	3615 Tapez LEMONDE
					Annuaire classés 26	

Sauf aux PTT

La grève des fonctionnaires semble avoir été moins suivie qu'en octobre 1986

La grève des fonctionnaires, le jeudi 15 octobre, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, semble avoir été moins suivie que celle du 21 octobre 1986, selon le ministère de la fonction publique. Les pourcentages de grévistes annoncés par le ministère étaient de 19 % aux affaires sociales (contre 29 % il y a un an), 10 % à la défense nationale (contre 32 %), 26 % aux finances (30 %), 10 % à l'équipement (25 %). Dans l'éducation nationale, le ministère recensait 40 % (contre 43 %) de grévistes chez le personnel enseignant.

En revanche, aux PTT, la grève semblait un peu plus suivie que l'an dernier. A 12 heures, le ministère des PTT recensait 12 422 grévistes, soit 45 % contre 43 % en 1986, avec 39 % dans les postes (41,7 %) et 53 % dans les télécommunications (46 %).

Dans une déclaration à Antenne 2, le 15 octobre, M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a confirmé qu'il recevrait « dans les jours qui viennent » les syndicats afin de décider d'une mesure de rattrapage salarial pour 1987 « dans les trois semaines ». Aux PTT, FO, la CGT et la CFDT font état de pressions sur les agents pour les empêcher de faire grève. Pour la fédération FO des PTT, « M. Longuet a peur de la grève. Par de multiples pressions, souvent dans l'illégalité, le ministre des P et T impose à de nombreux agents d'être présents à leur poste de travail ». Dans une lettre à M. Longuet, la fédération CGT des PTT dénonce « avec indignation » de « scandaleuses pressions » dans l'ensemble des départements. De son

côté, l'Union régionale CFDT des PTT de l'Île-de-France fait état de « centaines de collègues désignés d'office » pour assurer non la sécurité mais « les opérations les plus rentables ». Au ministère des P et T, on indique que dans l'administration la hiérarchie peut, « avec discernement, procéder à la désignation d'une partie du personnel pour assurer la continuité du service public ». Des dispositions de cette nature sont prises à chaque grève sans qu'il y ait eu, ajoute-t-on, de circulaire plus contraignante pour le 15 octobre.

Dans le secteur public, les perturbations sont très faibles. A la RATP, où la CGT avait déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures dans tous les services, le trafic était assuré le 15 octobre à 9 heures à 100 % pour le métro (à 60 % sur la ligne Nation-Dauphine) et le RER et à 99 % pour les autobus. FO avait également déposé un préavis. A la SNCF, où la CFDT, FO et la CFTC appelaient à la grève, les perturbations étaient strictement limitées aux réseaux est (quatre trains sur cinq) et nord (deux trains sur trois) de la banlieue parisienne. Quelques perturbations ont été signalées à Strasbourg et à Nancy. A EDF, où seule la CGT appelait à des débrayages, la baisse de production n'était que de 600 mégawatts à 8 heures — ce qui est purement symbolique — contre une baisse de 11 000 mégawatts le 1^{er} octobre à 9 heures, lors de la précédente grève de la CGT.

Des militants communistes ont empêché l'expulsion d'un jeune Congolais

Des élus communistes de la Seine-Saint-Denis et notamment M. Georges Valbon, président du conseil général, qui participaient, mercredi soir 14 octobre, à une réunion à la préfecture de Bobigny se sont heurtés à un cordon de CRS qui avait pris position à l'intérieur même du bâtiment administratif. Selon le porte-parole de l'assemblée départementale, les policiers ont « chargé les élus avant de les malmener ».

Les manifestants étaient venus plaider la cause d'un jeune Congolais de dix-neuf ans, M. Serge Mitolo, que deux cents personnes environ — principalement des adhérents du Mouvement de la jeunesse communiste (MJC) — avaient « libéré » mardi soir à l'aéroport de Roissy, alors qu'il était amené à l'avion qui devait le reconduire à Brazzaville, dans son pays d'origine.

Le préfet, commissaire de la République de Seine-Saint-Denis, M. Raymond-François Le Bris, a indiqué que M. Serge Mitolo, « sous le coup d'une mesure de refus de séjour consécutive à un long retard dans la demande de renouvellement d'une carte de résident temporaire, avait été invité à deux reprises à régulariser sa situation pour obtenir un visa de long séjour ».

Les responsables du MJC et les amis du jeune homme font, au contraire, valoir que M. Serge Mitolo est en règle. Arrivé en France il y a six ans, il avait obtenu un titre de séjour lui permettant de suivre des études. Hébergé par son oncle à Bagnolet et titulaire depuis le mois de juin d'un BEP de comptabilité, il désirait préparer un bac technique en France et s'était inscrit

dans ce but au lycée Jean-Jaurès de Montreuil.

Mais il devait, auparavant, obtenir un nouveau titre de séjour. Après le rejet de son recours gracieux, les amis de M. Serge Mitolo et les membres du MJC s'attaquaient à son expulsion. C'est dans ces conditions qu'ils sont intervenus mardi soir à Roissy pour s'y opposer en provoquant une bousculade, au cours de laquelle cinq policiers ont été légèrement blessés.

Le préfet a annoncé, mercredi, qu'à la suite de ces incidents une procédure judiciaire était en cours, précisant que M. Serge Mitolo, caché par ses amis, « est aujourd'hui en position d'illégalité, de même que les personnes qui ont facilité sa libération ».

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi matin 15 octobre à l'hôtel de ville de Bobigny (Seine-Saint-Denis), M. Jean-Louis Mons, secrétaire de la fédération Seine-Saint-Denis du PCF, a annoncé que les élus communistes du département avaient, à la suite de ces incidents, l'intention de déposer plainte auprès des instances judiciaires « pour violation des locaux privés du conseil général par les forces de l'ordre, pour entrave à l'exercice du mandat d'élu et séquestrations, pour votes de fait contre des élus dans l'exercice de leurs fonctions ».

Sur le vif

Pas clair

Vous avez suivi, vous, ce qui se passe à l'UNESCO, l'élection d'un nouveau directeur tout ça ? Parfait que c'est d'un gros problème. Ils en ont parlé ce matin à la conférence. J'ai bien compris pour pas changer. Alors, à la soirée, j'ai épilogé le chef de service étranger et lui j'ai demandé :

« C'est un méchant, M. Bow, le PDG sortant, hein ? »

— Oui, enfin, pas exactement, mais bon... C'est pas...

— Alors, pourquoi on a voté pour lui ?

— Parce que c'est un pote à son Jacquot. Il est allé pleurer deux fois, trois fois à Matignon, là, des derniers temps. Il a écrit quelques choses pour moi. Et Chirac lui a tapoté l'épaule en lui promettant de l'aider : on va voir ce qu'on peut faire.

— Ce qu'on a fait c'est voter pour l'autre, le Pakistanais.

— Ouais, parce que c'est un copain à Raymond, tu sais, le ministre des affaires étrangères.

— Pourtant, c'est pas un gentil non plus. Elle l'a dit, Gisèle Hellm quand elle est partie en claquant la porte.

— Arrête ! Elle fait sa starlette. Elle voulait pas rater sa sortie. C'était ça ou se retirer sur le point de départ à la fin de son mandat, dans à peine un mois.

— Alors si on était derrière lui, pourquoi il s'est défilé en refusant toutes ses billes à M. Bow, le Pakistanais ?

— Il s'est vexé. Il en avait marre d'attendre. Il croyait arriver dans un fauteuil.

— Maintenant il est question d'un Espagnol. D'où il sort celui-là ?

— C'est un ami à Suarez. Non, je vais pas l'expliquer, tu pourrais pas suivre.

— C'est lui qui va gagner ?

— Normalement, oui. Tout nos voisins sont pour. Et les pays de l'Est le soutiennent. Bien obligés, si M. Bow passe, les Américains ne reviendront pas et c'est les Soviétiques qui devront casquer pour l'UNESCO.

— Alors, nous, pour qui l'on vote, là ? Pour l'Africain ou pour l'Européen ? On le sait, au moins ?

— Ouais, on le sait, mais on veut pas le dire.

CLAUDE SARRAUTE.

Meurtre (avec préméditation) dans une partie anglaise

Depuis combien de temps l'avait-il préparé ? Depuis combien de jours et de nuits attendait-il que Kasparov s'avance dans les jardins de l'anglaise et que, à peine les premiers pas faits, il puisse, de sa main diaphane, lui porter le coup de poignard ? 9-3 ?

Quand, le mercredi 14 octobre, dans la deuxième partie, il vit Kasparov jouer 1-0-4, Karpov eut la force de feindre la surprise en prenant six minutes pour répondre Cf6 ! Serein, Kasparov ne dépensa que quatre petites minutes pour ses neuf premiers coups. C'est alors qu'il prit en plein cœur 9-3. Peut-être (les analyses vont pleuvoir sur ce coup) n'est-ce pas vraiment mortel, mais il blessa tellement le champion du monde que celui-ci mit quatre-vingts minutes avant de poursuivre son chemin. Il parut même s'être rétabli et, au seizième coup, l'ancien champion du monde Boris Spassky jouait la position « parfaitement jouable pour les deux camps ». Illusion.

Le temps perdu par Kasparov était autant de sang qui avait quitté son corps. Essangé, il arriva au vingt-sixième coup et s'écroula. C'est-à-dire qu'il fit ce qu'on n'a jamais vu faire par un champion du monde : ne pas appuyer sur la pendule ! Il ne lui restait alors que cinq minutes pour arriver au quarantième coup, et il lui en fallait quatre pour s'apercevoir de son incroyable oubli. Une minute pour quatorze coups : devant Karpov, même le meilleur joueur de blitz au monde qu'est Kasparov ne peut y arriver. Six coups plus tard, le drapeau de la pendule du champion du monde tombait. Qu'importe ! Il était mal le coup d'après.

Et voici donc Karpov nanti d'un point d'avance, acquis avec les Neirs. Plus que ce point, qui ne vaut pas victoire finale bien évidemment, c'est la remarquable préparation du challenger qui impressionne. A contrario, l'impréparation de Kasparov (comment a-t-il pu choisir l'anglaise sans étudier à fond l'ouverture ?) a stupéfié les grands maîtres présents à Séville. Spassky, qui a parié que Karpov remporterait le match, estime que Kasparov s'est trop dépensé dans « des activités extra-échiquéennes ». La défaite qu'il vient de subir va lui rappeler que « le passé » (Karpov) n'est pas encore décidé à disparaître.

Score : Karpov, 1,5 ; Kasparov, 0,5. Troisième partie le vendredi 16 octobre. B. de C.

Michel Polac rejoint M 6

Michel Polac rejoindra, dès la fin novembre, M 6. Il y animera « Champs Élysées », un magazine hebdomadaire « des livres et des idées », produit par le producteur de cinéma Martin Karmir, actionnaire de la sixième chaîne. L'émission devrait être programmée chaque mercredi soir à 21 h 50.

Licencié le 24 septembre dernier par TF 1, Michel Polac avait été publiquement sollicité par Antenne 2 — qui n'a jamais fait de propositions concrètes — et tardivement par la Cinq : « Pour que j'accepte la proposition de cette dernière, il aurait fallu que M. Robert Hersant m'autorise publiquement à le critiquer sur son antenne », nous a confié Michel Polac. « Le choix de M 6 s'est fait par inclination naturelle. Dans la comédie actuelle, cette chaîne est la seule à avoir su conserver dignité et modestie. » P. A. G.

L'audience des radios

RTL, en tête NRJ à la deuxième place

L'enquête mensuelle de Médiamétrie sur les radios confirme la suprématie de RTL. La station de la rue Bayard arrive en tête de tous les classements, avec une confortable avance sur ses concurrents, et s'adjuge 25,8 % de l'audience radio. C'est NRJ qui occupe, pour la première fois, la deuxième place des classements avec une part d'audience en forte augmentation, 11,2 % contre 9,1 % l'an passé à la même époque. Au troisième rang, France-Inter est en léger tassement, tandis qu'Europe 1 (10,3 % contre 13,4 %) et RMC accusent les plus fortes baisses.

M. Martens présente la démission du gouvernement belge

BRUXELLES de notre correspondant

Le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, a pu, depuis 1981, a présenté jeudi 15 octobre en fin de matinée la démission de son gouvernement au roi Baudouin. Mais, le souverain peut encore refuser cette démission pour permettre à M. Martens de tenter l'impossible pour trouver un accord au sein de sa majorité sur l'épineux problème linguistique des Fournes, cette commune peuplée en majorité de francophones mais rattachée à la Flandre.

Durant une bonne partie de la nuit de mercredi à jeudi, puis pendant toute la matinée de jeudi, les responsables de la coalition — sociaux-chrétiens et libéraux, flamands et francophones — avaient tenté de s'entendre sur le cas de M. José Hapart, le bourgmestre (maire) de Fournes qui refuse de prouver ses connaissances en néerlandais et qui, à ce titre, avait été destitué par le Conseil d'Etat, pour être aussitôt réintégré par son conseil communal.

Les sociaux-chrétiens francophones ont refusé la suggestion du

premier ministre consistant, en quelque sorte, à « échanger » M. Hapart contre des garanties pour les francophones vivant dans la périphérie bruxelloise.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

L'armée portugaise commande des avions d'entraînement à la France

Le Portugal vient de commander à la société française Aérospatiale dix-huit avions d'entraînement Epsilon pour une somme de 17 millions de dollars (environ 100 millions de francs).

Après l'armée de l'air française et après les forces armées togolaises, l'armée de l'air portugaise devient le troisième client de cet avion monomoteur pour la formation, dite de début, des pilotes de combat ou de transport militaire.

Avion d'entraînement militaire de base à hélices, l'Epsilon est conçu, à Tarbes, par une filiale de l'Aérospatiale et, depuis 1983, date à laquelle ont commencé les premières livraisons, l'appareil est produit à trente exemplaires par an.

LE GUIDE DU MINITEL

300 PAGES

20 F SEULEMENT

IL REPOND A TOUTES VOS QUESTIONS

N° 2 VIENT DE PARAITRE

chez votre marchand de journaux

Only Church's

HOMMES ET FEMMES

23, rue des Minimes Paris 13^e

42, rue Univers Paris 2^e

4, rue du Dragon Paris 6^e

45, rue de la Chapelle Paris 18^e

A C D E F G H